

2m11.2906.11

Université de Montréal

**La controverse entourant la « guerre révolutionnaire » pendant
la guerre d'Algérie (1954-1962)**

par

Marc André Boivin

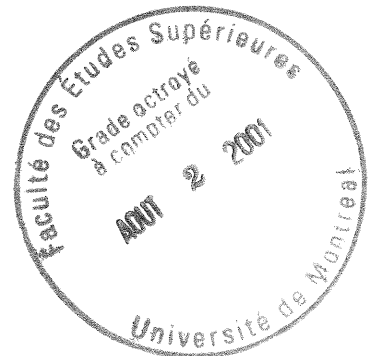
Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade
Maître ès arts (M.A.)

avril 2001

© Marc André Boivin, 2001



D

7

154

2001

N. 018

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

**La controverse entourant la « guerre révolutionnaire » pendant
la guerre d'Algérie (1954-1962)**

présenté par :

Marc André Boivin

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Louis Michel, président-rapporteur

Samir Saul, directeur de recherche

Paul Létourneau, membre du jury

Mémoire accepté le : 1er juin 2001

Sommaire

La doctrine de la « guerre révolutionnaire » est initialement développée en réaction au mode de combat du Viêt-minh en Indochine qui a mis en évidence l'inadaptation de l'armée française à ce type de conflit. Les théoriciens de cette doctrine poursuivent leurs travaux dans les premières années de l'insurrection algérienne. La stratégie qui en découle est supposée enrayer l'effritement du régime français en Algérie.

Le présent mémoire vise à cerner le rôle de la « guerre révolutionnaire » pendant la guerre d'Algérie. Les recherches qui ont mené à son élaboration reposent principalement sur l'étude des archives militaires du Service historique de l'armée de terre qui couvrent les opérations pendant la guerre d'Algérie.

Le développement de la problématique s'appuie sur une structure en trois volets. Un premier définit la doctrine qui se révèle protéiforme. Ensuite, un deuxième délimite l'influence de la « guerre révolutionnaire » au sein de l'appareil militaire. Enfin, un dernier volet se concentre sur l'application concrète de cette stratégie au travers de trois épisodes déterminants.

Les résultats de ces recherches entraînent une réévaluation de la place qu'occupe la « guerre révolutionnaire » pendant la guerre d'Algérie. Ses principaux partisans contrôlent les services d'action psychologique qui connaissent une large expansion durant cette période. Cette filiation assure à la doctrine une diffusion importante qui a tendance à accentuer l'impact qu'on lui attribue. Elle demeure pourtant l'apanage d'un groupe restreint réuni autour d'une interprétation de l'expérience des combats en Indochine. La « guerre révolutionnaire » s'inscrit dans un courant plus large de contestation qui refuse le retrait de la France d'Algérie.

Partie intégrante de la politique de défense nationale à partir de 1957, la « guerre révolutionnaire » soulève des questions quant aux rapports entre les autorités civiles et militaires. Elle témoigne aussi de la réaction vive d'un groupe social touché par un tournant décisif dans la politique étrangère française.

Table des matières

Sommaire	i
Table des matières	iii
Liste des abréviations	vi
Remerciements	vii
Introduction	1

<p>Chapitre premier La doctrine</p>

-I- Les sources	10
a) La défaite de juin 1940	10
b) L'école militaire coloniale française	12
c) Le redressement national	17
d) Le legs indochinois	19
-II- La formulation	24
a) Une conspiration communiste	25
b) Un dogme comme moteur	27
c) Une arme renouvelée : l'action psychologique	29
d) L'enjeu véritable : la population	31
e) Deux concepts centraux : les hiérarchies parallèles et les cinq phases	33

-III- La réplique	37
a) Une affaire de techniques	38
b) Une offensive tous azimuts	40
c) Une doctrine ?	42
d) Une tentation totalitaire	44

<p>Chapitre deux Les lignes de fracture</p>

-I- Aspects problématiques de la doctrine	51
a) Le caractère incomplet de la doctrine	52
b) L'action psychologique	53
c) Les implications politiques	55
-II- Architecture militaire fluctuante	58
a) Ascension et chute des 5 ^e Bureaux	59
b) Un parcours et son interprétation	61
c) Lutttes de pouvoir et débats récurrents	66
-III- Démission du politique	68
a) Érosion de l'autorité politique	68
b) Militarisation de la politique algérienne	71
-IV- Le corps des officiers français : un groupe social en état de crise	76
a) Recrutement	76
b) Qualité de vie	78
c) Structure	80

<p>Chapitre trois</p> <p>Les moments clés de la mise en pratique</p>

-I- La « bataille d'alger »	86
a) Le récit	86
b) Les acteurs	89
c) Les développements	93
d) Les conséquences	96
-II- Le plan Challe	98
a) Quelques innovations	100
b) Le déroulement	104
c) Les résultats	107
-III- Le putsch d'avril 1961	110
a) Les prémisses	110
b) Les motifs de révolte	114
c) Les groupes en présence	116
d) Les événements	120
Conclusion	128
Bibliographie	135
Annexe I	viii
Annexe II	ix

Liste des sigles et abréviations

ALN :	Armée de libération nationale
CCE :	Comité de coordination et d'exécution
CIPCG :	Centre d'instruction de pacification et de contre-guérilla
CTT :	Centre de triage et de transit
DOP :	Détachement opérationnel de protection
DP :	Division parachutiste
DPU :	Dispositif de protection urbaine
EMSI :	Équipe medico-sociale itinérante
ESMIA :	École spéciale militaire interarmes
IHEDN :	Institut des hautes études de Défense nationale
FLN :	Front de libération nationale
FNF :	Front national français
FSNA :	Français de souche nord-africaine
GPRA :	Gouvernement provisoire de la République Algérienne
OAS :	Organisation armée secrète
OPA :	Organisation politico-administrative
OR :	Officier de renseignement
RCP :	Régiment de chasseurs parachutistes
REC :	Régiment étranger chasseur
REP :	Régiment étranger parachutiste
RPC :	Régiment de parachutistes coloniaux
RM :	Région militaire
SAS :	Section administrative spécialisée
SAU :	Section administrative urbaine
SDECE :	Service de documentation extérieure et de contre-espionnage
SHAT :	Service historique de l'armée de terre
UT :	Unités territoriales

Remerciements

Le présent mémoire a bénéficié de la collaboration de plusieurs personnes. Mentionnons d'abord le concours de notre directeur, Samir Saul, dont la rigueur et l'honnêteté ont été d'un précieux conseil et ont évité de multiples écueils. Soulignons ensuite le chaleureux accueil de Cécile Montarou à Paris qui a grandement facilité la consultation des archives du château de Vincennes. D'autre part, Antony Girod et Patrice Parent ont généreusement accepté de prendre de leur temps pour effectuer des lectures critiques. Finalement, nous devons remercier notre famille et nos amis qui nous ont accordé un appui désintéressé et inconditionnel qui compte pour beaucoup dans la motivation nécessaire à la réalisation du mémoire qui suit.

Introduction

Libérée de l'occupation allemande, la France se tourne vers son Empire, gage du statut de grande puissance qu'elle revendique. La défaite, les destructions et les flottements de l'autorité de l'État n'empêchent pas la France de rétablir sa souveraineté sur la grande majorité de ses possessions. En Algérie cependant, les émeutes de Sétif viennent troubler les célébrations de la fin de la guerre. Une réponse brutale et massive de l'armée éteint rapidement le brasier; vieilles méthodes, mêmes résultats.

En Extrême-Orient pourtant une nouvelle forme de guerre s'affirme. Le Parti communiste chinois, sous la direction de Mao Tsé Toung, développe la « guerre révolutionnaire » à partir des années 1930. Celle-ci combine des méthodes de guérilla que lui impose son infériorité militaire avec une politisation intense des populations dans les régions où elle opère. Sous cette direction ferme, les mouvements d'émancipation nationale obtiennent un instrument moderne de contestation de l'hégémonie occidentale. La France a ses premiers contacts avec cette nouvelle forme de guerre en Indochine lorsque les négociations avec le Viêt-minh échouent en 1946. Ce groupe est dominé par les communistes de Ho Chi Minh dont les thèses s'inspirent largement de celles des communistes chinois. La réponse traditionnelle des forces françaises déclenche une guerre qui ne prend fin qu'en 1954. Dien Bien Phu porte un coup de grâce spectaculaire à une présence française mise à mal.

Le conflit entraîne une dégradation de l'appareil militaire et met en évidence la réponse inadaptée des forces françaises à cette nouvelle forme de guerre. Le choc créé par la défaite secoue profondément l'armée française. L'expérience indochinoise discrédite les tenants d'une stratégie traditionnelle et les militaires, dans leur ensemble, blâment le monde

politique de la IV^e République pour la mollesse de son soutien¹. En réaction, émerge un nouveau groupe de théoriciens, dont plusieurs ont connu les « camps de rééducation » du Viêt-minh. Regroupé autour des services d'action psychologique, ce noyau développe une théorie de la « guerre révolutionnaire » et s'en inspire pour élaborer une doctrine militaire capable de la combattre efficacement.

Encore embryonnaire au moment de l'éclatement de la rébellion algérienne en novembre 1954, cette doctrine a mis deux ans à se perfectionner et à s'imposer comme moyen de lutter contre le Front de libération nationale (FLN). Ses implications étaient autant militaires que politiques, sociales et économiques. D'où la question centrale : quel a été le rôle de la doctrine de la « guerre révolutionnaire » développée par l'armée française durant la guerre d'Algérie de 1954 à 1962?

Deux remarques générales s'imposent. D'abord, l'armée française a cherché à adopter les méthodes de la « guerre révolutionnaire »². Or elle tenait un rôle contre-révolutionnaire en Algérie. Cette confusion entraîne plusieurs incongruités. Ensuite, les relations entre les dimensions politiques et militaires tiennent une place importante. La politique est au centre de toutes les guerres insurrectionnelles. Par contrecoup, l'effort des autorités françaises en Algérie doit nécessairement comprendre un volet politique.

Notre question centrale entraîne une série de sous-questions. D'abord, dans quel contexte a été développée la « guerre révolutionnaire »? L'échec de l'armée française en Indochine a sans aucun doute joué un grand rôle. Les militaires traditionnels sont désavoués et l'armée est accueillante à l'égard des nouvelles idées. La « guerre révolutionnaire » n'a émergé qu'en 1956. Quelles sont les raisons derrière le choix de cette approche? Cette

¹ Raoul Girardet, « Problèmes moraux et idéologiques », dans Raoul Girardet dir. *La crise militaire française, 1945-1962. aspects sociologiques et idéologiques*, Paris, Armand Colin, 1964, pp. 165-166.

doctrine est le fait d'un groupe restreint rassemblé autour des 5^{es} bureaux responsables de l'action psychologique. Qui sont ses membres? Comment et jusqu'à quel point se sont-ils imposés?

Ensuite, comment a été formulée la doctrine de la « guerre révolutionnaire »? Il s'agit d'un mélange d'éléments de tradition, d'innovations et d'« emprunts » à l'adversaire. Le tout forme-t-il un ensemble cohérent?

Troisièmement, les méthodes proposées par cette doctrine et leur mise en pratique fournissent des indications sur sa nature et l'étendue de son influence réelle. Quelles ont été les applications de la « guerre révolutionnaire »?

Enfin, les révoltes des années 1960 et 1961 ainsi que l'implication d'une partie de l'armée dans l'Organisation armée secrète (OAS) sont autant de symptômes des difficultés dans les liens entre le pouvoir civil et le commandement militaire. Les tenants de la « guerre révolutionnaire », parce qu'ils s'impliquent dans l'énonciation d'un programme politique pour l'Algérie, ont un rôle important dans ces difficultés. En conséquence, quels sont les liens qu'établit la « guerre révolutionnaire » entre les mondes politique et militaire?

Le rôle de la « guerre révolutionnaire » pendant la guerre d'Algérie a été abordé dans quelques études qui sont incontournables pour s'initier au sujet. Citons d'abord celle de Peter Paret³. Publiée en 1964, elle constitue une remarquable synthèse de la doctrine politique et militaire mise de l'avant par l'armée française à l'encontre de la « guerre révolutionnaire ». La thèse principale de l'auteur est que la mobilisation politique réclamée par la théorie de la « guerre révolutionnaire » comporte des risques inhérents pour les régimes démocratiques pluralistes. Les repères bibliographiques, la structure, l'approche

² Ian F.W. Beckett et John Pimlott, *Armed forces and modern counter-insurgency*, New York, St. Martin's Press, 1985, p. 6.

critique du problème font de ce livre un précieux outil pour comprendre le fonctionnement et les implications de la « guerre révolutionnaire ». Paret limite ses recherches à la définition de la doctrine et à ses incidences les plus immédiates. Bien que sa thèse fondamentale ne soit pas remise en cause, plusieurs éléments méritent d'être explorés plus à fond, ce que d'autres publications ont en partie accompli.

Parmi celles-ci, notons la contribution majeure de John Stuart Ambler avec *The french army in politics*⁴. Son étude porte sur les troubles croissants qui ont affecté l'armée française pendant la période de décolonisation qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Ambler se concentre sur la guerre d'Algérie où l'indiscipline militaire atteint son paroxysme avec la tentative de coup d'État des généraux Challe, Jouhaud, Salan et Zeller à Alger en avril 1961. Il aborde le sujet au travers des rapports complexes qui unissent les cercles politiques et militaires, et souligne les clivages qui affectent plus particulièrement ces derniers.

L'auteur s'appuie sur des sources étoffées qui comprennent l'essentiel des publications de langue française et de langue anglaise disponibles à l'époque sur le sujet, des extraits des procès qui ont suivi les révoltes militaires et les articles publiés dans la *Revue de défense nationale*, la *Revue militaire d'information* et le *Message des forces armées*. Si sa contribution est importante, la « guerre révolutionnaire » ne représente qu'une partie de la problématique des rapports entre civils et militaires.

Les recherches de Raoul Girardet constituent un troisième pilier majeur pour comprendre l'impact de la « guerre révolutionnaire » pendant la guerre d'Algérie. Son

³ Peter Paret, *French revolutionary warfare from Indochina to Algeria*, New York, Frederick A. Praeger publishers, 1964, 163 p.

⁴ John Stewart Ambler, *The french army in politics. 1945-1962*, Columbus, Ohio State University Press, 1966, 427 p.

œuvre maîtresse traite la période allant de la Restauration à la Seconde Guerre mondiale⁵. En ce qui concerne la guerre d'Algérie, il a dirigé un ouvrage qui offre une perspective unique des secousses que subit l'armée de 1945 à 1962⁶. Issu des travaux de la Commission de sociologie militaire qui est co-parrainée par l'École supérieure de guerre et par la Fondation nationale des sciences politiques, cet ouvrage se base sur des données internes de l'armée exploitées à l'aide d'une méthodologie sociologique. Les résultats offrent une explication inusitée d'un certain nombre d'excroissances idéologiques.

Girardet a participé à plusieurs études sur les militaires français. Il est un des principaux artisans du renouvellement de l'histoire militaire contemporaine en France qui avait été marginalisée par le mouvement initié par l'école des *Annales*. Ses rapports privilégiés avec l'armée et son engagement à l'égard de « l'Algérie française » suscitent des réserves quant à l'objectivité de certaines de ses conclusions⁷. Son œuvre n'en donne pas moins des points de repère essentiels pour situer la « guerre révolutionnaire », même si elle porte surtout sur l'évolution sociale du monde militaire français et ses conséquences sur les courants d'opinion en son sein.

Écrite plus récemment, la thèse de François Géré présente les réflexions stratégiques qui ont marqué la IV^e République⁸. L'axe principal de ses recherches est l'impact des développements de l'action psychologique sur les conceptions liées à la Défense nationale. Ses découvertes témoignent des préoccupations politiques et militaires des autorités françaises à un moment où les tensions internationales sont vives. Géré expose les liens qui unissent les études métropolitaines et l'effort de rénovation entamé par des officiers ayant

⁵ Raoul Girardet, *La société militaire dans la France contemporaine (1815-1939)*, Paris, Perrin, 1998 [1953], 341p.

⁶ Raoul Girardet, dir., *La crise militaire française*, Paris, Armand Colin, 1964, 229 p.

⁷ Raoul Girardet, « L'ombre de la guerre », dans Pierre Nora dir. *Essais d'ego-histoire*, Paris, Gallimard, 1987, pp. 161-162.

participé à la guerre d'Indochine. Ces liens influenceraient profondément la formulation de la « guerre révolutionnaire ». La thèse de Géré permet de mieux saisir les fondements théoriques de celle-ci et révèle la diversité des doctrines élaborées par les militaires durant cette période. La thèse de Georges Gabriel Périès, quant à elle, est centrée sur une analyse sémantique et idéologique de la « guerre révolutionnaire » ainsi que de la diffusion de celle-ci dans le monde⁹. Ces deux dernières contributions n'en restent pas moins abstraites et méritent d'être mises en perspective dans l'évolution concrète de la situation en Algérie pendant la guerre.

Il ne saurait être question ici de reprendre l'ensemble des publications sur le sujet. Ces cinq études permettent de fixer un cadre solide au rôle de la « guerre révolutionnaire » pendant la guerre d'Algérie. Néanmoins, plusieurs raisons nous portent à croire que le développement de notre problématique est important et contribue à l'avancement de nos connaissances.

Premièrement, du fait de l'échec de la théorie de la « guerre révolutionnaire », peu d'études lui ont été consacrées. Pourtant, cette doctrine a joué un rôle non négligeable dans l'évolution du conflit algérien de 1954 à 1962. De plus, elle comportait des éléments novateurs et pertinents qui ont été éclipsés par l'issue finale des combats. Une réévaluation plus distante des événements s'impose. Écrit plusieurs années après les événements, le présent mémoire apporte un nouvel éclairage sur certains aspects méconnus des opérations de l'armée française et des rapports de force au sein de l'appareil militaire.

Deuxièmement, la dégénérescence de la « guerre révolutionnaire » en mouvement putschiste et l'implication de plusieurs de ses partisans dans l'OAS a causé un traumatisme

⁹ François Géré, *La pensée et la politique militaire française sous la IV^e République*, Thèse de doctorat (Histoire), Paris III, 1993, 793 p.

durable en France qui a limité l'effort de recherche. Depuis le début des années 1960, pratiquement rien n'a été publié sur la « guerre révolutionnaire ». Elle a été reléguée aux oubliettes. On remarquera à ce titre la quasi absence des ouvrages d'analyse français postérieurs à la déclaration d'indépendance de l'Algérie dans la bibliographie présentée. Au sein de l'armée, c'est l'ensemble du sujet de la guerre d'Algérie qui est évité. Le premier article qui la concerne, depuis 1972, dans la *Revue historique des armées* date de 1987 alors que la guerre d'Indochine est abondamment commentée durant la même période. Cet exemple illustre bien l'interdit qui entoure l'explosive « guerre révolutionnaire ».

Alors que se confirme la nécessité d'une réévaluation, l'ouverture en 1992 des archives militaires portant sur les opérations en Algérie donne accès à de nouvelles sources de premier ordre. Celles-ci jouent un rôle primordial dans les résultats présentés ici. L'étude des archives de l'Algérie qui couvrent la période allant de 1945 à 1964, notamment la sous-série 1H, sert de toile de fond à l'ensemble du mémoire. L'imposante quantité de documents qu'elle comprend a dû faire l'objet d'un recensement, d'une organisation et d'une sélection en vue d'une exploitation conforme aux besoins de notre sujet. Nous avons consulté 26 cartons. Malgré les inévitables omissions, l'autocensure des militaires et un accès encore limité par les décrets gouvernementaux, cette étude détaillée de documents internes a permis de prendre la mesure de la distance qui sépare les discours nombreux et largement diffusés au sujet de la « guerre révolutionnaire » de ses conséquences concrètes sur l'évolution de la situation.

Finalement, les événements récents en Algérie attestent de l'importance de notre sujet. Des parallèles peuvent être tracés entre la situation actuelle et celle qui prévalait de

⁹ Georges Gabriel Périès, *De l'action militaire à l'action politique*, Thèse de doctorat (Science politique), Paris I, 1999, 931 p.

1954 à 1962. De surcroît, les facteurs qui influencent l'évolution présente en Algérie sont en partie hérités de la période coloniale et de la guerre d'indépendance.

Pour répondre à ces questions, le mémoire propose une structure en trois temps. Un premier chapitre reprendra les origines et la formulation de la « guerre révolutionnaire » en tant que telle. Cette mise au point est nécessaire pour comprendre l'orientation prise par les officiers français qui l'ont développée et par ceux qui l'ont défendue. Un deuxième chapitre se concentrera sur la place de la « guerre révolutionnaire » dans l'appareil militaire et les limites de son acceptation. Finalement, un troisième chapitre soulignera les phases majeures de la « guerre révolutionnaire » pendant la guerre d'Algérie au travers des trois épisodes charnières que sont la « bataille d'Alger », le plan Challe et le putsch d'avril 1961.

Chapitre premier

La doctrine

Le bureau d'action psychologique de l'armée française en Algérie, mieux connu sous le nom de 5^e Bureau¹, produit un certain nombre de définitions qui visent à introduire les soldats à la terminologie développée dans le cadre du conflit. Elles permettent de comprendre les concepts à la base des opérations que l'armée est appelée à mener. Voici la définition que le bureau d'action psychologique donne du concept central de « guerre révolutionnaire » :

Doctrines de guerre, élaborées par les théoriciens marxistes léninistes et exploitées par des mouvements révolutionnaires divers pour s'emparer du pouvoir en s'assurant progressivement le contrôle psychique et psychologique des populations à l'aide de techniques particulières s'appuyant sur une mystique et suivant un processus déterminé. Cette doctrine s'accommode de toutes les formes de guerre.²

La « guerre révolutionnaire » en est venue à s'identifier avec la doctrine développée et employée par l'armée française pour contrecarrer l'insurrection algérienne. La définition proposée n'expose pourtant que la méthode employée par l'adversaire³. Le terme n'en reste pas moins caractéristique de la doctrine. Pour comprendre le paradoxe, il faut d'abord s'arrêter aux sources d'une réflexion stratégique sur ce phénomène nouveau. Nous verrons ensuite ses principaux postulats, son fonctionnement et ses implications quant à la conduite de la guerre.

¹ Cet organe a un rôle crucial dans la guerre d'Algérie et est l'objet d'une étude plus approfondie au deuxième chapitre dans les sections II a) et b).

² Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT), Sous-série 1H (archives de l'Algérie), (carton) 1113, Dossier 2 (D-2), *Memento de l'officier d'action psychologique en Algérie*, 3^e section action psychologique, Définitions générales (annexe 1), 3/2/58.

-I- Les sources

La stratégie anti-guérilla de la « guerre révolutionnaire » est conçue pour répondre au problème particulier que soulèvent les actions du Front de libération nationale (FLN) et de son bras militaire, l'Armée de libération nationale (ALN) en Algérie. Elle tire ses origines de quatre sources principales. Elle est d'abord influencée par les événements entourant la Seconde Guerre mondiale et ceux qui les précèdent. Elle s'inscrit ensuite dans un courant colonial de pensée militaire. Enfin, elle procède plus directement d'une jonction entre une réflexion métropolitaine sur l'action psychologique et l'expérience acquise lors de la guerre d'Indochine.

a) La défaite de juin 1940

La III^e République est née des suites de la guerre franco-prussienne de 1870-1871 et de l'effondrement subséquent du régime de Napoléon III. Sa constitution, progressivement définie, met en place un régime parlementaire avec un pouvoir exécutif relativement fort, à tout le moins au début des années 1870. La légitimité de la III^e République repose au départ sur le conservatisme social. Ces valeurs rejoignent deux cercles privilégiés de la société : les notables et les militaires. Le recrutement des militaires, plus particulièrement des officiers, s'est progressivement amélioré au fil du XIX^e siècle. Ils forment un corps élitiste relativement fermé et conservateur⁴. L'affaire Dreyfus, les débats sur la laïcisation de l'appareil d'État, les inventaires, l'affaire des fiches et l'ascension des mouvements pacifistes ont mis à mal les rapports entre la société civile et le corps militaire au tournant du siècle⁵. La société civile évolue dans son ensemble vers la gauche. Les militaires tendent à

³ Ce qui est le cas aussi de ses diverses variantes.

⁴ Douglas Porch, « Bugeaud, Galliéni, Lyautey : the development of french colonial warfare », dans Peter Paret, dir. *Makers of modern strategy*, Princeton, Princeton University Press, 1986, pp. 386-387.

⁵ Philippe Masson, *Histoire de l'armée française de 1914 à nos jours*, Paris, Perrin, 1999, p. 8.

s'associer au pouvoir établi et à s'isoler, ce qui est encore plus vrai dans le cas des *Coloniaux*.

Les rapports entre la société civile et les militaires s'améliorent à la veille de la Première Guerre mondiale. Dans une période de nationalisme exacerbé sur fond de compétition internationale intense, l'armée est non seulement la garante de la sécurité de la nation française, mais un puissant instrument d'influence. En 1914, la gauche pacifiste qui s'opposait à la mobilisation subit un échec majeur. La victoire de 1918 vient consacrer le triomphe des valeurs martiales. Les militaires vivront durablement dans le souvenir de cette période faste où l'armée française était « la plus puissante du monde ». Au cours des années 1920, le prestige des militaires connaît une autre période de déclin. Les blessures profondes laissées par le conflit de 1914-1918, un temps voilées par la victoire, détournent les gens de la guerre et de sa culture. Vers la fin des années 1930, le lourd climat international restaure en partie la place privilégiée des militaires. La plupart des officiers supérieurs en service au moment de la guerre d'Algérie ont été formés durant cette période.

La défaite de juin 1940 est un cataclysme à plusieurs titres. C'est toute la société française qui s'est effondrée sous la pression subite de l'offensive allemande. Pour l'armée, la responsabilité est accablante et immédiate. Au lendemain de la guerre, les militaires cherchent à effacer cette humiliation. Les bases de l'ancienne réflexion stratégique française sont balayées. Dorénavant, la formulation d'une doctrine est cautionnée par le recours aux découvertes scientifiques récentes. Le traumatisme laissé par *juin 1940* interdit de se référer directement à l'expérience des deux guerres mondiales⁶. Il n'est pas question que la France soit de nouveau « en retard d'une guerre ». Cette fuite en avant est porteuse d'un déséquilibre lourd de conséquences.

⁶ Géré, thèse citée, pp. 52-53.

L'effondrement de juin 1940 a propulsé les militaires au cœur des tractations politiques qui l'ont suivi. Courtisés par Vichy et la France libre, les militaires avaient un rôle important à jouer dans la lutte pour la reconnaissance de la succession à l'État français⁷. La *grande muette* était tenue de s'exprimer. Cette atteinte aux principes de neutralité politique et de subordination au gouvernement ouvre une brèche qui se révélera explosive lors des crises politiques entraînées par la décolonisation.

b) L'école militaire coloniale

L'invasion de l'Algérie en 1830 ouvre un siècle de rapide expansion coloniale pour la France. Dès les débuts, il est clairement apparu que les réalités des théâtres d'opérations en Europe et outre-mer étaient profondément différentes. De ce constat est née une séparation progressive entre une école métropolitaine centrée sur les réalités européennes et une école adaptée aux conditions coloniales.

Après le creux qui a suivi la fin des campagnes napoléoniennes, l'armée basée en Europe en est venue à former, au travers de sa professionnalisation, un corps hautement hiérarchisé et bureaucratisé⁸. Son fonctionnement est rythmé par le conformisme le plus strict et les perspectives d'avancement sont sévèrement contrôlées, entre autres par l'origine sociale. L'école coloniale oppose à cette rigidité la souplesse face aux conditions variées rencontrées dans les colonies⁹. Les officiers coloniaux arborent volontiers des signes distinctifs, maintiennent l'organisation traditionnelle de leurs « supplétifs » locaux¹⁰, bénéficient d'avancements accélérés (attribuables à l'activité soutenue) et fonctionnent avec un commandement plus relâché qu'en Métropole. Ces différences entretiennent les inimitiés

⁷ Girardet, « Problèmes moraux... », pp. 159-160.

⁸ Porch, *loc. cit.*, p. 403.

⁹ Jean Gottmann, « Bugeaud, Galliéni, Lyautey : développement de la guerre coloniale française », dans Edward Mead Earle, dir. *Les maîtres de la stratégie*, éd. française, Paris, Flammarion, 1980 [1943], Tome I, p. 273.

¹⁰ Contrairement aux Britanniques.

entre les officiers coloniaux et métropolitains. Dans la course aux colonies de la fin du 19^e siècle, les résultats rapides priment. Les officiers coloniaux sont souvent l'élément moteur de l'expansion des possessions françaises. En Afrique et en Asie, une part significative des conquêtes est le fruit d'aventures militaires présentées ensuite comme *fait accompli* au gouvernement français¹¹.

En 1900, l'armée coloniale, majoritairement composée d'autochtones, représente 10 % du corps de troupes de l'armée française¹². Cette portion significative de l'armée opère de manière relativement indépendante. Dès l'invasion de l'Algérie, les méthodes employées par l'armée dans les colonies ont choqué le public métropolitain. Les critiques sont alimentées par une presse généralement hostile et des politiciens qui évitent de s'engager. Ces derniers sont poussés à la prudence dans un régime parlementaire instable. Les « valeurs morales » défendues dans les colonies sont souvent incompréhensibles en Métropole¹³. Les officiers coloniaux et la société métropolitaine entretiennent des relations difficiles. Les deux groupes s'évitent; la rencontre de ces deux mondes en temps de crise met en évidence de profondes divisions.

Trois noms marquent les développements de la variante coloniale de la pensée militaire française. Sans conteste, le fondateur de l'école de pensée coloniale française est le maréchal *Thomas-Robert Bugeaud*. Vétéran des campagnes napoléoniennes, il a fait l'essentiel de son service en Espagne. Lorsqu'il arrive en Algérie en 1840, il constate la répétition d'un certain nombre des erreurs qui avaient été si coûteuses dans les combats contre les partisans espagnols. L'armée française est organisée en lourdes colonnes, défend

¹¹ Ambler, *op. cit.*, pp. 10-11.

¹² Porch, *loc. cit.*, p. 384.

¹³ Une des manifestations les plus éloquentes de cette incompréhension est la série d'articles du reporter Albert Londres, publiés suite à un séjour dans les colonies françaises d'Afrique, et l'émoi qu'ils suscitèrent en France. Ces articles sont rassemblés dans Albert Londres, *Terre d'ébène*, Paris, Le Serpent à Plume, 1998, 276 p.

essentiellement des points fixes et dépend d'une logistique complexe¹⁴. Les bandes armées locales évitent un choc frontal et se livrent essentiellement à des actions de harcèlement. Les troupes sont démoralisées, leurs conditions de vie exécrables. Bugeaud entame alors une série de réformes basée sur des principes de mobilité, de leadership, de puissance de feu et sur le moral des troupes¹⁵. L'armée française combine les actions de choc et la planification rigoureuse. En dix ans, l'essentiel de l'Algérie « utile » est soumis. Au passif de l'action de Bugeaud on peut mettre l'usage systématique de la force brute, l'institution d'une politique de peuplement européen agressive qui aliène les habitants du pays et une administration civile enracinée dans l'appareil militaire.

En 1889, dans le cadre d'une commission départementale sur la politique française au Haut-Niger, *Joseph-Simon Galliéni* exprime son désaccord avec les méthodes expéditives qui ont abouti à la dévastation d'une bonne partie de l'ouest du Soudan¹⁶. Galliéni est conscient de l'impact désastreux sur l'opinion métropolitaine de cette brutalité des militaires. Envoyé au lointain territoire du Tonkin en Indochine, il entreprend de réformer les principes de base établis par Bugeaud. Galliéni s'entoure d'une équipe d'officiers dynamiques et met en pratique l'idée d'une occupation progressive. Les militaires construisent des postes à partir desquels ils lancent des patrouilles. Ces patrouilles élargissent les zones que contrôlent effectivement les Français. À l'intérieur de celles-ci, le commerce est favorisé. Ainsi se tisse progressivement une toile, procédé qu'on dénommera plus tard la « tâche d'huile ». Galliéni préconise la pratique avant la théorie et l'homme avant la structure au sein de laquelle il s'insère. Cette philosophie est à l'image de son parcours; issu d'un milieu modeste, il a su profiter des occasions offertes par une carrière

¹⁴ Gottmann, *loc. cit.*, pp. 269-270.

¹⁵ Porch, *loc. cit.*, p. 378.

¹⁶ *Ibid.*, p. 388.

dans les colonies. Pour Galliéni, la colonisation pose d'abord un problème militaire qui nécessite l'appui d'initiatives politiques, économiques et sociales éclairées.

Au sein de l'équipe de Galliéni en Indochine et plus tard à Madagascar se trouve *Hubert Lyautey*. D'origine aristocratique, Lyautey s'est d'abord illustré par un article controversé sur le rôle social de l'armée en France¹⁷. L'esprit de la « grande muette » interdisait une telle prise de position publique sans l'approbation de la hiérarchie militaire. Sa carrière en Métropole est compromise et il est envoyé en 1894, à 40 ans, en Indochine. C'est là que naît la féconde collaboration avec Galliéni. Lyautey s'évertue à systématiser l'expérience entreprise par son pragmatique mentor. Il dénomme le système d'occupation progressive « l'organisation en marche ». Galliéni avait développé son système à partir des conditions propres à l'Indochine du nord. Lyautey tente d'en synthétiser les caractéristiques pour en faire des principes généraux. Les initiatives sociales, économiques et politiques deviennent tout aussi importantes que les tâches proprement militaires pour les officiers en poste dans les colonies¹⁸. Lyautey cherche à remplacer la brutalité des conquêtes militaires par la diffusion de la « civilisation » dans des régions soumises à « l'ignominie de l'anarchie ».

L'apport de Lyautey est déterminant dans la pensée militaire française propre aux colonies. Il défend vigoureusement l'intervention des militaires dans des responsabilités essentiellement civiles. Il associe la tâche des officiers coloniaux à un messianisme rédempteur pour une France souffrant de dégénérescence morale. Son article de 1900 fixe une borne importante dans la tendance vers l'autonomie de l'armée coloniale¹⁹. Les résultats

¹⁷ Anonyme [Hubert Lyautey], « Du rôle social de l'officier », *La revue des deux mondes*, CIV (mars 1891), pp. 443-459.

¹⁸ Hubert Lyautey, « Du rôle colonial de l'armée », *La revue des deux mondes*, CLVII (janvier 1900), pp. 308-328.

¹⁹ La première distinction entre les armées dites d'« outre-mer » et celles dites « métropolitaines » remonte à 1622 lors de la création par Richelieu des « compagnies de la mer ». Cette dénomination est changée pour les

obtenus par Lyautey au Maroc sont sujets à de nombreuses réserves²⁰. Ses méthodes indirectes, employées dans un nouvel environnement, ne donnent pas les résultats escomptés. Il doit se rabattre à plusieurs reprises sur la force brute alors que son approche « civilisatrice » devait la remplacer. Le souvenir élogieux qu'on garde en France du parcours de Lyautey tient essentiellement à un contexte politique plutôt qu'à une évaluation objective de son action.

À quel héritage se réfère-t-on en Algérie en 1954 ? Depuis Bugeaud, les officiers envoyés aux colonies adhèrent au credo de l'adaptabilité aux conditions locales. Ce penchant reflète la variété des situations auxquelles les militaires doivent faire face. L'évolution dans les colonies a produit une armée coloniale distincte et, jusqu'à un certain point, autonome de ses origines métropolitaines. Cette autonomie est valable aussi dans les rapports que les officiers coloniaux entretiennent avec les autorités politiques en France et qui sont marqués par l'indépendance et la défiance²¹. La référence à l'école de pensée coloniale associée aux Bugeaud, Galliéni et Lyautey implique que les conquêtes ne sont pas uniquement militaires et politiques mais aussi culturelles et sociales. À cet effet, les actions psycho-politiques étaient intrinsèquement liées à la conception des opérations militaires et, ultérieurement, à l'administration²². Finalement, Lyautey introduit une dimension messianique dans le rôle des officiers dans les colonies. Cette « supériorité morale » ouvre la voie à une forme de paternalisme social. Plus grave, elle aveugle les officiers quant à la nature brutale de leur fonction principale.

« troupes coloniales » en 1900 en même temps que celles-ci acquièrent officiellement une plus grande indépendance d'action. Sous la V^e République, les réformes militaires créent les « troupes d'outre-mer » qui comprennent une infanterie et une artillerie de marine. Voir à ce sujet : Raoul Girardet et Jean-Pierre Thomas, « Problèmes de recrutement », dans Raoul Girardet, dir. *La crise militaire française, 1945-1962. aspects sociologiques et idéologiques*, Paris, Armand Colin, 1964, p. 65.

²⁰ Porch, *loc. cit.*, pp. 393-394.

²¹ Périès, thèse citée, p. 845.

La « guerre révolutionnaire » se veut l'analyse d'un phénomène nouveau avec un appareil nouveau. Pourtant, dans le choix de la terminologie, des moyens et de l'action effective des acteurs, ce double héritage historique escamoté réapparaît subrepticement²³. Les deux sources immédiates dont les théoriciens de la « guerre révolutionnaire » se réclament ouvertement sont l'idée d'un redressement national et le souvenir de la guerre d'Indochine.

c) Le redressement national

De 1947 à 1950, un service du « moral et de l'information » est progressivement mis en place au sein de l'armée. Ce service est officiellement mis sous l'autorité du gouvernement en avril 1950. Le secrétariat de l' « action psychologique » est alors rattaché directement à la présidence du Conseil au travers du secrétaire général permanent de la Défense nationale. À la frontière de l'exécutif et de la haute hiérarchie militaire se développe ainsi un organe de réflexion sur la propagande. Il est initialement voué à la simple promotion des politiques gouvernementales. Le forum privilégié des discussions est l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

La mise en place officielle d'un bureau chargé des questions de propagande et d'action psychologique se heurte aux inquiétudes de l'opinion publique. Le coup de pouce décisif est donné par les Américains en 1949²⁴. La guerre froide est dans une de ses phases les plus tendues à la veille de la signature du traité de l'Atlantique Nord. Le coup de Prague en 1948 provoque une onde de choc en Europe occidentale. Les dirigeants français trouvent de nouvelles justifications à la méfiance qu'ils nourrissent à l'égard du PCF. De plus, les pressions américaines pour la formation d'un comité d'action politique, ayant le caractère

²² David Charters et Maurice Tugwell, *Armies in low-intensity conflict. A comparative analysis*, Toronto, Brassey's defence publisher's, 1989, p. 87.

²³ Géré, *op. cit.*, pp. 136-137.

d'un service de propagande, s'appuient sur le rôle important de l'aide américaine dans la reconstruction de la France.

En 1950, la section d'action psychologique est encore essentiellement formée de civils. Elle a pour mandat de « vendre » la politique gouvernementale en matière de Défense nationale auprès de l'armée et de l'opinion publique. À ses débuts, sa première tâche est de faire accepter l'intégration de la France dans le système de défense de l'OTAN²⁵. Plusieurs contacts sont établis avec les écoles militaires qui forment la future haute hiérarchie. Ces discussions débouchent sur une thématique connue sous le nom de *redressement national*. Le constat est que la France fait face à une double menace. Il y a d'abord celle d'une invasion de l'Europe occidentale par les troupes soviétiques stationnées en Europe de l'Est. Mais la menace qui préoccupe plus particulièrement la section d'action psychologique est celle d'une manœuvre indirecte. Cette manœuvre emploierait le PCF et des techniques de manipulation de l'opinion pour prendre la France de l'intérieur. Le général Navarre conclut ainsi une synthèse qu'il prépare en juin 1950 : « Nous vivons en état de guerre froide. L'ennemi est à l'intérieur de nos murs. Les principales armes sont d'ordre intellectuel²⁶ ». La guerre froide est la poursuite de la guerre par d'autres moyens.

Le *redressement national* vise à rétablir le sens des valeurs patriotiques au sein de la société française afin de mieux résister à ces entreprises subversives. Pour les participants aux discussions, les causes de la vulnérabilité de la France sont l'absence d'une doctrine, l'instabilité politique, la politisation de la fonction publique et le malaise de l'armée²⁷. Les solutions prônées sont le renforcement du pouvoir exécutif et la revalorisation du rôle dirigeant des élites, entre autres en matière de doctrine. Le groupe de discussion rassemble

²⁴ *Ibid.*, pp. 104-105.

²⁵ Paret, *op. cit.*, p. 53.

²⁶ Géré, *op. cit.*, p. 128.

une élite aux idées conservatrices qui se sent assiégée et se voit comme une planche de salut, comme source principale de ce *redressement national*. Dans les faits, les mesures prises se résument essentiellement à un contrôle plus serré des médias.

Pour le développement de la théorie de la « guerre révolutionnaire », ces origines sont déterminantes. Les 5^{es} Bureaux, qui seront au cœur de la mise en place de la « guerre révolutionnaire », sont directement issus de cette première organisation. On constate la récurrence de certains concepts tels la guerre en surface et la défense intérieure du territoire²⁸ qui prévoient la dissémination des troupes sur le territoire métropolitain afin de limiter les pertes associées à une attaque atomique et, surtout, de s'assurer le contrôle de « l'arrière ». On retrouve aussi l'appel à une doctrine unificatrice qui demeurera problématique dans une société française essentiellement pluraliste. Ces premières réflexions inaugurent une vision du monde simplificatrice imposée par le haut et une fixation sur une conspiration communiste internationale. Elles s'inscrivent dans le prolongement du concept de la « guerre totale » issu de l'expérience de la Seconde Guerre mondiale²⁹. Plus grave, elles sont basées sur des réalités métropolitaines. Or, les tenants de la « guerre révolutionnaire » ont tendance à confondre, sinon à assimiler, les contextes européen et colonial³⁰.

d) Le legs indochinois

Parallèlement à ces réflexions stratégiques métropolitaines, l'armée coloniale est engagée dans une lutte qui se prolonge pour rétablir l'autorité française en Indochine. Conquise par étapes dans la deuxième moitié du 19^e siècle, l'Indochine est le pivot de la

²⁷ *Ibid.*, pp. 121-122.

²⁸ voir SHAT, 1H, 2524 (bis), D-1, *Conférences du Centre d'instruction de pacification et de contre-guérilla (CIPCG). Emploi de l'arme psychologique dans les opérations de défense intérieure et de pacification*, dossier d'instruction, CIPCG, Arzew, s.d.

²⁹ Géré, *op. cit.*, pp. 32-33.

présence française en Asie du Sud-Est. Le parti communiste vietnamien (PCV), première opposition cohérente et structurée au régime colonial français, est fondé en 1930. Le véritable essor du PCV débute avec la défaite de la France en 1940. La garnison française s'aligne sur les positions des puissances de l'axe sous les pressions japonaises. Le PCV s'assure alors le contrôle du Viêt-minh, mouvement qui fédère les organisations nationalistes. En mars 1945, les troupes japonaises prennent le contrôle direct de l'Indochine. Lorsqu'elles abandonnent le pays en septembre, elles laissent un vide qu'exploite le Viêt-minh.

L'indépendance du nord du Vietnam est déclarée le 2 septembre 1945. À la fin 1945, un contingent allié est envoyé officiellement pour désarmer la garnison japonaise encore sur place. En février 1946, les Français reprennent le contrôle du Laos et du Cambodge et franchissent le 16^e parallèle au Vietnam. Des négociations pour déterminer le statut du nord du Vietnam sont entamées sans succès. Débute alors un long affrontement, qui se termine en 1954, entre les troupes françaises et celles du Viêt-minh pour s'assurer le contrôle politique du territoire. Le point tournant du conflit est l'arrivée au pouvoir du Parti communiste chinois en 1949. La Chine fournit au Viêt-minh un sanctuaire et un support logistique. Ces atouts tiennent un rôle non négligeable dans l'issue de la bataille de Dien Bien Phu, avec ses conséquences diplomatiques.

Le conflit d'Indochine est déterminant pour le développement de la « guerre révolutionnaire » à plusieurs titres. Pour reprendre l'Indochine, le corps expéditionnaire français a recours à des méthodes coloniales traditionnelles. Or le Viêt-minh impose un nouveau style de combat. Ho Chi Minh est l'un des émules les plus brillants de Mao Tsé Toung qui développe dans les années trente une nouvelle forme de combat. Au centre de sa

³⁰ Voir, entre autres, le texte préparé par le colonel Trinquier, SHAT, 1 H, 1942, D-3, *Pour vaincre la guérilla*

méthode on retrouve un projet politique radical qu'on cherche à imposer sur le territoire même de l'adversaire au travers d'une organisation politico-militaire d'inspiration communiste et d'une propagande systématique. À ce titre, les opérations militaires ont un rôle accessoire et s'imbriquent dans une action plus large. Le véritable enjeu est la légitimité politique et, par conséquent, l'adhésion des populations.

Les autorités françaises admettent tardivement la nature particulière des troubles en Indochine. Parmi les officiers qui réclament une révision de l'approche militaire à la suite de leur expérience en Indochine on retrouve Lacheroy, Ducourneau, Trinquier, Bigeard, Godard, Gardes, Hogard, Brothier, Meyer, Fossey-François, Château-Joubert, Romain-Desfossés, et bien d'autres³¹. Tous ces noms sont associés aux développements de la « guerre révolutionnaire » tant dans ses dimensions théoriques que dans sa mise en pratique, à tel point que l'on assimile souvent la « guerre révolutionnaire » et l'école d'Indochine, ses théoriciens et les « Indochinois »³².

Ces officiers se retrouvent généralement dans le deuxième cercle hiérarchique formé par les colonels, les capitaines et les commandants. Ils sont impliqués dans les premières expériences d'action psychologique entreprises en Indochine. Celles-ci apparaissent pour la plupart à l'initiative du *bureau de guerre psychologique* fondé en 1953 et prédécesseur des 5^{es} Bureaux. Ce bureau rassemble des services qui relevaient jusque-là des 2^{es} bureaux (renseignement militaire) et du haut-commissariat³³. Certains de ces agents ont même connu les « camps de rééducation » du Viêt-minh³⁴. Ces hommes du corps expéditionnaire français sont marqués par l'expérience indochinoise. Au lendemain de la conclusion du conflit, un

et le terrorisme, Colonel Trinquier, 20/11/1958.

³¹ Alistair Horne, *Histoire de la guerre d'Algérie [A savage war of peace]*, Paris, Albin Michel, 1980 [1977], pp. 173-174.

³² Le troisième chapitre positionne ce courant de pensée dans les étapes importantes qui ont marqué le parcours de la « guerre révolutionnaire » pendant la guerre d'Algérie.

³³ Géré, *op. cit.*, pp. 149-152.

groupe, dont le colonel Lacheroy est le membre le plus connu, se lance dans l'étude des écrits de Mao, de Giap et tente de comprendre les raisons de la défaite. Celle-ci est incompréhensible vu que les militaires reconnaissent qu'ils ont bénéficié d'un avantage clair sans pour autant s'assurer de l'initiative³⁵.

Cette expérience de la guerre d'Indochine devient un référent obligé chez la plupart des penseurs de la « guerre révolutionnaire » et de ses praticiens. Des thèmes fondamentaux comme les « hiérarchies parallèles » et les cinq phases de développement d'un mouvement révolutionnaire en sont directement inspirés³⁶. Dans les manuels de formation appliquée, destinés à une audience plus large, on retrouve des documents qui étaient d'abord conçus pour les opérations en Indochine. Par exemple, est incluse dans les exposés et documents sur la guerre subversive et psychologique une notice sur les méthodes de combat dans la jungle et de la guérilla³⁷. De toute évidence cette instruction contribuait plus par l'idée que par la lettre. On propose aussi à la troupe la lecture d'un *Carnet d'un chef de poste* qui relate l'expérience d'un officier vietnamien responsable de la défense d'un village en Indochine³⁸. Ces documents sont surtout employés dans les débuts du conflit algérien. À mesure que les combats se prolongent, les références tendent à se centrer de plus en plus sur l'expérience acquise en Algérie même.

En juillet 1954, la France se retire d'Indochine. Persuadé que l'armée française aurait pu l'emporter et incapable de se résigner à ce constat d'échec, un groupe d'officiers entame l'étude des écrits des révolutionnaires indochinois et chinois. Le corps expéditionnaire se

³⁴ Beckett et Pimlott, *op. cit.*, pp. 57-58.

³⁵ SHAT, 1H, 1942, D-3, *Pour vaincre la guérilla et le terrorisme*, colonel Trinquier, conférence au CIPCG d'Arzew, 20/11/1958.

³⁶ SHAT, 1H, 1115, D-1, *Leçons de l'action Viet-minh et communiste en Indochine*, colonel Lacheroy, conférence au CIPCG d'Arzew, s.d. Voir aussi la section II e) du présent chapitre.

³⁷ SHAT, 1H, 1942, D-2, *Notice sur le combat dans la jungle et de la guérilla*, Exposés et documents sur la guerre subversive et psychologique, s.d.

sent trahi par un système politique défaillant et par l'inertie de ses propres commandants³⁹. À bien des égards, les officiers en Indochine en sont venus à envier la résolution et la mobilisation de leur adversaire qu'ils associent à une structure totalitaire et à une doctrine unificatrice⁴⁰. Isolés en France, les officiers constatent avec amertume le peu de cas qu'on fait des souffrances et des sacrifices qu'ils ont endurés pour la défense de l'Indochine⁴¹. Dès novembre 1954 l'Algérie sombre à son tour dans la violence. Les frustrations accumulées des officiers coloniaux, l'usure d'une autorité politique chancelante et l'incapacité à réformer les institutions coloniales se combinent à un télescopage des événements qui ne laisse guère de recul pour une appréciation sereine des « leçons » de la guerre d'Indochine.

Un groupe de réflexion se retrouve donc autour du *bureau de guerre psychologique*. Il propose un plan d'action radical : opposer à l'adversaire ses propres méthodes. Les assises de ce groupe se développent au fil des échecs enregistrés par les militaires aux idées plus traditionnelles dans les premières années de la guerre d'Algérie⁴². L'étude précipitée des mouvements révolutionnaires en Chine et au Vietnam aboutit à la généralisation et à la systématisation de l'expérience indochinoise⁴³. Les théoriciens de la « guerre révolutionnaire » prêtent alors à l'organisation du FLN une structure beaucoup plus développée qu'elle ne l'est en réalité⁴⁴. La recherche d'un mode d'emploi simple pousse les officiers à avoir recours à des expédients. La référence continue à l'Indochine n'est pas

³⁸ SHAT, 1H, 1942, D-2, *Carnet d'un chef de poste*, Exposés et documents sur la guerre subversive et psychologique, s.d.

³⁹ Ambler, *op. cit.*, p. 170.

⁴⁰ John Shy et Thomas W. Collier, « Revolutionary war », dans Peter Paret, dir. *Makers of modern strategy*, Princeton, Princeton University Press, 1986, pp. 852-853.

⁴¹ Ambler, *op. cit.*, p. 113.

⁴² Le point tournant se situe à la fin 1956 et au début 1957 avec la nomination du général Salan, lui-même ancien d'Indochine, au poste de commandant en chef, avec la fondation en janvier d'un 5^e Bureau permanent au sein de l'État-major interarmées et avec la « bataille d'Alger » qui consacre la « guerre révolutionnaire ». Voir troisième chapitre section I.

⁴³ Paret, *op. cit.*, pp. 100-102.

⁴⁴ Jean-Marc Marill, « L'héritage indochinois : adaptation de l'armée française en Algérie (1954-1956) », *Revue historique des armées*, 187 (juin 1992), p. 27.

corrigée par la prise en compte des différences évidentes des deux contextes. Ainsi, les menées insidieuses d'une hydre géante communiste sont identifiées comme la problématique centrale en Algérie. De là l'importance de ce « legs indochinois » qui explique certaines confusions et surenchères.

La « guerre révolutionnaire » prend ses racines au confluent de ces quatre courants. La Deuxième Guerre mondiale a profondément ébranlé l'appareil militaire, remis en cause l'apolitisme de l'armée et conduit à des structures politiques instables. La tradition coloniale laisse aux militaires une large latitude dans les colonies et justifie l'implication de l'armée dans des tâches normalement réservées à l'administration civile. Le thème du « redressement national » exprime un virulent anticommunisme et justifie la mise en place d'un service de propagande. La guerre d'Indochine forme la plupart des tenants de la « guerre révolutionnaire » et reste tout au long de la guerre d'Algérie un référent incontournable. Ces influences permettent de mieux comprendre l'articulation de la « guerre révolutionnaire ».

-II- La formulation

La première réaction des officiers coloniaux, suite au revers humiliant subi en Indochine, est de tenter de cerner cette nouvelle forme de combat qui les a mis à mal. Les études s'accroissent avec la confirmation de la similitude entre les troubles en Algérie et ceux d'Indochine, et les bilans décevants des premières opérations⁴⁵. Cette analyse de la stratégie adverse compte moins pour son exactitude que pour la déduction d'une parade; c'est ce qui explique son caractère sommaire. Son expression la plus simple est l'équation du colonel

⁴⁵ Géré, *op. cit.*, p. 229.

Georges Bonnet : « guerre partisane [ou guérilla] + action psychologique = guerre révolutionnaire ⁴⁶ ».

La formulation de la « guerre révolutionnaire » se veut une description de l'organisation de l'adversaire, de ses motifs et de ses techniques. Les théoriciens de la « guerre révolutionnaire » l'assimilent à une manœuvre indirecte développée par le camp communiste. Au cœur de celle-ci se trouve une doctrine mobilisatrice aux prétentions universelles. L'objectif principal de cette forme de guerre n'est pas, aux yeux de ces théoriciens, la destruction des forces adverses mais le contrôle des populations. Les méthodes de combat comprennent l'emploi d'une arme novatrice : l'action psychologique. Enfin, le fonctionnement de la « guerre révolutionnaire » s'explique au travers des deux concepts centraux que sont les « hiérarchies parallèles » et les « cinq phases » de développement. C'est ainsi que les militaires français perçoivent la stratégie des forces vietnamiennes, présumément reprise par le FLN en Algérie.

a) Une conspiration communiste

La « guerre révolutionnaire » est assimilée à une technique développée par le monde communiste⁴⁷. Cette affirmation repose sur un calcul géostratégique et sur une perception idéologique⁴⁸. D'abord, l'URSS est la puissance continentale dominante en Europe. Or l'arme atomique en vient à figer les positions. L'URSS chercherait donc de nouvelles méthodes pour contourner cet obstacle⁴⁹. Ensuite, le communisme, dont l'URSS se veut le porte-étendard, se fonde idéologiquement sur un projet global qui l'oppose radicalement aux

⁴⁶ Gabriel Bonnet, *Les guerres insurrectionnelles et révolutionnaires de l'antiquité à nos jours*, Paris, Payot, 1958, p. 60.

⁴⁷ SHAT, 1H, 1113, D-2, *Memento de l'officier d'action psychologique en Algérie*, 3^e section action psychologique, Définitions générales (annexe 1), 3/2/58.

⁴⁸ Géré, *op. cit.*, p. 224-225.

⁴⁹ Claude Delmas, *La guerre révolutionnaire*, Paris, P.U.F. (coll. Que sais-je ?), 1972 [1959], p. 9.

puissances occidentales⁵⁰. Ces prédicats sont entretenus pendant la guerre d'Algérie par une situation internationale qui se détériore pour la France.

Pour les autorités françaises, le nationalisme algérien est artificiel⁵¹. Les meneurs de la rébellion seraient des têtes fortes irresponsables, téléguidées en réalité par Moscou⁵². Dans son *instruction pour la pacification en Algérie*, le général Maurice Challe écrit en 1959 :

Consciemment ou non, le FLN sert de vecteur à la lutte universelle dont l'homme est l'enjeu. Le sens de notre combat est que l'Algérie demeure française. L'existence de communautés très différentes sur tous les plans (ethnique, religieux, social, économique), le déséquilibre entre les ressources d'un pays naturellement pauvre et les besoins d'une masse musulmane à la démographie explosive ont créé en Algérie des conditions favorables à l'éclosion de la rébellion. Son ampleur et sa durée ne s'expliquent néanmoins que par la conjoncture internationale⁵³.

Cette dernière phrase est particulièrement importante. En postulant une conspiration communiste comme véritable moteur de la rébellion algérienne, la théorie de la « guerre révolutionnaire » minimise d'autres facteurs cruciaux comme les déséquilibres liés à une situation coloniale et l'aliénation des masses musulmanes. Par ailleurs, cette explication simplifie abusivement une situation beaucoup plus nuancée. Le Parti communiste algérien (PCA) a condamné la rébellion à ses débuts et les membres qui ont rejoint le FLN plus tard l'ont fait à titre strictement individuel. De plus, l'URSS n'apporte un soutien direct au FLN qu'à la fin de la guerre d'Algérie lorsque l'issue finale, l'indépendance, ne fait plus de doute.

Les officiers français qui ont conçu la « guerre révolutionnaire » ont des convictions anticommunistes profondes. Cette obsession du caractère étranger de la rébellion répond par

⁵⁰ SHAT, 1H, 2522, D-1, *Conférence sur la guerre révolutionnaire*, anonyme, conférence donnée à Lyon en septembre 1958.

⁵¹ Voir plus particulièrement le passage : « Vous savez que, en Algérie, la situation sur ce plan est particulièrement difficile car ce pays n'a pas de passé historique. Il a toujours été un pays colonisé, depuis des millénaires, et par conséquent, il n'a aucune structure valable. », *Ibid.*, p. 17.

⁵² Henri Descombin, *La guerre d'Algérie 1959-60 : le cinquième Bureau ou « le théorème du poisson »*, Paris, l'Harmattan, 1994, p. 52.

ailleurs à la sensibilité de certains acteurs. Elle masque le bilan très négatif de la promotion sociale que la France a promise aux autochtones pour justifier sa présence. De plus, l'obsession d'une conspiration communiste dispense d'adopter un projet global engageant le futur de l'Algérie. Ce projet global demeure problématique devant les profondes divisions de l'opinion française.

b) Un dogme comme moteur

Les officiers du corps expéditionnaire d'Indochine reconnaissent qu'ils détenaient une supériorité militaire manifeste sur le Viêt-minh⁵⁴. Cette supériorité aurait été court-circuitée par les révolutionnaires de la partie adverse qui ont réussi à lier indissolublement les dimensions politique et militaire. Ils ont eu recours à l'endoctrinement politique des cadres et maintenu une discipline stricte au sein de leur organisation⁵⁵. Ainsi, selon les officiers français qui ont développé la « guerre révolutionnaire », le Viêt-minh a déplacé le combat sur un champ de bataille où il avait l'avantage. Le principe directeur de cette intégration réussie des dimensions politique et militaire serait la doctrine marxiste-léniniste.

Les officiers qui étudient les bases idéologiques du mouvement s'en tiennent à une définition superficielle. Elle est basée sur les canons de la pensée marxiste-léniniste et la sélection d'extraits qu'on attribue à Mao, Trotsky, Lénine et Staline⁵⁶. Ce dogme permet à la rébellion de bénéficier d'une « supériorité morale » qui est capitale dans ce type de conflit. Il intègre les aspects militaires, politiques et sociaux dans un plan d'ensemble. La haute hiérarchie militaire concède que ce plan d'ensemble fait défaut à l'armée française en Algérie. Pour pallier cette carence, un séminaire à l'École supérieure de guerre est consacré

⁵³ SHAT, 1H, 1942, D-2, *Nécessité et fondement d'une méthode et d'une doctrine françaises en guerre subversive. Essai de construction de cette doctrine*, anonyme, séminaire de l'École supérieure de guerre (commission n° 5), [fin 1958].

⁵⁴ Voir section I d).

⁵⁵ Paret, *op. cit.*, p. 18.

à l'élaboration d'une doctrine française⁵⁷. L'unité d'action réclamée par les militaires comprend un appui inconditionnel du gouvernement et des populations :

« Pour vaincre, la France doit adopter une stratégie politique et militaire d'ensemble, procédant d'un idéal supérieur en puissance et en portée à l'idéologie de l'adversaire, assez clair, assez tangible pour entraîner l'adhésion du peuple. C'est alors que pourront être élaborées et appliquées des méthodes cohérentes et efficaces, affranchies du reproche de porter atteinte à la dignité de la personne humaine⁵⁸ »

Engagés dans l'étude de la « guerre révolutionnaire », les officiers français en sont venus à adhérer par mimétisme au principe totalitaire⁵⁹ au cœur, selon eux, de la puissance de la doctrine adverse. En stigmatisant la dérive du système politique français⁶⁰, ils aspirent à « révolutionner » la société à partir des institutions militaires⁶¹. Pourtant, la doctrine de l'adversaire postule clairement l'intégration du commandement sous une direction politique.

Les théoriciens de la « guerre révolutionnaire » prêtent aux mouvements nationalistes une rigidité doctrinale excessive, alors que Mao prétend réaliser une fusion dynamique entre des réalités fluctuantes et une appréciation théorique pertinente⁶². La plupart des documents portant sur les techniques de la « guerre révolutionnaire » datent des années trente alors que

⁵⁶ SHAT, 1H, 2522, D-1, *Conférence sur la guerre révolutionnaire*, anonyme, conférence donnée à Lyon en septembre 1958.

⁵⁷ SHAT, 1H, 1942, D-2, *Nécessité et fondement d'une méthode et d'une doctrine françaises en guerre subversive. Essai de construction de cette doctrine*, anonyme, séminaire de l'École supérieure de guerre (commission n° 5), [fin 1958].

⁵⁸ *Id.*

⁵⁹ L'origine de cette expression remonte au fascisme italien. Elle distingue les régimes autoritaires fondés sur le contrôle physique des personnes des régimes totalitaires qui aspirent à diriger l'intégralité de la société, y compris sur le plan moral et psychologique. Stigmatisé par la propagande alliée pendant la Seconde Guerre mondiale, le terme acquiert une connotation fortement péjorative.

⁶⁰ Le monde politique de la IV^e République est généralement blâmé au premier chef par les militaires français pour la défaite en Indochine. Voir la section I d) du présent chapitre et Raoul Girardet, « Civil and military power in the Fourth Republic », dans Samuel P. Huntington, dir. *Changing patterns of military politics*, New York, The Free Press of Glencoe, 1962, pp. 124-125. Dès 1955, des tracts anonymes circulaient au sein de l'armée qui remettaient en cause la IV^e République et appelaient à l'insurrection. Voir Paret, *op. cit.*, p. 115.

⁶¹ Cette « révolution de l'intérieur » n'est pas sans rappeler le kémalisme. Girardet y fait référence dans Girardet, « Problèmes moraux... », pp. 170-172. Le rapporteur de la commission qui porte sur l'élaboration d'une doctrine française en Algérie à l'École supérieure de guerre se réfère directement à la nécessité de renouveler la « fibre morale » de la France et emploie l'expression « dépasser la révolte [du FLN] par la révolution ». Voir SHAT, 1H, 1942, D-2, *Nécessité et fondement d'une méthode et d'une doctrine françaises*

Mao était en pleine campagne contre les troupes de Tchiang Kai-Chek. Mais les théoriciens français de la « guerre révolutionnaire » ne tiennent pas compte de ces circonstances. En fait, les écrits marxistes utilisés sont interprétés et manipulés, sinon falsifiés⁶³, pour justifier l'intervention de l'armée française dans des sphères d'activités normalement réservées aux autorités civiles.

c) Une arme renouvelée : l'action psychologique

La démoralisation de l'adversaire est un objectif qui s'inscrit dans une longue tradition de la stratégie militaire⁶⁴. L'institutionnalisation de l'usage de la propagande dans la Deuxième Guerre mondiale, l'essor de la psychologie sociale, les bouleversements entraînés par les médias de masse posent le problème en des termes nouveaux. Dès la fin des années quarante, les militaires français se questionnent sur l'impact de ces développements dans un cadre militaire⁶⁵. Ils identifient une nouvelle dimension de la guerre centrée sur *l'arme psychologique*.

L'initiation des militaires français aux techniques de propagande s'est faite au travers d'une littérature qui met l'accent sur la manipulation des masses⁶⁶. Parmi les auteurs les plus souvent cités on retrouve Pavlov pour ses découvertes sur le conditionnement, Jung avec son

en guerre subversive. Essai de construction de cette doctrine, anonyme, séminaire de l'École supérieure de guerre (commission n° 5), [fin 1958]

⁶² Shy et Collier, *op. cit.*, pp. 843-845.

⁶³ Voir l'analyse de Gabriel Périès qui montre les mécanismes rhétoriques qu'emploie Lacherois pour faussement attribuer des concepts, qu'il développe lui-même, à Mao et à Trotsky : Gabriel Périès, « Stratégie de la fausse citation dans le discours de la doctrine de la « guerre révolutionnaire » », dans Laurent Henninger, dir. *Histoire militaire et sciences humaines*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1999, pp. 61-84. Des exemples de ces manipulations sont présentés plus loin dans les sections qui traitent de *l'action psychologique* et des concepts des « cinq phases » et des « hiérarchies parallèles ».

⁶⁴ Le texte de Sun Tzu sur *l'art de la guerre*, écrit il y a plus de 2000 ans, témoigne de cette généalogie ancienne de la réflexion sur le volet « psychologique » des opérations militaires : Sun Tzu, *L'art de la guerre*, Paris, Flammarion, 1972 [1963], 255 p.

⁶⁵ Géré, *op. cit.*, pp. 23-24.

⁶⁶ La bibliographie fournie comme base théorique de l'action psychologique est à ce titre très révélatrice; on remarquera, entre autres, une nette prédominance des thématiques entourant la manipulation des masses : SHAT, 1H, 2409, D-1, *Bibliographie de guerre et d'action psychologique*, anonyme, s. d.

concept d'inconscient collectif et, surtout, Chakhotine⁶⁷. Ce dernier est le principal inspirateur des officiers français qui se lancent dans l'étude de l'*action psychologique*⁶⁸. Les travaux de Chakhotine datent de la fin des années trente et sont rassemblés dans *Le viol des foules par la propagande politique* publié après la guerre⁶⁹. Il expose les méthodes de manipulation des masses employées par les régimes totalitaires. Bien que son objectif ait été de condamner ces méthodes, les militaires français se servent de son exposé technique détaillé pour synthétiser un véritable bréviaire du « spécialiste de la manipulation des masses »⁷⁰.

Pour les théoriciens de la « guerre révolutionnaire », les Soviétiques maîtrisent parfaitement « l'arme psychologique » et n'hésitent pas à l'employer contre les puissances occidentales⁷¹. Les rebelles algériens, en bons disciples, suivraient la leçon et emploieraient systématiquement ces techniques de manipulation des masses pour s'assurer le contrôle des populations.

Les officiers français qui s'engagent dans l'étude des fondements de la psychologie sociale sont pressés. Leurs recherches se concentrent sur les aspects techniques du problème. Outre leur formation de base souvent insuffisante dans ce type d'étude, ils ne cherchent pas à comprendre les fondements de la psychologie sociale naissante mais à mettre en pratique des recettes, à saveur scientifique, de contrôle des populations⁷². En portant une attention excessive à la forme plutôt qu'au fond, les théoriciens de la « guerre révolutionnaire » négligent la réaction des Algériens au contenu du programme « Algérie française » qu'ils

⁶⁷ SHAT, 1H, 2409, D-2, *Pourquoi la guerre psychologique est-elle possible ? (conférence n° 2) et Lois de la guerre psychologique (conférence n° 3)*, conférences du CIPCG d'Arzew, M. Bonnemaïson, 7/11/57.

⁶⁸ Géré, *op. cit.*, pp. 72-73.

⁶⁹ Sergeï Chakhotine, *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1992 [1949], 605 p.

⁷⁰ SHAT, 1H, 2409, D-2, *Lois de la guerre psychologique (conférence n° 3)*, conférences du CIPCG d'Arzew, M. Bonnemaïson, 7/11/57.

⁷¹ SHAT, 1H, 2409, D-2, *Pourquoi la guerre psychologique est-elle possible ? (conférence n° 1)*, conférences du CIPCG d'Arzew, M. Bonnemaïson, 7/11/57.

défendent implicitement. De plus, ils ne saisissent ni la portée ni la puissance de l'idée d'indépendance présentée dans la propagande du FLN.

d) L'enjeu véritable : la population

Les théoriciens de la « guerre révolutionnaire » établissent clairement la conquête de la population comme objectif premier de ce type de conflit⁷³. Cette notion est récurrente dans la documentation distribuée aux troupes françaises pour les rendre conscientes du volet psychologique de leurs responsabilités. Ce faisant, ils distinguent les opérations en Algérie d'un conflit conventionnel où la mission principale des armées est la destruction des forces adverses⁷⁴.

Dans l'escalade des enjeux de la guerre totale, la cible des rebelles est le régime politique⁷⁵. Selon les officiers français liés au développement de la « guerre révolutionnaire », ils combinent l'encadrement et l'usage sélectif de la terreur pour engager la population à leurs côtés. Lacheroy attribue à Mao cinq « facteurs constants de la guerre révolutionnaire », facteurs qu'il a en réalité lui-même synthétisés à partir d'un dossier d'instruction de l'armée de terre⁷⁶. De ces cinq facteurs, le concept le plus important est celui de la « solidité de l'arrière »⁷⁷. Cette expression renvoie au contrôle de la population. Dans le credo de la « guerre révolutionnaire », on s'y réfère aussi au travers du « théorème du poisson »⁷⁸. Le poisson représente le rebelle et l'eau la population. Ainsi, si la France

⁷² Paret, *op. cit.*, pp. 58-59.

⁷³ SHAT, 1H, 1113, D-1, *Note sur les responsables de la population*, Directive générale, Corps d'armée d'Alger (CAA), 3^e Bureau, général Massu, 6/7/59.

⁷⁴ Reconnu, depuis les guerres napoléoniennes, comme objectif fondamental dans un conflit armé conventionnel.

⁷⁵ Delmas, *op. cit.*, pp. 16-18.

⁷⁶ Périès, *loc. cit.*, pp. 67-69.

⁷⁷ SHAT, 1H, 1115, D-1, *Leçons de l'action Vietminh et communiste en Indochine*, colonel Lacheroy, conférence au CIPCG d'Arzew, s.d.

⁷⁸ Théorème emprunté directement à une des expressions les plus connues de Mao. Voir : Descombin, *op. cit.*, pp. 51-52.

veut asphyxier son adversaire en Algérie, il suffit d'éliminer son support vital : l'appui de la population.

Lacheroy reprend la même anecdote au début de ses conférences. Au moment, de son départ pour l'Indochine, un officier supérieur lui aurait dit qu'il avait déjà appris l'essentiel des bases de la guerre moderne et que les opérations en Indochine étaient d'un genre dépassé⁷⁹. Lacheroy inverse cette hypothèse et en profite pour insister sur le caractère novateur de sa théorie qui pose la population comme enjeu principal. À ce titre, on doit reconnaître à Lacheroy et ses émules une analyse pertinente de la situation. Néanmoins, la fixation sur le concept de « contrôle des populations » en dit plus long sur les pratiques de l'armée française que sur celles du FLN/ALN. Le programme des nationalistes parle plutôt d'appui, de solidarité et de soutien, bien que l'usage de la violence par le FLN/ALN soit indéniable⁸⁰.

Alors que l'armée française s'empêtre dans des opérations militaires à la recherche d'un succès décisif improbable, la « guerre révolutionnaire » indique clairement que l'enjeu est ailleurs. Comme nous l'avons souligné, la tradition militaire coloniale française a une vision très large de la conquête qui comprend des dimensions politiques, économiques et sociales. Le re-centrement des opérations dans ces sphères d'activité proposé par la « guerre révolutionnaire » n'est donc pas aussi original qu'on veut bien le laisser croire. Cependant, si l'enjeu fondamental est politique, quelles sont les limites du rôle des militaires ?

⁷⁹ Pour une de ces conférences voir : SHAT, 1H, 2522, D-1, *Conférence du colonel Lacheroy*, colonel Lacheroy, reprise d'une conférence faite à Alger (06/57), État-Major du 5^e bureau, 16/7/57.

⁸⁰ Plus d'Algériens que d'Européens sont morts aux mains des indépendantistes du FLN/ALN.

e) Deux concepts centraux : les hiérarchies parallèles et les cinq phases

Les théoriciens de la « guerre révolutionnaire » se retrouvent pour la plupart dans les 5^{es} Bureaux qui sont responsables de l'action psychologique⁸¹. Leurs attributions sont centrées autour de l'information et de la propagande. Cette position leur offre une tribune privilégiée et explique l'emploi de techniques discursives directrices⁸². Lacheroy, dans son étude du conflit indochinois, a développé deux concepts pour expliquer le fonctionnement subtil de l'organisation adverse : les *hiérarchies parallèles* et les *cinq phases* du développement d'un mouvement révolutionnaire. Ces deux concepts deviennent les piliers de la « matrice Lacheroy »⁸³. Ces piliers sont repris systématiquement par les propagateurs de la « guerre révolutionnaire » pour rendre intelligibles des notions abstraites à un corps de métier centré sur les résultats concrets d'une action.

Selon Lacheroy, pour contrôler la population, le Viêt-minh a mis en place une série de hiérarchies qui fonctionnent parallèlement à l'administration française. Il existe trois formes de hiérarchies. La hiérarchie territoriale est calquée sur la division administrative traditionnelle basée sur des unités géographiques. L'innovation du Viêt-minh tient à la mise en place de deux autres hiérarchies. Les hiérarchies d'associations reposent sur des communautés d'intérêts. Elles sont multipliées afin de s'imposer dans un champ ou dans un autre à tous les membres d'une communauté et ce dans toutes les communautés. Contrairement à ces deux hiérarchies qui se veulent totales, la hiérarchie du parti est réservée à l'élite. C'est elle qui en dernier lieu est chargée de coordonner les activités des deux autres. Ces trois hiérarchies s'imbriquent pour former une toile serrée autour de chaque individu. À chaque échelon pour chacune des hiérarchies, la direction est assurée par un

⁸¹ Voir au deuxième chapitre la section II b).

triumvirat. Le contrôle physique obtenu par ce système est renforcé par l'emploi de « techniques du moral »⁸⁴ qui assure la prise de « possession des âmes »⁸⁵.

Lacheroy identifie, toujours à partir de l'exemple indochinois, les cinq étapes du développement de la « guerre révolutionnaire ». La première consiste à faire connaître l'existence des rebelles. Quelques actions d'éclat cherchent à diffuser les idées du groupe clandestin. Dans une deuxième phase, le groupe organise une campagne de terreur sélective qui vise à s'assurer la complicité du silence. Troisièmement, des groupes armés sont formés et harcèlent les forces de l'ordre. À la quatrième phase, les rebelles commencent à contrôler des zones entières qu'ils organisent de manière plus officielle et d'où ils peuvent opérer impunément. Au stade ultime de la « guerre révolutionnaire », le coup de grâce est donné avec une offensive conventionnelle généralisée.

Lacheroy et ses disciples présentent ces deux concepts comme étant issus d'une étude approfondie du conflit d'Indochine et des bases théoriques de l'adversaire. Force est de constater qu'il s'agit plutôt d'un collage. Les morceaux proviennent des interprétations de Lacheroy de son expérience en Indochine. Il prétend tirer les cinq phases de Trotsky. Périès démontre qu'une lecture plus attentive révèle que ces cinq phases sont tirées d'un article antérieur de Lacheroy⁸⁶. Ces mêmes phases sont reprises dans une autre conférence où elles sont attribuées cette fois à nul autre que Mao lui-même⁸⁷.

⁸² Techniques directrices qu'on retrouve résumées dans une instruction aux officiers d'action psychologique : SHAT, 1H, 1113, D-1, *Memento de l'officier d'action psychologique en Algérie*, Memento préparé par les 5^{es} Bureaux, s.d.

⁸³ L'expression est de Périès, *loc cit.*, pp. 64-81.

⁸⁴ Synonyme dans ce contexte de l'action psychologique

⁸⁵ SHAT, 1H, 1115, D-1, *Leçons de l'action Vietminh et communiste en Indochine*, colonel Lacheroy, conférence au CIPCG d'Arzew, s.d. On remarquera l'absence de référence au programme qui sous-tend ces structures. Cet aspect est développé plus loin dans la section III a).

⁸⁶ Périès, *loc. cit.*, pp. 76-77.

⁸⁷ SHAT, 1H, 2522, D-1, *Conférence sur la guerre révolutionnaire*, anonyme, conférence donnée à Lyon en septembre 1958.

Les tenants de la « guerre révolutionnaire » martèlent les notions de *hiérarchies parallèles* et des *cinq phases* à tous les auditoires. Il ne s'agit pourtant que de techniques qui ne peuvent pas expliquer à elles seules l'engouement pour un programme politique indépendantiste dans les colonies. La logique de l'« effet miroir », intrinsèque à la « guerre révolutionnaire », suscite beaucoup de réticences en Métropole et s'affirme difficilement dans l'armée elle-même⁸⁸. La forme ne pallie pas la faiblesse du fond. Les deux concepts sont excessivement rigides et simples par rapport à une situation complexe, voire confuse⁸⁹.

Pour les officiers français liés à ce courant de pensée, la « guerre révolutionnaire » serait une arme clandestine développée par Moscou pour poursuivre la propagation du communisme de par le monde. En ce sens, la rébellion algérienne ne serait qu'une bataille, un chapitre d'une conspiration plus vaste. L'ennemi est extérieur et la menace plus formidable que le FLN et ses groupuscules armés. La « guerre révolutionnaire » s'appuie sur une doctrine qui galvanise ses combattants. Le rapport de force qui est imposé est d'ordre moral. Le dogme des communistes devient la pièce maîtresse qui procure l'élan et la cohésion.

Les communistes sont passés maîtres dans l'emploi de l'arme psychologique. Ils emploient sans retenue des techniques de manipulation des masses. Ce nouvel arsenal leur est d'autant plus précieux que leur objectif n'est plus seulement de soumettre l'adversaire⁹⁰ mais de le convertir. La population est devenue l'objectif principal du conflit. Deux concepts centraux servent d'exemples du fonctionnement de cette mécanique implacable. La technique des *hiérarchies parallèles* décrit l'enrôlement et le contrôle absolu des individus

⁸⁸ Se référer au deuxième chapitre qui développe plus longuement cette problématique.

⁸⁹ Le fait est admis dans une conférence plus tardive sur la « guerre révolutionnaire » : SHAT, 1H, 2522, D-1, *Conférence sur la guerre révolutionnaire*, anonyme, conférence donnée à Lyon en septembre 1958.

obtenus par l'organisation communiste. Les *cinq phases* identifient les étapes du combat des rebelles.

L'expression « contrôle des populations » employée par les officiers français se distingue nettement de l'« appui » réclamé par le FLN/ALN. Elle révèle la distance qui sépare la mission répressive des forces françaises de l'émancipation que proposent les nationalistes algériens. Est-il besoin de rappeler que les violences de l'armée française en Algérie ont sans aucun doute été parmi les principaux agents de recrutement du FLN/ALN?

Cette doctrine adverse que les militaires français identifient maladroitement comme « guerre révolutionnaire » est un hybride. Elle est marquée par son fondateur et principal animateur : le colonel Lacheroy. Inspirée certes d'une expérience en Indochine puis en Algérie, elle comporte aussi de vieilles notions récurrentes comme le « pourrissement » pour décrire un adversaire qu'on prétend du même souffle ultramoderne. Les déviations et les aberrations au sujet d'une conspiration communiste universelle proviennent d'un groupe restreint d'officiers coloniaux meurtris par l'indifférence et le mépris de l'opinion métropolitaine⁹⁰. Si l'anti-communisme est de bon ton à l'époque, notamment pour s'assurer des crédits américains, les officiers liés à la « guerre révolutionnaire » sont prêts à aller beaucoup plus loin dans leur engagement⁹². Au-delà des penchants idéologiques, il s'agit d'abord et avant tout pour les militaires de gagner coûte que coûte afin de restaurer le prestige et le pouvoir de l'armée.

⁹⁰ Les officiers français qui ont développé le thème de la « guerre révolutionnaire » prennent pour acquis que la population est hostile aux communistes.

⁹¹ Girardet, « Problèmes moraux... », pp. 171-172.

-III- La réplique

Rappelons le processus de base que présentent les officiers français à l'origine de la « guerre révolutionnaire ». Les guerres conventionnelles et le statu quo nucléaire sont des notions incomplètes. Moscou poursuit la guerre de manière détournée et bénéficie d'un simulacre de paix. Les communistes ont développé un puissant instrument de conquête : la « guerre révolutionnaire ». Pour survivre à cette agression absolue, qui vise le contrôle des esprits, la France, et à plus forte raison son bras armé, doivent comprendre et s'adapter aux paramètres imposés par cette nouvelle forme de guerre. Les exposés sur la « guerre révolutionnaire » visent principalement à fournir des leçons en ce sens. Cette stratégie de rétorsion explique la formation d'un amalgame où les solutions sont à la fois prescrites et incluses dans la description de l'appareil adverse.

Une partie de la réplique se trouve donc dans la formulation de la doctrine résumée dans la section précédente. Cette formulation ne suffit pas à expliquer l'adaptation de l'armée française au conflit en Algérie suivant les principes de la « guerre révolutionnaire ». Si l'armée française doit elle-même devenir « révolutionnaire »⁹², sa riposte n'en reste pas moins différenciée par la force des choses puisqu'elle tient fondamentalement un rôle contre-révolutionnaire. Première caractéristique de cette réplique : la solution est perçue comme étant une affaire de techniques. Aussi, l'armée française doit se livrer à une offensive généralisée dont les retombées seront sociales, économiques et politiques. Cette offensive, qui dépasse le cadre usuel de l'action de l'armée, s'impose d'autant plus que le gouvernement français est incapable de faire face à ses responsabilités. Pour soutenir cet effort, l'armée doit définir une doctrine. Cet ensemble ambitieux nécessite la mise en place

⁹² Débordements étayés dans la section III d).

d'un encadrement strict qui soulève des questions quant aux ambitions politiques des tenants de la « guerre révolutionnaire ».

a) Une affaire de techniques

Pour Lacheroy et ses disciples, le monde de la « guerre révolutionnaire » est déterminé par des techniques de manipulation des masses qui, employées avec dextérité, peuvent faire pencher la population dans le sens désiré⁹⁴. Le problème fondamental dans une « guerre révolutionnaire » est le contrôle de la population⁹⁵. Pour en assurer le contrôle physique, on a recours à la technique des « hiérarchies parallèles ». Pour ce qui est de son adhésion : « c'est dans ce domaine-là [la prise de possession des âmes] que s'emploient les techniques du moral ; là encore hélas, ce sont des techniques et rien que des techniques⁹⁶ ». Comme nous l'avons souligné dans la formulation de la « guerre révolutionnaire », cette identification de la population comme enjeu premier est un des aspects principaux de la doctrine. Ce prédicat place au centre de l'effort de guerre les services chargés de l'action psychologique qui deviennent en Algérie les 5^{es} Bureaux⁹⁷. Ces derniers sont fondés par Lacheroy et dominés par de chauds partisans de la « guerre révolutionnaire »⁹⁸. Les théoriciens se réservent une position privilégiée.

La technicité de cette arme psychologique, placée au centre des combats, anime une controverse autour de la présence sinon de la préséance du spécialiste de la « guerre

⁹³ SHAT, 1H, 2538, D-1, *En Algérie, rompant avec une tradition séculaire, la France mène aujourd'hui la guerre révolutionnaire*, anonyme, participation de l'armée aux tâches de pacification, service d'action psychologique, 1956.

⁹⁴ Ambler, *op. cit.*, p. 318.

⁹⁵ SHAT, 1H, 2522, D-1, *Conférence du colonel Lacheroy*, colonel Lacheroy, reprise d'une conférence faite à Alger (06/57), État-Major du 5^e bureau, 16/7/57.

⁹⁶ SHAT, 1H, 1115, D-1, *Leçons de l'action Vietminh et communiste en Indochine*, colonel Lacheroy, conférence au CIPCG d'Arzew, s.d.

⁹⁷ Au deuxième chapitre, le parcours des services d'action psychologique est repris dans la section II a).

⁹⁸ Paret, *op. cit.*, p. 56.

révolutionnaire »⁹⁹. À bien des égards, les officiers des 5^{es} Bureaux se perçoivent comme le cerveau de l'armée¹⁰⁰. Le colonel Goussault défend le rôle de guide que s'attribuent les 5^{es} Bureaux : « [...] la Guerre Révolutionnaire est une Guerre totale et [...] les différentes activités qu'elle met en jeu doivent être employées dans la perspective unique de la conquête psychologique des populations. Au sein des états-majors, en Guerre Révolutionnaire, les 5^{es} Bureaux sont ainsi appelés à devenir les bureaux pilotes¹⁰¹ ». Ces mêmes idées présentées à un séminaire de l'École supérieure de guerre suscitent de vives polémiques dans la période de questions¹⁰². Pour des nouveaux venus dont la fonction est encore mal acceptée dans la haute hiérarchie militaire, les 5^{es} Bureaux manifestent beaucoup d'ambition¹⁰³.

Les études de psychologie des masses sur lesquelles se basent les « spécialistes » des 5^{es} Bureaux sont des ébauches, voire des vulgarisations¹⁰⁴. La « guerre révolutionnaire » est directement issue de l'expérience indochinoise. Le peu de temps qui s'est écoulé entre la fin de la guerre d'Indochine et le début de la guerre d'Algérie explique en partie les insuffisances de la doctrine¹⁰⁵. Mais le problème fondamental est la recherche par ces officiers d'expédients, de méthodes simples aux résultats garantis et permettant de contourner une problématique complexe et dérangeante. Paradoxalement, l'insistance sur les techniques, qui font des officiers des 5^{es} Bureaux des « spécialistes » de l'arme

⁹⁹ Le général Crépin, commandant en chef des forces en Algérie, remet ouvertement en cause le monopole des « spécialistes » de l'action psychologique dans une directive générale qui fait suite à la dissolution des 5^e Bureaux en 1960 : S.H.A.T., 1H, 2524 (bis), D-1, *Directive générale – concernant l'action psychologique*, général Crépin, cabinet militaire, 11/7/60. Les divisions qu'entraîne au sein de l'armée la « guerre révolutionnaire » sont traitées plus exhaustivement au deuxième chapitre.

¹⁰⁰ Descombin, *op. cit.*, pp. 29-30.

¹⁰¹ SHAT, 1H, 2524, D-4, *Exposé du colonel Goussault à SHAPE*, colonel Goussault, exposé au CIPCG d'Arzew, 11/57.

¹⁰² SHAT, 1H, 1942, D-2, *Rôle et mission des 5^e Bureaux ; leur nécessité, leur organisation, leurs procédés de travail, leur place dans l'État-Major, en Algérie et en Métropole*, anonyme (le rapporteur), séminaire de l'École supérieure de guerre (commission n° 2), [fin 1958]

¹⁰³ Les difficultés liées à l'acceptation des thèses de la « guerre révolutionnaire » au sein du commandement militaire sont abordées au deuxième chapitre dans la section I.

¹⁰⁴ Paret, *op. cit.*, pp. 58-59.

¹⁰⁵ Beckett et Pimlott, *op. cit.*, pp. 60-61.

psychologique, révèle leur connaissance superficielle des causes du soulèvement algérien. L'arme psychologique et ses recettes en viennent à servir de fétiche à un groupe d'officiers qui se forgent un puissant instrument de promotion.

b) Une offensive tous azimuts

Géré met en évidence la continuité dans les concepts hérités de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide, et la « guerre révolutionnaire »¹⁰⁶. On assiste à un crescendo des enjeux d'une guerre qui en vient à être « idéologique, globale et permanente¹⁰⁷ ». Le combat, dans ces conditions, recouvre un éventail de mesures très large. Le général Challe écrit :

... l'union des communautés pour la construction de l'Algérie Française de demain n'est pas encore faite, mais, désormais, nul n'ignore que cette fusion ne pourra être éludée et l'on a enfin compris que l'armée en est le principal artisan, beaucoup plus par son intervention dans l'administration, l'organisation sociale, l'enseignement et la formation des jeunes, la vie économique, que par la destruction des forces combattantes de la rébellion¹⁰⁸.

Au centre de ce dispositif social, économique et politique mis en place par l'armée se trouvent les officiers des Sections administratives spécialisées (SAS) et leur pendant dans les villes les officiers des Sections administratives urbaines (SAU). Ces organismes sont les héritiers directs des bureaux arabes. Face au vide administratif dans plusieurs régions, aggravé par les actions du FLN/ALN, les officiers SAS sont progressivement mis en place comme responsables de la population à partir de 1956¹⁰⁹. Ils jouent notamment un rôle

¹⁰⁶ Géré, *op. cit.*, pp. 740-741.

¹⁰⁷ Elle est idéologique au sens où la subversion vise les « coeurs et les esprits ». Ces caractéristiques sont résumées par Challe dans : SHAT, 1H, 2538, D-1, *Instruction pour la pacification en Algérie*, général Challe, cabinet militaire, 10/12/59.

¹⁰⁸ SHAT, 1H, 1119, D-1, *Synthèse de la participation de l'armée à des tâches extra-militaires dans le cadre de la pacification*, général Challe, cabinet militaire, 1^{er} semestre 1959.

¹⁰⁹ Girardet, « Problèmes moraux... », p. 187.

prépondérant dans la réorganisation des collectivités bouleversées par les déplacements massifs entraînés par la politique des regroupements¹¹⁰.

Ces officiers peuvent compter sur le concours d'unités de quadrillage, d'équipes médico-sociales itinérantes (EMSI) composées de médecins et d'assistantes sociales, d'instituteurs et de techniciens spécialisés pour l'exécution de divers travaux. On attend de l'officier SAS qu'il forme des associations et qu'il engage la population à assurer sa propre protection. Les SAS sont placées sous l'autorité bicéphale d'une hiérarchie territoriale civile et militaire. Leur mission les place en étroite liaison avec les 5^{es} Bureaux qui leur destinent de nombreuses notices et directives sur le sens « révolutionnaire » à donner à leur action.

La doctrine de la « guerre révolutionnaire » en soi se veut la formulation d'un programme politique normalement réservée aux instances gouvernementales. L'implication de l'armée à l'extérieur de son cadre usuel dans les colonies répond pour beaucoup à une longue tradition. L'usage du terme « pacification » pour ces activités est en ce sens significatif¹¹¹. Les 5^{es} Bureaux ont connu une expansion phénoménale en peu de temps en Algérie. Ils s'autorisent de l'importance de l'arme psychologique pour investir les états-majors et exiger des pouvoirs administratifs, alors qu'ils sont officiellement chargés d'assurer les liens avec le pouvoir civil sur place¹¹².

Cette extension des 5^{es} Bureaux entraîne des crises de croissance. Dans le cas particulier des rapports avec les SAS, les 5^{es} Bureaux produisent une documentation

¹¹⁰ À la fin 1960, un rapport interne estime à 2 000 000 le nombre de déplacés (sur approximativement 9 millions de personnes de souche nord-africaine). SHAT, 1H, 1119, D-2, *Rapport sur les regroupements de population*, général Parlange, Inspection générale des regroupements (attaché à la délégation générale du gouvernement en Algérie), [fin 1960].

¹¹¹ Il revient systématiquement lorsqu'il y a référence aux « tâches extra-militaires ». Voir, entre autres, le guide général sur la mise en pratique de la pacification qui témoigne du métissage entre des structures et préceptes anciens et l'emploi des nouvelles techniques de propagande telles que professées par les 5^e Bureaux. SHAT, 1H, 1119, D-1, *Guide pratique de pacification*, manuel de base distribué aux responsables de population, s.d.

¹¹² Ces idées sont développées au deuxième chapitre dans les sections II a) et III b).

abondante mais tout porte à croire que leur suivi effectif est relâché. De leur propre aveu, l'organisation des SAS varie énormément¹¹³. Poussés par les 5^{es} Bureaux à une plus grande implication politique, les officiers SAS restent fidèles dans leur ensemble à une conception traditionnelle de leur rôle social inspirée plus par les Bugeaud, Galliéni et Lyautey que par les thèses de la « guerre révolutionnaire »¹¹⁴. Si les 5^{es} Bureaux, principaux défenseurs des thèses de la « guerre révolutionnaire », profitent d'une dynamique expansive, ils connaissent des difficultés à rassembler leurs efforts dans une approche commune cohérente. La principale explication tient à l'incapacité de définir une armature doctrinale structurante.

c) Une doctrine

La « guerre révolutionnaire » suppose une doctrine centrale qui anime l'action de ses défenseurs. Mais s'agit-il vraiment d'une doctrine? Périès propose une définition :

Une doctrine militaire est constituée de travaux élaborés au sein de l'institution militaire pendant une période déterminée. Ces travaux portent de façon générale ou particulière sur la gestion prospective de la violence légitime. Constituée en un corpus documentaire, la doctrine militaire offre ainsi au chercheur un discours : celui que produisent les forces armées sur leur rôle, leur fonction, la nature de l'ennemi, les relations qu'elles entretiennent avec la société civile, etc. Elle constitue à cet égard le réceptacle énonciatif de l'ensemble des représentations autorisées et dominantes circulant au sein de l'armée pendant une période déterminée. Ces représentations structurent la relation ami-ennemi à un moment donné des impératifs de la réalité politique et militaire, que ce soit en temps de paix ou en temps de guerre.¹¹⁵

À partir de cette définition, Périès conclut que la « guerre révolutionnaire » est bel et bien une doctrine, limitée à un cadre strictement militaire. Cependant, la « guerre révolutionnaire » se veut une réplique ajustée de la méthode développée par le monde communiste. Dans le combat du Parti communiste chinois et du Viêt-minh, la doctrine militaire est fusionnée à un projet politique. Celui-ci n'est pas compris dans la définition

¹¹³ SHAT, 1H, 2409, D-1, *La guerre révolutionnaire en pratique*, capitaine Marescaux, officier de renseignement, quartier de Warnier, 09/57.

¹¹⁴ Ambler, *op. cit.*, p. 181.

d'une doctrine militaire mais les tenants de la « guerre révolutionnaire » le revendiquent. Pourtant, tout au long de la guerre d'Algérie, les penseurs de la « guerre révolutionnaire » sont incapables de s'accorder sur un projet politique¹¹⁶. Des tendances divergentes persistent rassemblées autour des mouvances anti-communiste, national-catholique et patriotique, cette dernière étant conservatrice, et autoritaire¹¹⁷. Manifestement, ce projet divisait même le noyau dur des tenants de la « guerre révolutionnaire »¹¹⁸.

Jusqu'à quel point la « guerre révolutionnaire » est-elle l'énoncé de l'ensemble des représentations autorisées et dominantes au sein de l'armée ? Les rapporteurs des commissions à l'École supérieure de guerre¹¹⁹ sur les *rôles et missions des 5^{es} Bureaux*¹²⁰ et sur l'*essai de construction* d'une doctrine¹²¹ mentionnent l'isolement des 5^{es} Bureaux et les réticences du haut-commandement. Nous verrons plus en détail au deuxième chapitre les remous qu'ont suscités les implications politiques de la « guerre révolutionnaire » chez les militaires. Pour le moment, bornons-nous à constater l'acceptation toute relative des thèses de la « guerre révolutionnaire » comme doctrine militaire officielle au sein de l'armée.

Les officiers associés à la « guerre révolutionnaire » réclament hardiment la responsabilité des populations sur le plan politique¹²². Plus encore, les « spécialistes » des

¹¹⁵ Périès, *loc. cit.*, p. 61.

¹¹⁶ SHAT, 1H, 1942, D-2, *Nécessité et fondement d'une méthode et d'une doctrine françaises en guerre subversive. Essai de construction de cette doctrine*, anonyme, séminaire de l'École supérieure de guerre (commission n° 5), [fin 1958].

¹¹⁷ Michel Fortmann, *La doctrine politique des militaires français pendant la guerre d'Algérie*, mémoire de M.A. (Science Politique), Université de Montréal, 1976, pp. 153-155.

¹¹⁸ Ambler, *op. cit.*, p. 325.

¹¹⁹ Elle a pour fonction principale de former les officiers d'état-major et elle discute accessoirement des questions relatives à la doctrine militaire de l'armée française.

¹²⁰ SHAT, 1H, 1942, D-2, *Rôle et mission des 5^e Bureaux ; leur nécessité, leur organisation, leurs procédés de travail, leur place dans l'État-Major, en Algérie et en MÉTROPOLE*, anonyme (le rapporteur), séminaire de l'École supérieure de guerre (commission n° 2), [fin 1958].

¹²¹ SHAT, 1H, 1942, D-2, *Nécessité et fondement d'une méthode et d'une doctrine françaises en guerre subversive. Essai de construction de cette doctrine*, anonyme, séminaire de l'École supérieure de guerre (commission n° 5), [fin 1958].

¹²² SHAT, 1H, 1942, D-2, *Rôle et mission des 5^e Bureaux ; leur nécessité, leur organisation, leurs procédés de travail, leur place dans l'État-Major, en Algérie et en MÉTROPOLE*, anonyme (le rapporteur), séminaire de l'École supérieure de guerre (commission n° 2), [fin 1958].

5^{es} Bureaux et les unités converties prétendent se substituer à un gouvernement défaillant dans la formulation d'un programme politique d'ensemble pour l'Algérie. Le volet militaire de la doctrine de la « guerre révolutionnaire » est implanté avec des succès incontestables, notamment pendant le commandement du général Challe¹²³. Le volet politique se heurte, quant à lui, à la résistance d'une partie de l'appareil militaire et à une vive opposition de la société civile, surtout en Métropole. Les tenants de la « guerre révolutionnaire » reconnaissent eux-mêmes que l'enjeu de cette guerre est politique. Leur position qui se veut un catalyseur de consensus vient plutôt envenimer les débats sur le statut futur de l'Algérie.

d) Une tentation totalitaire

Les implications politiques de la doctrine de la « guerre révolutionnaire » remettent en cause le principe de neutralité en ce domaine de l'armée qui, même mis à mal par les événements récents, n'en reste pas moins une valeur de référence¹²⁴. Ces réticences d'une opinion militaire plus traditionnelle sont aggravées par le caractère totalitaire des méthodes proposées dans le cadre de la « guerre révolutionnaire ». Lors de la présentation d'une esquisse de doctrine globale pour l'Algérie à l'École supérieure de guerre, un commandant fait remarquer pendant la période de questions : « Vous avez dit qu'il fallait engager la Nation tout entière dans une guerre globale; vous avez demandé un Gouvernement autoritaire, un contrôle sévère de la presse : tout cela ne fait-il pas, bien que légitimement et provisoirement, un État franchement autoritaire ?¹²⁵ ».

Le principe de base de la mise en œuvre de la « guerre révolutionnaire » est de combattre le feu par le feu. Or, on attribue à l'adversaire la mise en place d'un système totalitaire. Plusieurs caractéristiques des contre-mesures proposées dans le cadre de la

¹²³ Voir chapitre trois section II c).

¹²⁴ Ambler, *op. cit.*, p. 279.

« guerre révolutionnaire » s'inscrivent dans la même tendance. Dans le tableau des *impératifs de la riposte à la Guerre Révolutionnaire*, on note la présence d'un ensemble de mesures judiciaires, policières, psychologiques et administratives supportées par un « régime fort » qui se passe d'analogies¹²⁶. Le programme de formation de base à la pacification, visant surtout les responsables de populations, reprend le discours traditionnel sur les responsabilités sociales d'un officier colonisateur¹²⁷. Ces responsabilités sont cependant étoffées par de nouvelles mesures de contrôle, d'implication et d'éducation de la population qui ressemblent à s'y méprendre à la description du fonctionnement des « hiérarchies parallèles ».

On peut étendre cette comparaison à l'ensemble des activités des 5^{es} Bureaux. Ainsi, les SAS s'apparentent à la hiérarchie territoriale; les associations d'anciens combattants, de femmes, de jeunes et autres organisées à l'initiative des 5^e Bureaux, correspondent aux hiérarchies d'associations; les 5^e Bureaux s'octroient, quant à eux, un rôle dirigeant semblable à la hiérarchie du parti. Ces liens sont à ce point frappants que le rapporteur de la commission sur les rôles et missions des 5^e Bureaux à l'École supérieure de guerre se sent obligé de s'en justifier : « Le 5^e Bureau et ses correspondants ne constituent pas une hiérarchie parallèle; l'officier d'action psychologique n'est qu'un des auxiliaires du commandant de la formation qui assume personnellement la responsabilité et la direction dans ce domaine¹²⁸ ».

¹²⁵ L'intervention est attribuée au commandant Bergue : SHAT, 1H, 1942, D-2, *Nécessité et fondement d'une méthode et d'une doctrine françaises en guerre subversive. Essai de construction de cette doctrine*, anonyme, séminaire de l'École supérieure de guerre (commission n° 5), [fin 1958].

¹²⁶ SHAT, 1H, 1115, D-1, *Impératifs de la riposte à la Guerre Révolutionnaire*, tableau général, dossier d'instruction du CIPCG d'Arzew, s.d.

¹²⁷ SHAT, 1H, 1115, D-1, *La pacification*, anonyme, dossier d'instruction du CIPCG d'Arzew, s.d.

¹²⁸ SHAT, 1H, 1942, D-2, *Rôle et mission des 5^e Bureaux ; leur nécessité, leur organisation, leurs procédés de travail, leur place dans l'État-Major, en Algérie et en MÉTROPOLÉ*, anonyme (le rapporteur), séminaire de l'École supérieure de guerre (commission n° 2), [fin 1958].

Avec une franchise déconcertante, le colonel Trinquier propose un appareil de strict contrôle des populations algériennes qu'il associe ouvertement aux « hiérarchies parallèles »¹²⁹. Trinquier n'est pas directement associé au développement de la théorie de la « guerre révolutionnaire ». Ses méthodes correspondent cependant à sa mise en pratique. Il reconnaît les risques pour la démocratie du programme qu'il suggère mais répond que le caractère totalitaire de son organisation est compensé par des buts strictement défensifs¹³⁰.

Ces exemples témoignent des dérives autoritaires inhérentes à la « guerre révolutionnaire ». Les officiers qui ont élaboré la « guerre révolutionnaire » admirent la résolution de leur adversaire. Ils l'associent à une doctrine unique et à ce qu'ils croient être son support, un système totalitaire¹³¹. Si cette résolution est un facteur déterminant dans ce nouveau type de conflit, alors la France, ou du moins ses agents les plus lucides, doit se donner une doctrine et former ses propres instruments de contrôle des populations. Les officiers coloniaux français qui défendent la « guerre révolutionnaire » peuvent-ils espérer implanter un tel système en France? Les événements entourant le 13 mai 1958 tendent à les conforter dans ce sens; les militaires voient leur rôle « d'avant-garde » confirmé. La sanction de l'incapacité à gouverner qui conduit à la chute de la IV^e République est pourtant attribuable tout autant, sinon plus, à d'autres facteurs et, au premier chef, à l'opinion métropolitaine. Lorsque cette opinion appuiera le régime de de Gaulle, les militaires aux accents prétoriens feront la douloureuse constatation de l'isolement de leur position.

Les mesures que propose la « guerre révolutionnaire » sont issues d'un jeu de miroirs où la description de la méthode de l'adversaire engage la sienne. Cette mécanique est

¹²⁹ On retrouve dans les archives du SHAT la première ébauche du livre publié plus tard à la fin de la guerre d'Algérie : Roger Trinquier, *La guerre moderne*, Paris, La Table Ronde, Paris, 1961, p. 51.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 57.

faussée par l'image biaisée que se font les officiers français de leur antagoniste. Lacheroy et ses partisans ne peuvent pas admettre que les succès du FLN/ALN reposent sur des bases politiques : la mobilisation des Algériens autour de la fin du colonialisme et de l'indépendance. En conséquence, les tenants de la « guerre révolutionnaire » croient ou veulent croire que l'adversaire a recours à une arme secrète : le système totalitaire. Le jeu des miroirs devient alors une forme d'autohypnose et la « guerre révolutionnaire » la concrétisation d'une illusion.

Dans les caractéristiques propres de ce qu'on devrait plutôt appeler la « contre-guerre-révolutionnaire », notons l'insistance sur le caractère mécanique de la solution. Cette période fonde beaucoup d'espairs sur le décodage scientifique de la réalité des hommes. Les théoriciens de la « guerre révolutionnaire » ne font pas exception. La réduction du conflit en Algérie à un problème technique évite par ailleurs des questions embarrassantes.

La « guerre révolutionnaire » comprend dans sa concrétisation un vaste champ d'activités. Il s'agit en partie de répondre à l'entreprise de l'adversaire. Surtout, depuis les débuts de la colonisation française moderne, les officiers ont bénéficié d'une grande marge de manœuvre dont ils ont usé pour étendre leur rôle. En Algérie, l'administration civile avait progressivement établi ses prérogatives par rapport aux militaires. La situation de crise permet à ceux-ci de reprendre certains anciens privilèges¹³².

Il y a une doctrine militaire au sens où la « guerre révolutionnaire » postule que la population est le premier enjeu et qu'un ensemble de mesures opérationnelles en découle. Le problème est que cette doctrine est inextricablement liée à un projet politique qui s'est révélé introuvable, ce même dans le cercle restreint de ses principaux défenseurs. Fondée sur une interprétation a posteriori de l'expérience vécue en Indochine, la « guerre révolutionnaire » a

¹³¹ Paret, *op. cit.*, pp. 100-102.

un caractère totalitaire. La mise en place d'une structure serrée de contrôle des populations en Algérie en témoigne. L'exemple le plus dramatique est sans nul doute la « bataille d'Alger » en 1957¹³³.

La stratégie est composée d'éléments de traditions et de solutions novatrices. Les théoriciens réclament une « révolution » dans les esprits¹³⁴. Si on y regarde de plus près, il s'agit d'employer des armes que l'on croit emprunter à l'ennemi dans un but qui s'inscrit dans une longue tradition de l'école militaire coloniale. Les frustrations accumulées des militaires et la perspective de la perte de l'Empire nourrissent une tendance à la surenchère. La clé de voûte du problème en Algérie est politique. L'élaboration sophistiquée qu'est la « guerre révolutionnaire » n'a rien de substantiel à proposer en la matière. Son projet politique est implicite, à savoir le maintien de l'Algérie française, et ne se distingue en rien de celui des autorités politiques et militaires. D'où les limites de la doctrine.

Conclusion

Les origines de la « guerre révolutionnaire » se résument à quatre sources principales. La tradition militaire française, intimement liée aux valeurs patriotiques, est ébranlée par l'effondrement de 1940. Le prestige de l'armée est durablement affecté et les convulsions politiques pendant la période d'occupation sapent les bases de la sacro-sainte neutralité des militaires¹³⁵. Deuxièmement, l'héritage colonial lègue aux armées stationnées outre-mer de larges responsabilités civiles. Troisièmement, le spectre du communisme

¹³² Cette dynamique est abordée plus à fond au deuxième chapitre dans la section III.

¹³³ Voir chapitre trois section I.

¹³⁴ SHAT, 1H, 1942, D-2, *Nécessité et fondement d'une méthode et d'une doctrine françaises en guerre subversive. Essai de construction de cette doctrine*, anonyme, séminaire de l'École supérieure de guerre (commission n° 5), [fin 1958].

¹³⁵ Girardet, « Civil and military... », p. 123.

nourrit un climat de psychose idéologique. Enfin, la guerre d'Indochine marque profondément le corps d'officiers dépêché sur place.

Dans ce contexte, un groupe d'officiers coloniaux formule une description des méthodes de l'adversaire essentiellement basée sur un modèle de type « Viêt-minh ». Cette « guerre révolutionnaire » est assimilée aux ambitions mondiales de l'URSS. Elle serait animée par une doctrine totale qui canaliserait les forces de contestation présentes dans divers pays. La « guerre révolutionnaire » emploierait une nouvelle arme : l'action psychologique basée sur des découvertes récentes. L'objectif principal identifié par cette doctrine serait la conquête des populations. Deux concepts centraux sont formulés par Lacheroy pour expliquer son fonctionnement : les *hiérarchies parallèles* comme instruments de contrôle des populations et les *cinq phases* qui marquent les étapes du développement de la révolte.

Dans le cadre de la « guerre révolutionnaire », la réplique est une stratégie parallèle à cette formulation. Croyant agir comme leurs adversaires, les militaires français doivent tenir compte des subtilités techniques qui caractérisent ce type de guerre et se former en conséquence. La réponse ne peut être que globale et doit inclure tous les aspects de la vie en société. La cohérence et la solidité de l'engagement de la France nécessitent l'adoption d'une doctrine unique, permanente et globale. Mais cela n'est possible qu'au travers de la mise en place de structures autoritaires.

La « guerre révolutionnaire » s'articule autour de ces trois axes : des origines dans les déboires en Indochine comme en Algérie, une formulation basée sur ce que l'on estime être la stratégie de l'adversaire et une solution qui laisse une initiative totale aux militaires. Elle forme un amalgame de méthodes coloniales traditionnelles, recyclées et enrichies par

l'action psychologique. Expression d'un courant anticommuniste virulent, elle est surtout le dernier recours d'une caste d'officiers dont l'identité est intimement liée aux possessions de la France.

Les conséquences de la « guerre révolutionnaire » sont graves. Elle justifie l'entrée en scène de l'armée dans l'arène politique. Elle explique un certain nombre de dérives autoritaires dont les Algériens en premier lieu ont payé le prix fort. Elle joue un rôle non négligeable dans les difficultés que rencontre le rétablissement de l'autorité politique entamée par la V^e République. Ses défenseurs ont participé pour la plupart aux rébellions militaires qui ont marqué janvier 1960 et avril 1961. Ceux qui n'ont pas été capturés ont rejoint les rangs de l'Organisation armée secrète (OAS), responsable des violences qui ont marqué le retrait français de l'Algérie.

La « guerre révolutionnaire » propose un vaste programme qui remet en cause les bases des rapports de l'armée avec la société civile. Ses postulats et ses implications ne font pas l'unanimité au sein de l'appareil militaire. Nous verrons dans le prochain chapitre comment différentes tendances se sont dégagées en réaction à la « guerre révolutionnaire ».

Chapitre deux

Les lignes de fracture

Nous avons mentionné au premier chapitre, dans la section qui traite de la réplique de l'armée française¹, l'acceptation mitigée de la « guerre révolutionnaire » par les militaires. Cette doctrine et l'action de ses principaux défenseurs s'insèrent dans un contexte tourmenté. La guerre d'Algérie est marquée par l'éclatement des positions et l'intensité des débats. La mise en place d'une tactique et d'une stratégie anti-guérilla n'y échappe pas.

Dans ce second chapitre nous tenterons de cerner les principales fractures au sein de l'appareil militaire français pendant la guerre d'Algérie et la place que tient plus particulièrement la « guerre révolutionnaire » dans celles-ci.

Premièrement, nous verrons les aspects de la solution à la rébellion algérienne retenue par Lacheroy et ses pairs qui suscitent des réserves. Ensuite, nous considérerons l'impact de l'instabilité des institutions militaires sur les débats qui ont cours en leur sein. Troisièmement, nous nous arrêterons à la démission de l'autorité politique sous la IV^e République et à l'impact de cette démission sur l'implication des militaires en Algérie. En dernier lieu, nous passerons en revue un certain nombre de données sociales qui concourent à aggraver les tensions dans le corps des officiers français.

-I- Aspects problématiques de la doctrine

La « guerre révolutionnaire » comporte des éléments qui laissent une partie des militaires sceptiques. Ces aspects litigieux peuvent être rassemblés en trois groupes : le

¹ À la section III c).

caractère incomplet de la doctrine, ses implications politiques et la pénétration peu profonde des concepts liés à l'action psychologique.

a) *Le caractère incomplet de la doctrine*

Le premier chapitre passe en revue les sources variées de la « guerre révolutionnaire ». Parmi ces sources, la guerre d'Indochine est sans aucun doute la plus marquante². Les principaux théoriciens y ont participé et elle est le cas de référence obligé pour appuyer leurs thèses. En fait, la « guerre révolutionnaire » apparaît d'abord comme un bilan des opérations en Indochine et une explication des causes profondes d'une défaite. Or les combats cessent officiellement en juillet 1954 en Indochine alors que les troubles en Algérie débutent au mois de novembre suivant. Le laps de temps qui s'écoule entre les deux événements est donc très court. L'armée de métier qui forme l'épine dorsale de l'armée coloniale est durement éprouvée et n'a pas le temps de « récupérer ». La réflexion entourant une riposte efficace aux méthodes employées par les mouvements indépendantistes, cette fois celles du FLN/ALN, se poursuit dans les premières années de la guerre d'Algérie. La doctrine se situe en conséquence à mi-chemin entre un bilan de la guerre d'Indochine et une adaptation aux opérations en Algérie. Ce chevauchement entre deux situations différenciées explique en partie un certain nombre d'insuffisances.

L'amalgame qui compose la « guerre révolutionnaire » manque de cohérence³. À titre d'exemple, celle-ci exige une forte mobilisation mais est incapable d'énoncer un projet politique en bonne et due forme pour la soutenir⁴. En témoigne aussi l'incapacité à distinguer clairement les caractéristiques du conflit, la stratégie de l'adversaire et les missions dévolues aux forces de l'ordre.

² Voir premier chapitre section I d) et Peter Paret, *op. cit.*, pp. 100-102.

³ Le sujet est abordé au premier chapitre dans la conclusion de la section II.

⁴ Fortmann, mémoire cité, pp. 109-110.

La thèse de Géré, basée entre autres sur l'étude des archives de l'IHEDN, témoigne de la multiplication des conceptions stratégiques sous la IV^e République⁵. Ce foisonnement est, par ailleurs, confirmé par la myriade d'articles consacrés à la guerre subversive et à l'action psychologique que l'on retrouve, surtout à partir de la fin de la guerre d'Indochine, dans les deux principaux périodiques militaires français, la *Revue de défense nationale* et la *Revue militaire d'information*⁶. Cette vaste production appelle deux remarques générales. D'abord, la lecture de ces articles révèle des différences sensibles entre les auteurs quant à l'acceptation du terme de « guerre révolutionnaire » et de son contenu. D'autre part, le « borbier » des guerres coloniales et la dégradation du statut des militaires ont tendance à exacerber les enjeux des débats⁷.

L'affirmation de la « guerre révolutionnaire » comme doctrine officielle et son acceptation concrète par les militaires français se heurtent ainsi à plusieurs difficultés liées à son caractère incomplet. Elle se situe à cheval entre une matrice indochinoise et une réalité algérienne. La documentation abondante produite par les tenants de ce courant de pensée n'est pas exempte de contradictions et se prête difficilement à une synthèse équilibrée. La doctrine confond les missions des forces de l'ordre avec les caractéristiques de ce type de conflit et la stratégie de l'adversaire. À ces défauts de structure s'ajoutent deux aspects de son contenu, le recours à l'action psychologique et les implications politiques, qui soulèvent des objections chez les militaires.

b) L'action psychologique

Géré place le développement et l'adoption de la « guerre révolutionnaire » par l'armée française dans le cadre d'une réflexion plus large sur l'action psychologique et son

⁵ Géré, thèse citée, pp. 748-750.

⁶ La plupart des dits articles sont recensés dans la bibliographie.

emploi comme arme de guerre⁸. L'emploi de ruses et l'importance du moral des troupes font partie intégrante d'une longue tradition militaire universelle. La systématisation et la bureaucratisation de ces pratiques anciennes sont par ailleurs novatrices au lendemain de la Seconde Guerre mondiale⁹. Dans un corps social traditionnellement conservateur, et plus encore dans le groupe des officiers supérieurs¹⁰, ce nouveau concept et les bouleversements qu'il sous-tend font l'objet d'une résistance passive. Descombin, qui a lui-même travaillé pour les 5^{es} Bureaux, affirme que l'action psychologique s'apparentait à un catéchisme ennuyeux et que si la « guerre révolutionnaire » était bien étudiée, elle était pourtant « mal enseignée, très mal comprise, peu admise et peu appliquée »¹¹.

Les difficultés que rencontre la pénétration de l'« aspect psychologique » des conflits, tel que présenté dans le cadre de la « guerre révolutionnaire », sont mentionnées à plusieurs reprises dans la documentation interne de l'armée française pendant la guerre d'Algérie. On retrouve par exemple dans l'introduction du *memento de l'officier d'action psychologique en Algérie* l'extrait suivant : « ... l'action psychologique s'est imposée dans l'armée française avec les contacts que celle-ci réalisa en Corée et en Indochine. Mais si elle est admise dans les textes, il ne semble pas qu'elle ait bien pénétré les esprits et emporté toutes les convictions...¹² ». Le rapporteur de la commission sur les rôles et missions des 5^{es} Bureaux à l'École supérieure de guerre réclame, quant à lui, une reconversion intellectuelle et constate les réticences qu'elle rencontre chez les cadres civils et militaires¹³. Lacheroy

⁷ À titre d'exemple, les opérations en Algérie passent d'une affirmation de la souveraineté française en Afrique du Nord à la défense du monde libre contre les menées insidieuses du bloc communiste.

⁸ Géré, thèse citée, p. 19.

⁹ Voir au premier chapitre la section II c).

¹⁰ Ambler, *op. cit.*, p. 341.

¹¹ Descombin, *op. cit.*, p. 55.

¹² SHAT, 1H, 1113, D-1, *Memento de l'officier d'action psychologique en Algérie*, Memento préparé par les 5^{es} Bureaux, s.d.

¹³ SHAT, 1H, 1942, D-2, *Rôle et mission des 5^{es} Bureaux ; leur nécessité, leur organisation, leurs procédés de travail, leur place dans l'État-Major, en Algérie et en Métropole*, anonyme (le rapporteur), séminaire de l'école supérieure de guerre (commission n° 2), [fin 1958]

souligne dans une de ses conférences la difficulté du spécialiste en matière psychologique à se faire reconnaître¹⁴. Cet état de fait est cautionné par une note émanant du cabinet du ministère de la Défense nationale et des forces armées qui demande que les cadres et les troupes spécialisées dans l'action psychologique soient honorés au même titre que les éléments opérationnels¹⁵.

L'action psychologique s'impose dans les opérations en Algérie à partir de 1956¹⁶. La consécration vient en 1957 avec la création des 5^{es} Bureaux qui généralise la présence d'une antenne psychologique dans l'armée¹⁷. L'aval officiel se heurte pourtant à l'étendue du scepticisme à l'égard de cette nouvelle « arme psychologique », comme en témoignent divers documents internes. Les 5^{es} Bureaux sont accusés tour à tour d'être des sanctuaires d'intellectualisme¹⁸, de « colonels littérateurs¹⁹ » et de spécialistes dogmatiques²⁰. Ces réflexions illustrent l'inconfort des militaires à l'égard des accents plus académiques que militaires de l'action psychologique.

c) Les implications politiques

Le caractère politique des violences en Algérie est rapidement perçu par les militaires français sur place. Le général Chérière, commandant de la 10^e Région militaire (Algérie) de septembre 1954 à juillet 1955, souligne dès 1955 l'impasse qui se dessine en

¹⁴ SHAT, 1H, 2522, D-1, *Conférence du colonel Lacheroy*, colonel Lacheroy, reprise d'une conférence faite à Alger (06/57), État-Major du 5^e bureau, 16/7/57.

¹⁵ SHAT, 1H, 2577, D-1, *Note faisant suite à l'inspection du Ministre du 21 au 24 août en Algérie*, contre-amiral Deroo, cabinet du ministère de la défense nationale et des forces armées, Paris, 30/9/57.

¹⁶ SHAT, 1H, 1113, D-1, *L'action psychologique en Algérie*, général Salan, rapport destiné à la commission de la défense nationale de l'assemblée, État-major général de la X^e région militaire (Algérie), [1957].

¹⁷ Un historique du parcours des 5^e Bureaux est présenté plus loin dans la section II a).

¹⁸ SHAT, 1H, 1942, D-2, *Rôle et mission des 5^e Bureaux ; leur nécessité, leur organisation, leurs procédés de travail, leur place dans l'État-Major, en Algérie et en Métropole*, anonyme (le rapporteur), séminaire de l'école supérieure de guerre (commission n° 2), [fin 1958]

¹⁹ Jean Mabire, *Commando de chasse*, Presses de la Cité, Paris, 1968, p.62.

²⁰ SHAT, 1H, 2523, D-1, *Le centre d'instruction de pacification et de contre-guerilla (CIPCG)*, Pierre Messmer (ministre des armées), demande de révision du programme du CIPCG d'Arzew, Paris, 16/5/60.

Algérie en l'absence d'initiative gouvernementale²¹. Pour compenser l'effondrement rapide des structures administratives locales des régions les plus perturbées, l'administration militaire étend progressivement son champ d'action.

La tradition militaire coloniale française, marquée par les Gallieni et les Lyautey, greffe des dimensions politique, sociale et morale aux conquêtes et à l'administration²². La prise en charge progressive par l'administration militaire des régions affectées par les troubles répond donc à de vieux réflexes. Cependant, le type de conflit qui s'installe en Algérie à partir de 1954 impose une large extension de ces responsabilités. Celles-ci viennent à dépasser les cadres traditionnels.

Dans son programme, le *Centre d'instruction de pacification et de contre-guérilla* (CIPCG) d'Arzew donne à la pacification²³ des dimensions militaire, politique, économique, administrative, sociale, judiciaire, culturelle et sportive²⁴. On constate l'étendue de l'implication de l'armée dans des activités normalement réservées aux autorités civiles. La mise en tutelle militaire des populations musulmanes pose le problème de leur orientation politique. La « guerre révolutionnaire » fait de chaque soldat un propagandiste²⁵ et conclut à la nécessité de politiser, à toutes fins utiles, l'armée pour espérer l'emporter en Algérie²⁶. Elle justifie les larges prérogatives concédées aux militaires et donne un profil moderne à la prise en charge des populations.

²¹ SHAT, 1H, 1808, D-1, *Historique, évolution et enseignements à tirer du mouvement rebelle en Algérie*, général Chérière, rapport de l'état-major de la X^e RM destiné à l'école supérieure de guerre, [Alger], [1955].

²² La tradition militaire coloniale française est abordée au premier chapitre dans la section I b). Sur cet aspect en particulier on peut aussi consulter : Charters et Tugwell, *op. cit.*, p. 87.

²³ Ce terme est directement tiré d'un lexique colonial traditionnel.

²⁴ SHAT, 1H, 1115, D-1, *La pacification*, anonyme, dossier d'instruction du CIPCG d'Arzew, s.d.

²⁵ SHAT, 1H, 1113, D-2, *Memento de l'officier d'action psychologique. Annexe VI modalités d'application de l'action psychologique à l'échelon corps de troupe en Algérie*, [documentation des bureaux d'action psychologiques], s.d.

²⁶ Paret, *op. cit.*, pp. 27-28.

La réaction de l'armée française à la situation en Algérie se manifeste en deux temps : d'abord, la prise en charge des populations suivant des méthodes coloniales qui datent du début du XX^e siècle; ensuite, l'approfondissement et la radicalisation de cette implication extra-militaire de l'armée sous l'impulsion de la « guerre révolutionnaire ». Cet enchaînement joue un rôle important dans la politisation de l'armée et l'état de désobéissance ouverte d'une partie des officiers français à l'égard de l'autorité politique²⁷.

La politisation de l'armée s'oppose directement aux traditions de l'armée française. Les restrictions sévères imposées dans ce domaine à l'appareil militaire en métropole n'ont jamais été implantées avec la même rigueur dans les colonies. Comme en témoignent les travaux de Girardet, depuis la chute du Premier Empire, l'armée française se conforme dans l'ensemble au mythe de la « grande muette »²⁸. Cette affirmation, valable pour l'institution, n'empêche pas les militaires français d'avoir des inclinations politiques et de s'exprimer, dans certaines limites, à titre individuel. Du XIX^e siècle à la première moitié du XX^e siècle, les rapports civils-militaires en France sont fondés sur deux principes : la subordination du militaire et l'apolitisme de l'armée²⁹. Ces deux principes subissent une rupture avec la Seconde Guerre mondiale, ses suites et l'héritage empoisonné de la forme hautement politisée de combat en Indochine. La « guerre révolutionnaire » témoigne de l'étendue de la remise en cause de l'obéissance des militaires au pouvoir politique. Elle participe à un conflit moral plus large chez les officiers français entre les obligations relatives à l'« honneur militaire » et le devoir de discipline qui, s'il est mis à mal, n'en reste pas moins une valeur de référence³⁰.

²⁷ Cette insubordination est concrétisée par les rébellions militaires qui ont marqué la guerre d'Algérie. Cette problématique est abordée plus loin dans la section III.

²⁸ Girardet, *La société militaire...*, pp. 320-322.

Fortmann souligne le sous-développement de la « guerre révolutionnaire » et la diversité des opinions des militaires à son sujet³¹. En fait, elle s'apparente à un leitmotiv qui vante l'adaptation de l'armée française aux opérations en Algérie. L'ampleur des différences entre les diverses variantes personnelles des théoriciens de la doctrine confirme d'importantes insuffisances fondamentales. Parmi les grands thèmes qui unissent ces esquisses, deux suscitent plus particulièrement des réserves chez les militaires. D'abord, l'action psychologique qui s'impose difficilement dans les sphères militaires à titre d'« arme » de plein droit. Ensuite, la politisation de l'armée comme solution au défi posé par les troubles en Algérie se heurte aux traditions durables d'apolitisme et de subordination au gouvernement. À ces dissensions directement liées à la « guerre révolutionnaire » s'ajoutent d'autres problèmes propres aux institutions militaires.

-II- Architecture militaire fluctuante

L'architecture des institutions militaires françaises subit les contrecoups des conflits coloniaux. Les réformes répétées tentent de fournir les bases d'une solution militaire qui se révèle insaisissable. La « guerre révolutionnaire » propose un programme radical pour enrayer l'érosion qui consume les possessions de la France outre-mer. L'adoption officielle de celle-ci en 1957 entraîne l'ascension d'un bureau en charge de l'« arme psychologique ». La montée en puissance des 5^{es} Bureaux attise les luttes de pouvoir au sommet de la hiérarchie militaire et alimente des débats récurrents.

²⁹ Girardet, « Problèmes moraux... », p. 157.

³⁰ Ambler, *op. cit.*, pp. 288-294.

³¹ Fortmann, mémoire cité, pp. 157-158.

a) *Ascension et chute des 5^{es} Bureaux*

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale la thématique de l'action psychologique s'impose dans la réflexion stratégique française. Cette réflexion suit deux axes : les forums créés en métropole et les organismes *ad hoc* fondés au cours de la guerre d'Indochine³². Une des thèses centrales de Géré concerne la « greffe » de ces deux tendances dans la « guerre révolutionnaire » et sa mise en pratique en Algérie³³.

Le 1^{er} mars 1955 est implanté en Algérie l'organe d'action psychologique de l'état-major interarmées. Il devient l'épicentre de la myriade de services créés autour de l'« arme psychologique ». L'année 1956 marque une étape importante avec la mise en place de l'armature d'ensemble des bureaux d'action psychologique et l'augmentation sensible des budgets alloués³⁴. Ces développements sont rendus possibles par l'engagement de la haute hiérarchie militaire et du pouvoir civil³⁵. Robert Lacoste, gouverneur général de l'Algérie, diffuse une directive qui reprend les bases de l'action psychologique, telles que développées par les théoriciens de la « guerre révolutionnaire »³⁶, et le général Salan, ancien d'Indochine et sympathisant de ces mêmes théoriciens, devient commandant en chef des forces armées de l'Algérie en décembre 1956. Cette reconnaissance officielle se concrétise par l'adoption d'une nouvelle politique militaire en 1957 calquée sur les conceptions de la « guerre révolutionnaire »³⁷.

³² On retrouve une explication plus détaillée des développements théoriques et institutionnels qui précèdent la guerre d'Algérie au premier chapitre dans la section I c) et d).

³³ Géré, thèse citée, pp. 743-744.

³⁴ SHAT, 1H, 1113, D-1, *L'action psychologique en Algérie*, général Salan, rapport destiné à la commission de la défense nationale de l'assemblée, État-major général de la X^e région militaire (Algérie), [1957].

³⁵ Géré, thèse citée, pp. 369-372.

³⁶ SHAT, 1H, 1113, D-1, *Directives d'action psychologique. Le rôle de l'armée dans l'action psychologique*. Robert Lacoste, cabinet civil du gouverneur général d'Algérie, Alger, 7/6/56.

³⁷ Géré, thèse citée, pp. 373-375.

Au fil du temps, ces services d'action psychologique renforcent leur autonomie et leurs pouvoirs³⁸. Ils deviennent officiellement en janvier 1957 les puissants 5^{es} Bureaux³⁹. Cette création étend considérablement l'influence des services responsables de l'action psychologique. Désormais, l'arme psychologique est partie intégrante de la structure fondamentale des forces armées françaises⁴⁰. Cette insertion dans la structure militaire répond au concept du « 3^e homme » développé par Lacheroy⁴¹. Le « 3^e homme » est un sous-chef spécialiste de l'arme psychologique qui s'ajoute aux deux sous-chefs traditionnels qui conseillent les commandants en matière de tactique et de logistique.

Les 5^{es} Bureaux encouragent et participent à l'essentiel des activités extra-militaires qui connaissent, comme nous l'avons vu, une large extension jusqu'en 1960. En fait leur mission en vient à dépasser l'action psychologique puisque, sous l'impulsion de la « guerre révolutionnaire », les 5^{es} Bureaux cherchent à s'imposer dans la direction des opérations⁴². Le général qui préside les débats entourant les rôles et missions des 5^{es} Bureaux à l'École supérieure de guerre en 1958 précise que, concrètement, ils ont la « responsabilité de la population sur le plan politique »⁴³. En fait, les 5^{es} Bureaux rassemblent les officiers les plus engagés politiquement.

L'implication de hauts responsables du bureau d'Alger lors de la « semaine des barricades » en janvier 1960 consomme le divorce avec le pouvoir politique. Les 5^{es}

³⁸ Paret, *op. cit.*, pp. 53-56.

³⁹ Olivier Hamon, « Objectif population : action et guerre psychologiques en Algérie », dans Paul Gaujac, dir. *Introduction à l'étude des archives de l'Algérie*, Château de Vincennes, Service historique de l'armée de terre, 1992, pp. 198-199.

⁴⁰ Les 5^e Bureaux côtoient ainsi les 1^{er} Bureaux responsables de l'organisation et de la gestion des personnels, les 2^e Bureaux chargés du renseignement militaire, les 3^e Bureaux qui s'occupent directement des activités opérationnelles et les 4^e Bureaux responsables des matériels et de la logistique.

⁴¹ SHAT, 1H, 1115, D-1, *Principes de la riposte à la guerre révolutionnaire*, colonel Lacheroy, conférence au CIPCG d'Arzew, s.d.

⁴² SHAT, 1H, 1942, D-2, *Rôle et mission des 5^e Bureaux ; leur nécessité, leur organisation, leurs procédés de travail, leur place dans l'État-Major, en Algérie et en Métropole*, anonyme (le rapporteur), séminaire de l'École supérieure de guerre (commission n° 2), [fin 1958]

⁴³ *Id.*

Bureaux sont dissous en mars 1960. Leurs attributions sont réparties entre les services de l'état-major interarmées et le gouvernement général. Elles sont transférées pour la plupart à la section « problèmes humains » attachée aux 3^{es} Bureaux⁴⁴. Cette section est à son tour dissoute quand la plupart des officiers restés en place prennent parti pour les putschistes en avril 1961. Un bureau du moral lui succède, cette fois dûment épuré des officiers associés à la « guerre révolutionnaire »⁴⁵.

b) Un parcours et son interprétation

Le colonel Lacheroy est le fondateur des 5^{es} Bureaux qui représentent le prolongement logique de ses thèses. Tout au long de la guerre d'Algérie, les 5^{es} Bureaux sont le véhicule privilégié de la « guerre révolutionnaire » : les principaux théoriciens s'y retrouvent, les responsabilités qui leur sont attribuées correspondent aux préoccupations de la doctrine et les 5^{es} Bureaux servent de principal outil de diffusion par le biais du contrôle qu'ils exercent sur plusieurs médias militaires (périodiques, stations de radios, productions documentaires, affiches et tracts). L'évolution de la popularité de la « guerre révolutionnaire » est parallèle à l'ascension et à la chute des 5^{es} Bureaux.

Ce parcours soulève des questions quant à la solidité de l'architecture de l'appareil militaire. Le bref historique des 5^{es} Bureaux comporte un nombre impressionnant de dénominations et d'affectations diverses. La création des 5^{es} Bureaux en tant que telle signifie une modification fondamentale des structures militaires. Elle témoigne du désarroi de la haute hiérarchie militaire qui désespère d'une solution et qui est laissée à elle-même

⁴⁴ Pour le parcours administratif des 5^{es} Bureaux (et celui des 6^{es} qui lui ont été brièvement attachés) voir SHAT, 1H, 2397, D-1, [Tableau des grandes étapes du parcours administratif des 5^{es} Bureaux], 5^{es} Bureaux, État-major interarmées, Alger.

⁴⁵ SHAT, 1H, 1113, D-1, *Contacts armée-populations*, général Ailleret, copie d'une directive concernant le retrait des militaires du domaine civil, Alger, 4/11/61.

par un pouvoir politique évanescents⁴⁶. L'impact de ces tâtonnements se manifeste dans les flottements affectant l'ensemble de la division territoriale et de la structure hiérarchique militaire tout au long de la guerre d'Algérie⁴⁷.

Cette expansion considérable des pouvoirs des 5^{es} Bureaux se révèle superficielle. Nous avons souligné dans la première section la difficile acceptation de l'action psychologique ainsi que des prolongements politiques de la « guerre révolutionnaire » dans la haute hiérarchie militaire. Ces réticences d'une partie des officiers supérieurs ont un impact sur la capacité des 5^{es} Bureaux à s'imposer dans la structure administrative. Lacheroy souligne l'application très inégale des directives relatives à l'action psychologique et réclame une systématisation des pratiques⁴⁸. Le rapporteur de la commission sur les rôles et les missions des 5^e Bureaux à l'École supérieure de guerre reconnaît que les officiers en charge de l'action psychologique sont souvent perçus d'abord et avant tout comme étant d'exigeants consommateurs d'états et de rapports⁴⁹.

Un écart persiste entre les dispositions prises en faveur d'une « offensive psychologique » et la pénétration concrète dans les esprits et dans les pratiques de ces réformes⁵⁰. Cette résistance n'empêche pas les 5^{es} Bureaux de clamer que leur action prime sur celle des autres bureaux. Dans le cadre d'une « guerre révolutionnaire », les 5^{es} Bureaux

⁴⁶ Chantebout propose à ce sujet une étude détaillée des mécanismes qui ont régi la Défense nationale pendant la IV^e République et comment ceux-ci ont contribué à une paralysie générale. Bernard Chantebout, *L'organisation générale de la défense nationale en France depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1967, pp. 141-143.

⁴⁷ Bruno Waraschitz, « Le cadre territorial et opérationnel », dans Paul Gaujac, dir. *Introduction à l'étude des archives de l'Algérie*, Château de Vincennes, Service historique de l'armée de terre, 1992, pp. 198-199.

⁴⁸ SHAT, 1H, 2522, D-1, *Conférence du colonel Lacheroy*, colonel Lacheroy, reprise d'une conférence faite à Alger (06/57), État-Major du 5^e bureau, 16/7/57.

⁴⁹ SHAT, 1H, 1942, D-2, *Rôle et mission des 5^e Bureaux ; leur nécessité, leur organisation, leurs procédés de travail, leur place dans l'État-Major, en Algérie et en Métropole*, anonyme (le rapporteur), séminaire de l'école supérieure de guerre (commission n° 2), [fin 1958]

⁵⁰ Les rapports de stage du CIPCG d'Arzew déplorent le peu de suivi qu'ont les notes et les directives d'action psychologique sur le terrain : SHAT, 1H, 2523, D-2, *Rapport de stage*, CIPCG, Arzew, synthèse des rapports assemblée en 1959.

défendent le rôle premier de l'arme psychologique et l'intégration du commandement. Cette intégration doit se faire, en conséquence, sous l'égide des officiers des 5^{es} Bureaux⁵¹.

Les ambitions des officiers des 5^{es} Bureaux de même que leur promotion spectaculaire au sein de la hiérarchie militaire suscitent des remous. Leur action s'étend à des activités normalement attribuées à d'autres responsables. À titre d'exemple, les 5^{es} Bureaux recherchent activement des renseignements sur leur adversaire en Algérie. Ils mettent en place d'importants réseaux d'information formés de « Français de souche nord-africaine (FSNA)⁵² » au travers des contacts privilégiés qu'ils ont avec les populations placées sous administration militaire⁵³. Ces réseaux bénéficient de l'expérience acquise lors de la « bataille d'Alger » au cours de laquelle le colonel Trinquier est chargé d'établir une structure serrée de contrôle des populations⁵⁴. Le renseignement est pourtant l'apanage des 2^{es} Bureaux. Le rapporteur de la commission sur les rôles et les missions des 5^{es} Bureaux à l'École supérieure de guerre soulève le problème en rappelant que les 5^{es} Bureaux sont surtout intéressés par le « renseignement psychologique » et qu'un échange d'informations doit s'établir avec les 2^{es} Bureaux. Les débats qui suivent son exposé révèlent de profondes divisions sur l'interprétation du terme « renseignement » et son partage⁵⁵.

Dans le programme du CIPCG d'Arzew, programme qui s'inspire pour beaucoup de la « guerre révolutionnaire »⁵⁶, la section qui traite du renseignement est explicite :

⁵¹ SHAT, 1H, 1942, D-2, *Rôle et mission des 5^e Bureaux ; leur nécessité, leur organisation, leurs procédés de travail, leur place dans l'État-Major, en Algérie et en Métropole*, anonyme (le rapporteur), séminaire de l'école supérieure de guerre (commission n° 2), [fin 1958]

⁵² Il s'agit du terme employé officiellement par les militaires, avec des arrière-pensées politiques patentes, pour désigner les indigènes algériens.

⁵³ SHAT, 1H, 1113, D-1, *Note sur les responsables de la population*, général Massu, commandement de la région territoriale et du corps d'armée d'Alger, Alger, 6/7/59

⁵⁴ Voir troisième chapitre, la section I c).

⁵⁵ SHAT, 1H, 1942, D-2, *Rôle et mission des 5^e Bureaux ; leur nécessité, leur organisation, leurs procédés de travail, leur place dans l'État-Major, en Algérie et en Métropole*, anonyme (le rapporteur), séminaire de l'école supérieure de guerre (commission n° 2), [fin 1958]

⁵⁶ La pénétration des idées de la « guerre révolutionnaire » est constatée par le Ministre des Armées Messmer. Elle le pousse à demander des révisions au programme d'instruction en 1960 : « Le problème algérien devrait

Or il est certain que si dans une guerre classique le renseignement technique militaire peut avoir la primauté sur le renseignement politique et psychologique, dans la guérilla qui ne peut exister ou se développer si elle se sépare du peuple et ne bénéficie pas de sa sympathie et de son assistance le renseignement politique et psychologique doit avoir la primauté sur le renseignement militaire.⁵⁷

De ce renseignement psychologique et politique, les officiers des 5^{es} Bureaux se réservent la part du lion. Ils réclament aussi la primauté en matière opérationnelle, domaine réservé des 3^{es} Bureaux. Le rapporteur de la commission sur les rôles et les missions des 5^{es} Bureaux à l'École supérieure de guerre parle d'un « manque de collaboration » avec les 3^{es} Bureaux⁵⁸. Lacheroy emploie un langage plus cru :

Le premier de ces principes [dans l'emploi des troupes de pacification], c'est la suprématie incontestée du territorial sur l'opérationnel*. Je m'explique. Bien sûr, il faut courir après les bandes, il y aura des gens pour cela (le moins possible). Dans la guerre révolutionnaire, le condottière c'est un malheur, les croix de guerre aussi parce que pour avoir une croix de guerre on fait le condottière. En réalité, celui qui est le maître dans la guerre révolutionnaire, c'est celui à qui on a donné un pré carré et qui à l'intérieur de ce pré carré, considère que c'est sa chose. [...] Les opérationnels ce sont les domestiques, à la botte, voilà comment ça doit être dans la guerre révolutionnaire : suprématie incontestée du territorial sur l'opérationnel.⁵⁹

Les officiers des 5^{es} Bureaux sont répartis sur une base territoriale. Cette organisation répond à la prise en charge par les militaires de l'administration civile dans certaines régions et permet aux officiers d'action psychologique de s'imposer plus facilement à l'écart des chasses-gardées régimentaires. Quant aux « domestiques » des 3^{es} Bureaux, ils ont eu

être étudié en tant que tel, débarrassé des références aux doctrinaires de la guerre révolutionnaire qui n'offrent au mieux qu'un intérêt intellectuel ». SHAT, 1H, 2523, D-1, *Centre d'instruction et de pacification et de contre-guérilla (CIPCG)*, ministre des armées Messmer, cabinet militaire, Paris, 16/5/60.

⁵⁷ SHAT, 1H, 2523, D-2, *Le renseignement et les procédés d'actions rebelles*, Lieutenant-colonel Fontes, Programme d'instruction du CIPCG, Arzew, mars 1956.

⁵⁸ SHAT, 1H, 1942, D-2, *Rôle et mission des 5^e Bureaux ; leur nécessité, leur organisation, leurs procédés de travail, leur place dans l'État-Major, en Algérie et en Métropole*, anonyme (le rapporteur), séminaire de l'école supérieure de guerre (commission n° 2), [fin 1958]

* Les mots sont soulignés dans le texte original.

⁵⁹ SHAT, 1H, 1115, D-1, *Principes de la riposte à la guerre révolutionnaire*, colonel Lacheroy, conférence au CIPCG d'Arzew, s.d.

tendance à rejeter cette subordination⁶⁰. Les officiers des 3^{es} Bureaux s'en tiennent généralement à la « contre-guérilla » qui circonscrit l'action de l'armée française en Algérie à ses aspects strictement militaires⁶¹. Pour eux, la « guerre révolutionnaire » et la primauté des 5^{es} Bureaux, si elles sont admises officiellement à partir de 1956, n'en demeurent pas moins des élucubrations intellectuelles.

Notons par ailleurs le prestige durable des unités d'élite (parachutistes et Légion étrangère) qui bénéficient d'un traitement privilégié alors que les officiers des 5^{es} Bureaux ont tant de difficultés à imposer leurs idées⁶². L'action de ces unités d'élite se situe essentiellement dans le cadre des Réserves générales qui pourchassent les bandes rebelles dans le djebel. Fortmann relève l'existence d'un clan d'aventuriers associé à ces unités qui condamne à la fois les états-majors sclérosés et les théoriciens de la « guerre révolutionnaire »⁶³. Cette scission est relativisée par le général Challe dont le plan du même nom intègre des dimensions opérationnelles et une action de pacification plus large⁶⁴.

L'adoption de la solution proposée dans le cadre de la « guerre révolutionnaire » entraîne la création et l'expansion de l'action des 5^{es} Bureaux. Ceux-ci s'appuient par ailleurs sur une théorie qui leur accorde des responsabilités étendues. Ils en viennent ainsi à empiéter sur les prérogatives de leurs correspondants, singulièrement les 2^{es} et les 3^{es}

⁶⁰ Périès, thèse citée, pp. 501-503.

⁶¹ Cette concentration sur les aspects « opérationnels » du problème algérien découle naturellement de la mission fixée aux 3^e Bureaux. La démarcation entre les préoccupations des 5^{es} et 3^{es} Bureaux n'en reste pas moins frappante lorsque l'on passe en revue les différents aspects du programme du CIPCG d'Arzew et la provenance des différents instructeurs. SHAT, 1H, 1115, D-1, *Dossier Directives générales*, C.I.P.C.G., programme d'instruction, Arzew, s.d.

⁶² À titre d'exemple, le 1^{er} RCP (régiment parachutiste) dispose de 63 officiers pour 550 hommes de troupes en opération alors qu'une unité de rappelés a 19 officiers pour l'encadrement de 700 soldats. Voir Yves Courrière, *La guerre d'Algérie*, Paris, éd. Robert Laffont, 1990 [1968], tome 1^{er}, p. 679. Voir aussi Ambler, *op. cit.*, pp.345-346.

⁶³ Fortmann, mémoire cité, pp.153-154.

⁶⁴ SHAT, 1H, 2538, D-1, *Instruction pour la pacification en Algérie*, général Challe, commandant en chef de la X^e Région militaire, Alger, 10/12/59.

Bureaux. Les fluctuations de l'organisation militaire et le cheminement inusité des 5^{es} Bureaux ont aussi un impact sur des débats plus anciens.

c) Luites de pouvoir et débats récurrents

Les luites de pouvoir au sein du commandement militaire sont des constantes inhérentes à l'évolution des forces armées. Cependant, ces rivalités sont particulièrement vives pendant la guerre d'Algérie. La succession rapide de changements révèle les difficultés qu'éprouve le commandement militaire à effectuer des choix stratégiques fondamentaux. L'option proposée dans la « guerre révolutionnaire » pousse très loin l'implication politique des militaires et réclame des énergies que le gouvernement et la société française ne sont pas nécessairement prêts à fournir.

Ces incertitudes relancent des débats récurrents. L'intervention de Lacheroy (reprise à la sous-section précédente) affirme le parti pris des tenants de la « guerre révolutionnaire » pour une organisation basée sur des unités territoriales⁶⁵. Cette primauté du commandement territorial est confirmée par le rapporteur de la commission à l'École supérieure de guerre sur *l'organisation et les principes d'emploi des unités en guerre subversive*⁶⁶. Elle ne fait pas pour autant l'unanimité comme en témoigne l'intervention du commandant Pépin-Lehalleur :

Pour ma part je suis un défenseur de la notion de régiment et j'ai souffert longtemps en Indochine, comme en Algérie, de voir des régiments exister sous un numéro, mais pas en fait. Si on critique les régiments, c'est qu'ils n'ont jamais fonctionné comme tels, et, s'il y a une âme militaire quelque part, elle se trouve dans le régiment et non pas dans le secteur ou dans ce qu'on voudra.... (applaudissements).⁶⁷

⁶⁵ SHAT, 1H, 1115, D-1, *Principes de la riposte à la guerre révolutionnaire*, colonel Lacheroy, conférence au CIPCG d'Arzew, s.d.

⁶⁶ SHAT, 1H, 1942, D-2, *Organisation et principes d'emploi des unités en guerre subversive*, colonel de Massignac, séminaire de l'École supérieure de guerre (commission n° 8), [fin 1958]

⁶⁷ *Id.*

La « guerre révolutionnaire » assigne au combat en Algérie une place dans une lutte qui se situe à l'échelle mondiale. Mais le rapporteur de la commission sur les rôles et missions des 5^{es} Bureaux à l'École supérieure de guerre constate la quasi-absence de l'action psychologique sur le territoire métropolitain⁶⁸. Il attribue cette implantation superficielle des 5^{es} Bureaux au défaut de continuité entre période calme et troublée. On se doit d'ajouter que les 5^{es} Bureaux et la « guerre révolutionnaire » sont essentiellement le fait d'une expérience coloniale. Le peu d'échos qu'ils rencontrent en Métropole rappelle la distance qui sépare la France de ses possessions et, du même coup, l'armée métropolitaine de l'armée coloniale.

On peut voir au travers de ces deux exemples l'incidence de l'adoption de la « guerre révolutionnaire » et des hésitations du haut-commandement militaire sur des sujets de discordes qui dépassent la guerre d'Algérie. Ces débats relativisent le rôle de la « guerre révolutionnaire » dans les troubles qui affectent l'armée française. La guerre d'Algérie pose aussi avec acuité certains choix cruciaux quant à la structure et à la modernisation des forces armées françaises ainsi qu'à leur place dans la société⁶⁹.

La dynamique expansive des 5^{es} Bureaux est alimentée par les thèses de la « guerre révolutionnaire ». En dépit de la sanction officielle accordée en 1957, cette extension de leur action se heurte à la réticence du haut-commandement et précipite des conflits de juridiction avec les autres Bureaux des états-majors. L'ascension et la chute des 5^{es} Bureaux témoignent à bien des égards de l'instabilité de l'architecture militaire. L'irrésolution tant du pouvoir politique que des autorités militaires fragilise une institution fortement sollicitée par les

⁶⁸ SHAT, 1H, 1942, D-2, *Rôle et mission des 5^e Bureaux ; leur nécessité, leur organisation, leurs procédés de travail, leur place dans l'État-Major, en Algérie et en Métropole*, anonyme (le rapporteur), séminaire de l'École supérieure de guerre (commission n° 2), [fin 1958]

⁶⁹ Raoul Girardet, « Essai d'interprétation », dans Raoul Girardet, dir. *La crise militaire française, 1945-1962. Aspects sociologiques et idéologiques*, Paris, Armand Colin, 1964, pp. 221-222.

événements. Elle pèse lourdement aussi dans l'incapacité à arriver à un consensus sur une stratégie et à définir une orientation générale claire.

-III- Démission du politique

Huntington compare les insurrections révolutionnaires inspirés des modèles chinois et russes à des élections particulièrement violentes; l'appui d'un groupe plus ou moins exclu d'une collectivité est l'enjeu de la lutte⁷⁰. Ce profil éminemment politique s'applique aussi à la guerre d'Algérie. Deux dynamiques affectent la réponse des autorités françaises au défi posé par le FLN : l'érosion de l'autorité politique et la militarisation de la politique algérienne.

a) Érosion de l'autorité politique

De 1945 à 1958, la IV^e République a été dirigée par 18 gouvernements, chacun ayant eu une durée moyenne de 8 mois. Le paysage politique éclaté et un régime dominé par le pouvoir législatif entraînent une succession de gouvernements de coalition basés sur des équilibres fragiles et éphémères⁷¹. Ces circonstances nuisent à l'adoption de mesures énergiques et d'une politique à plus long terme⁷².

En Algérie, les espoirs de la population musulmane nés des événements entourant la Seconde Guerre mondiale sont anéantis par la répression brutale des émeutes de Sétif en mai 1945. Par la suite, les modestes tentatives pour améliorer le statut des FSNA, promues pour la plupart en Métropole, se heurtent à la résistance résolue des colons européens; malgré les velléités de réforme, le statu quo s'impose.

⁷⁰ Samuel P. Huntington, « Patterns of violence in world politics », dans Samuel P. Huntington dir. *Changing patterns of military politics*, New York, The Free Press of Glencoe, 1962, p. 30.

⁷¹ Ambler offre sans doute la meilleure synthèse sur la paralysie qui gagne progressivement les institutions politiques françaises de 1945 à 1958 face aux conflits coloniaux. Ambler, *op. cit.*, pp. 207-210.

L'implantation de l'administration française en Algérie demeure superficielle, elle concerne essentiellement les habitants d'origine européenne⁷³. Le système des collèges électoraux bonifie les votes des Européens aux dépens de ceux des musulmans; une population qui, malgré le sempiternel discours intégrationniste, demeure également désavantagée sur le plan social et économique. Ce déséquilibre est encore aggravé par l'accroissement rapide de la population musulmane à partir des années trente. La ségrégation à l'égard des Algériens de souche et l'éloignement de l'administration française expliquent en grande partie la surprise initiale lorsque l'insurrection algérienne éclate et l'ignorance quasi complète des autorités françaises de la physionomie de leur adversaire⁷⁴.

En novembre 1954 la perspective d'une Algérie indépendante est très lointaine; la présence française date de 1830, une importante population européenne est solidement implantée et la définition d'une identité algérienne autochtone demeure problématique. Pourtant, la rébellion pose avec acuité le problème d'une reconnaissance de l'émancipation de la population musulmane appuyée sur des mesures concrètes. Le blocage du système politique fait en sorte que la réaction des autorités françaises oscille entre projets de réformes et mesures de répression. Dans des circonstances dramatiques, cette paralysie devient intenable. Deux événements majeurs en témoignent : les émeutes de Philippeville en août 1955 et les manifestations des pieds-noirs du 6 février 1956 à Alger.

En août 1955, des émeutes ont lieu, à l'initiative du FLN, dans le quadrilatère Collo-Philippeville-Constantine-Guelma. Des Européens et des musulmans associés au parti de la France sont tués dans des conditions souvent atroces. L'opinion publique et le gouverneur

⁷² Les opposants à la IV^e République l'appellent aussi, avec mépris, le « système des partis » ou tout simplement le « système ».

⁷³ Horne, *op. cit.*, pp. 61-66.

⁷⁴ La première réaction des autorités françaises est l'arrestation de militants du MTLD de Messali Hadj alors que le FLN est un groupe dissident de celui-ci et cherche à le supplanter comme représentant du nationalisme

général Jacques Soustelle sont profondément choqués. La répression est féroce et aveugle. Dans le Constantinois, sinon dans l'Algérie entière, Philippeville marque une coupure définitive entre les deux communautés qui sont « désormais irréductiblement dressées l'une contre l'autre⁷⁵ ». Le rétablissement de l'ordre a la priorité et les espoirs d'un compromis libéral s'estompent⁷⁶. La spirale de la violence est lancée.

Suite aux élections de janvier 1956, Guy Mollet dirige un nouveau gouvernement avec un programme de réformes pour l'Algérie inspiré de Mendès France. Un poste de ministre résidant est créé pour l'Algérie, et celui-ci est promis au général Catroux. Catroux a gouverné l'Algérie en 1943-1944 et a été l'instigateur d'une politique de détente au Maroc. Ce gouvernement modéré a tout pour déplaire aux Pieds-noirs. Mollet annonce une visite en Algérie le 6 février; à cette occasion, une protestation de masse est organisée par les Pieds-noirs autour du monument aux morts à Alger⁷⁷. Les forces de l'ordre ont beaucoup de mal à contenir la foule. Mollet reste stoïque au milieu des troubles mais retire par la suite la nomination de Catroux au poste de ministre résidant. Une manifestation de masse bien organisée à Alger a fait reculer le gouvernement de Paris. Les manifestants exultent, c'est le début d'une pratique qui marquera la plupart des points tournants de la guerre d'Algérie.

Le gouvernement français est secoué par la généralisation de la violence en Algérie. À Paris, les gouvernants constamment embourbés dans les intrigues tendent à déléguer leurs responsabilités militaires à des « spécialistes »⁷⁸. À la suite d'une réforme en 1947, la collégialité dans les prises de décision est restaurée au Comité de défense nationale qui était

algérien. L'usage répandu de la torture confirme la superficialité de l'implantation française dans les communautés indigènes et est en soi un aveu d'impuissance.

⁷⁵ Bernard Droz et Evelyn Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie (1954-1962)*, Paris, éditions du Seuil, 1991 [1982], pp. 76-77.

⁷⁶ Horne, *op. cit.*, pp. 127-128.

⁷⁷ Monument qui deviendra à partir de ce moment le point de ralliement de toutes les manifestations du même ordre.

⁷⁸ Chantebout, *op. cit.*, pp. 103-104.

déjà soumis à une surveillance sourcilleuse du parlement⁷⁹. La collégialité paralyse à toutes fins utiles l'action du comité sur les questions controversées.

En l'absence d'un consensus ou d'un projet politique cohérent, l'immobilisme du pouvoir civil devient impuissance. Cette inertie est particulièrement coûteuse dans les débuts de la guerre d'Algérie. Elle permet au FLN de s'imposer comme interlocuteur unique du nationalisme algérien. La consolidation du FLN est confirmée par le congrès de la Soummam dont la plate-forme, adoptée en août 1956, servira de fondation au mouvement jusqu'à l'indépendance. L'administration française en Algérie, pressée d'agir, recourt aux militaires et délègue ses pouvoirs. C'est le début d'un transfert d'autorité lourd de conséquences.

b) Militarisation de la politique algérienne

Faute d'impulsion politique, le commandement militaire en Algérie fait face à un dilemme : se cantonner dans son action ou tenter de remplir ce vide politique. Jusqu'à la restauration progressive de l'autorité de l'État par de Gaulle, les militaires ont tendance à privilégier la deuxième solution.

Girardet insiste sur l'importance pour l'institution militaire, jusqu'à la défaite de juin 1940, des principes de subordination aux autorités gouvernementales et d'apolitisme de l'armée. Pendant l'occupation, plusieurs groupes se sont disputé le privilège exclusif de la légitimité de l'État français. Dans ces circonstances, l'obéissance des officiers français est devenue conditionnelle puisqu'elle était le résultat d'un choix⁸⁰.

Cette remise en cause d'un principe fondamental de la discipline militaire pourrait être attribuée à un contexte exceptionnel. Pourtant, à leur retour d'Indochine, la grande

⁷⁹ Le Comité de défense nationale est la plus haute instance décisionnelle en la matière. Pour plus de détails sur la réforme de 1947 et ses conséquences : *Ibid.*, pp. 117-118.

⁸⁰ Girardet, « Civil and military... », p. 124.

majorité des officiers qui y ont servi blâme le monde politique de la IV^e République pour la défaite qu'ils y ont subie⁸¹. L'humiliation et la rancœur à l'égard de la classe dirigeante s'aggravent avec l'indépendance de la Tunisie et du Maroc ainsi qu'avec l'opération avortée de Suez. Ces tensions raniment le caractère conditionnel de l'obéissance des militaires⁸².

Si l'honneur était tributaire du respect des principes de subordination au gouvernement et d'apolitisme, il devient progressivement soumis à l'impératif de la victoire⁸³. L'armée française entre en contact avec une forme hautement politisée de combat en Indochine et en Algérie. Certains des officiers impliqués en viennent à penser que tout effort militaire est vain s'il n'est pas appuyé sur une volonté politique elle-même traduite en un programme⁸⁴. Ce programme, la « guerre révolutionnaire » propose que l'armée le définisse et l'exécute elle-même.

La militarisation de la politique algérienne passe par un certain nombre de développements. D'abord en termes strictement quantitatifs, la présence militaire française augmente rapidement : en novembre 1954 le nombre total d'hommes de troupe est évalué à 55 000⁸⁵, en janvier 1955 à 80 600, en mai 1955 on dépasse le cap des 100 000 hommes, en avril 1956 on passe à 250 000⁸⁶. L'année 1956 est le point tournant : le service national est prolongé, le gouvernement procède au rappel du contingent ce qui permet aux effectifs de passer à plus de 300 000 hommes et, surtout, des pouvoirs spéciaux étendus sont octroyés aux autorités militaires⁸⁷. À partir de la fin 1956 et ce jusqu'au terme de la guerre d'Algérie,

⁸¹ Girardet, « Problèmes moraux ... », pp. 162-163. Voir aussi la section I d) du premier chapitre.

⁸² Ambler, *op. cit.*, p. 117.

⁸³ *Ibid.*, pp. 280-281.

⁸⁴ SHAT, 1H, 1942, D-2, *Nécessité et fondement d'une méthode et d'une doctrine françaises en guerre subversive. Essai de construction de cette doctrine*, anonyme, séminaire de l'école supérieure de guerre (commission n° 5), [fin 1958].

⁸⁵ Un chiffre qu'on estime relativement faible et qui est en grande partie attribuable au redéploiement des forces françaises suite au retrait d'Indochine.

⁸⁶ Philippe Tripiet, *Autopsie de la guerre d'Algérie*, Paris, éditions France-Empire, 1972, pp. 74-79.

⁸⁷ Droz et Lever, *op. cit.*, pp. 95-96.

les forces françaises se chiffrent aux environs de 400 000 hommes⁸⁸. L'ALN de l'intérieur⁸⁹ n'a jamais représenté qu'une fraction de ce total, même au sommet de sa puissance en 1957. Ce chiffre de près de 400 000 hommes est considérable quand on le rapporte à une population évaluée à un peu plus de dix millions de personnes, dont neuf millions de musulmans.

Alors que pendant la guerre d'Indochine la majeure partie des troupes est formée d'autochtones, en Algérie la situation est inversée⁹⁰. Cette donnée est la conséquence de l'envoi du contingent, envoi qui témoigne de la résolution du gouvernement mais qui se solde par une extension sensible de l'influence des militaires.

Si la grande majorité des troupes est formée d'Européens, l'armée a aussi engagé à ses côtés bon nombre « d'Algériens d'origine nord-africaine ». L'accroissement des effectifs algériens musulmans s'impose pour plusieurs raisons. D'abord sur le plan psychologique et politique, il s'agit de démontrer que des musulmans s'engagent du côté de la France. Ensuite sur le plan social et humain, l'armée sert de levier pour l'amélioration de la condition des musulmans. L'accélération de cette tendance, plus particulièrement en 1959, permet aussi de combler les « classes creuses »⁹¹. Sous l'impulsion de Challe, les effectifs harkis passent ainsi de 28 020 à 56 128⁹².

⁸⁸ De ce nombre, l'armée de terre représente la grande majorité. SHAT, 1H, 1933, D-1, *Bilan général de l'évolution du conflit*, général Crépin, commandement supérieur interarmées de la 10^e Région Militaire, Alger, 1960.

⁸⁹ À savoir les groupes armés qui sont sur le territoire algérien et non pas ceux stationnés à l'extérieur (pour la grande majorité en Tunisie et au Maroc).

⁹⁰ Heggoy affirme qu'en moyenne deux soldats sur trois sont autochtones en Indochine alors qu'en moyenne deux soldats sur trois sont européens en Algérie. Alf Andrew Heggoy, *Insurgency and counterinsurgency in Algeria*, Bloomington, Indiana University Press, 1972, pp.174-175.

⁹¹ Elles correspondent aux appelés qui sont nés pendant la Seconde Guerre mondiale. Pour les motivations et modalités de l'engagement d'Algériens voir : SHAT, 1H, 2524 (bis), D-1, *Directive du général commandant en chef les forces en Algérie concernant la politique à suivre en 1960 vis-à-vis des musulmans combattant dans nos rangs*, général Challe, commandement supérieur interarmées de la 10^e Région Militaire, Alger, 1960.

⁹² *Id.* Cette extension de la participation des algériens musulmans s'inscrit dans le plan Challe qui est l'objet, au troisième chapitre, de la section II a)

Le nombre de musulmans engagés par la France dépasse largement ce total qui ne concerne que les hommes directement enrôlés dans l'armée. Il faut y ajouter tous les auxiliaires, ouvriers et supplétifs qui sont impliqués, pour des motifs similaires, dans les projets économiques et sociaux que l'armée française organise⁹³. Ces projets comprennent la construction de routes, d'écoles et d'infrastructures diverses, les efforts de scolarisation, l'action des équipes médico-sociales itinérantes (EMSI), les différents centres civiques et de formation professionnelle, les groupes d'auto-défense, la mise en place d'organisations locales diverses et bien d'autres⁹⁴. Ces activités extra-militaires qui répondent à la fois aux traditions de l'armée coloniale française et aux impératifs fixés par la « guerre révolutionnaire »⁹⁵ sont chiffrées à quinze milliards de Francs (anciens) pour le seul exercice budgétaire de 1957⁹⁶.

Devant la difficulté d'un contrôle effectif de certaines régions reculées, l'armée française n'hésite pas à promulguer des « zones interdites » et à déplacer les populations qui y résident. Souvent exécutés à la hâte pour des motifs militaires immédiats, ces regroupements concernent près de 2 millions de personnes en 1960⁹⁷. Au fil des combats en Algérie, l'armée française en vient donc à étendre considérablement son action au point d'édifier, à toutes fin utiles, une province militaire⁹⁸.

⁹³ Masson estime quant à lui à 200 000 le nombre d'auxiliaires algériens engagés par l'armée française pour exercer des fonctions militaires au sommet des activités de la guerre d'Algérie. Masson, *op. cit.*, p.432.

⁹⁴ SHAT, 1H, 1119, D-1, *Guide pratique de pacification*, guide préparé par les 5^e Bureaux, s.d.

⁹⁵ L'étendue des actions sociales, administratives et économiques de l'armée française (plus particulièrement au travers des SAS) et les motifs qui les justifient sont abordés dans le premier chapitre à la section III b).

⁹⁶ De plus, le sommet des activités militaires et extra-militaires n'est atteint qu'en 1959. SHAT, 1H, 1119, D-1, *Synthèse de la participation de l'armée à des tâches extra-militaires dans le cadre de la pacification*, général Challe, cabinet militaire, 1^{er} semestre 1959.

⁹⁷ Ces chiffres sont ceux fournis par l'armée française et le général Parlange reconnaît lui-même leur caractère approximatif. SHAT, 1H, 1119, D-2, *Rapport sur les regroupements de population*, général Parlange, Inspection générale des regroupements (attaché à la délégation générale du gouvernement en Algérie), [fin 1960].

⁹⁸ Girardet, « Civil and military power... », p. 135.

L'accroissement du rôle et de la puissance de l'armée en Algérie, même s'il est attribuable à un contexte plus large, coïncide avec l'argumentation de la « guerre révolutionnaire »⁹⁹. Les 5^{es} Bureaux profitent des larges attributions accordées par le pouvoir politique pour s'immiscer dans l'administration des populations indigènes¹⁰⁰. La prise en charge des populations situées dans les régions troublées répond aux vœux du gouvernement. Cependant, les 5^{es} Bureaux poussent les militaires à excéder ce mandat et à se superposer aux autorités civiles qui sont encore en place¹⁰¹. Sous prétexte que les efforts des autorités françaises doivent être coordonnés¹⁰², le contrôle effectif de l'administration tend à passer aux mains des militaires¹⁰³.

La militarisation de la politique algérienne passe par un mouvement de transfert d'autorité du pouvoir civil au commandement militaire. Dans un régime parlementaire paralysé par ses divisions, les gouvernements successifs de la IV^e République se démettent de leurs responsabilités en ayant recours à la délégation de leurs pouvoirs¹⁰⁴. Les pressions exercées par les organisations pieds-noirs et la dégradation de la situation sur le terrain accélèrent le processus. La latitude laissée aux militaires, l'accroissement important des effectifs et des moyens ainsi que la prise en charge administrative de régions entières aboutissent à l'établissement en 1958 d'une quasi-souveraineté de l'armée française sur

⁹⁹ Périès, thèse citée, p. 850.

¹⁰⁰ SHAT, 1H, 1113, D-1, *Note sur les responsables de population*, général de division Massu, corps d'armée d'Alger, Alger, 6/7/59.

¹⁰¹ SHAT, 1H, 1942, D-2, *Rôle et mission des 5^e Bureaux ; leur nécessité, leur organisation, leurs procédés de travail, leur place dans l'État-Major, en Algérie et en Métropole (annexe IV)*, anonyme (le rapporteur), séminaire de l'école supérieure de guerre (commission no 2), [fin 1958].

¹⁰² SHAT, 1H, 1933, D-3, *Évolution de la situation en Algérie en 1959*, synthèse annuelle préparée par l'État-major général, p. 37.

¹⁰³ SHAT, 1H, 2523, D-2, *L'organisation d'un secteur de contre-guérilla*, Lieutenant-colonel Fontes, directeur de l'instruction, CIPCG, Arzew, 25/4/56.

¹⁰⁴ Ambler, *op. cit.*, p. 216.

l'Algérie¹⁰⁵. Cette indépendance d'action se traduit progressivement par l'insoumission à l'égard du pouvoir politique¹⁰⁶. Les thèses de la « guerre révolutionnaire », qui poussent très loin l'engagement politique des militaires, trouvent un terreau fertile en Algérie sous la IV^e République déliquescence et aux débuts de la V^e République.

-IV- Le corps des officiers français : un groupe social en état de crise

Certains facteurs sociaux permettent une explication plus large des turbulences qui parcourent le corps des officiers français pendant la guerre d'Algérie. L'évolution du recrutement des officiers français, de leur qualité de vie et de la structure administrative participe au « malaise » de l'armée française¹⁰⁷. Mentionnons la contribution essentielle pour cette section de Raoul Girardet qui a ouvert la voie des recherches à caractère sociologique dans le domaine de l'histoire militaire contemporaine en France¹⁰⁸.

a) Recrutement

La Seconde Guerre mondiale et les bouleversements des années subséquentes ont profondément altéré le profil des élèves officiers. Le recrutement des officiers français a deux sources principales : les « grandes écoles » (Polytechnique et Saint-Cyr) et les rangs de l'armée française elle-même.

Le premier bassin constitue ce qu'on appelle le « recrutement direct ». À partir de 1950, et jusqu'en 1957, les polytechniciens qui se destinent à une carrière militaire se

¹⁰⁵ *Ibid.*, pp. 261-262.

¹⁰⁶ Un bon exemple de cette insubordination de l'appareil militaire à l'égard du pouvoir politique est l'incident de Sakiet Sidi Youssef et la manière dont il avait été monté par les plus hautes instances militaires sans aucune consultation du gouvernement. SHAT, 1H, 1824, D-1, *Montage d'une action de va et vient*, anonyme, État-major du 2^e Bureau, Alger, 21/1/58.

¹⁰⁷ Le malaise a été abondamment commenté à l'époque, comme en témoigne le livre de Jean Planchais, *Le malaise de l'armée*, Paris, Plon, 1958, 114 p., qui reprend et popularise l'expression.

¹⁰⁸ Son oeuvre maîtresse demeure *La société militaire*. Elle a été rééditée et mise à jour aux éditions Perrin en 1998. Pour la guerre d'Algérie, les ouvrages suivants fournissent des analyses et, surtout, de précieuses

raréfient. Le nombre d'élèves-officiers de Saint-Cyr fléchit légèrement malgré les mesures d'assouplissement du processus d'admission. Le résultat est qu'en 1957 ce groupe représente 30,4% des promotions au titre de sous-lieutenant, alors qu'en 1938 il comptait pour 35,9% de celles-ci¹⁰⁹. Le « recrutement direct » fournit l'essentiel des aspirants au sommet de la hiérarchie militaire. Les polytechniciens étant virtuellement absents, cette élite montante est dominée par les « Saint-Cyriens ».

Les origines sociales des élèves-officiers de Polytechnique et de Saint-Cyr connaissent une évolution sensible. On assiste à une désaffection des fils de fonctionnaires civils (surtout chez les cadres moyens et supérieurs) et des cadres supérieurs industriels parallèlement à une légère augmentation des fils d'ouvriers. Le phénomène le plus marqué est l'augmentation de la proportion des fils d'officiers et de sous-officiers¹¹⁰. Il accrédite la thèse d'un repli de la société militaire sur elle-même¹¹¹.

Le « recrutement indirect » est divisé en deux sous-groupes : les hommes du rang qui ont réussi un concours les menant à l'École spéciale militaire interarmes (ESMIA) et ceux qui sortent directement du corps de troupe. La diminution du nombre d'officiers formés à la Polytechnique et à Saint-Cyr leur laisse une plus grande place. En 1958, les officiers issus des grandes écoles, les militaires qui ont suivi un cours à l'ESMIA et ceux recrutés par le rang et la réserve en viennent à représenter chacun un tiers de l'ensemble du recrutement des officiers dans l'armée française. Les observations quant aux origines sociales des élèves-officiers de Polytechnique et de Saint-Cyr s'appliquent aussi au recrutement indirect. Les militaires tendent à s'autorecruter et on assiste à une désaffection des élites de la société métropolitaine.

synthèses statistiques : Raoul Girardet, dir. *La crise militaire française* et « Civil and military power in the Fourth Republic ».

¹⁰⁹ Girardet et Thomas, *loc. cit.*, pp. 23 et 31.

Le recrutement des cadres de l'armée française se trouve donc élargi sinon nivelé par le bas à partir de 1945 et s'effectue de plus en plus chez des fils de militaires de carrière. Le processus d'épuration qui suit la Seconde Guerre mondiale, les restrictions budgétaires, la difficile intégration des éléments issus de la résistance et les pertes en Indochine et en Algérie sont autant de facteurs de déséquilibres. Les départs volontaires, qui augmentent rapidement dans les années cinquante, témoignent des pressions exercées sur le corps des officiers¹¹².

b) Qualité de vie

Les difficultés que rencontre le recrutement sont liées en partie à la chute des traitements qu'offre la carrière militaire par rapport à d'autres professions civiles comparables¹¹³. Si les indemnités diverses ont toujours représenté une part importante des revenus des militaires dans l'armée française, le déclin relatif de l'ensemble de la rémunération n'en reste pas moins marqué¹¹⁴.

Commentant les tableaux relatifs à l'évolution comparée des rémunérations respectives du secteur public et des militaires à partir de 1947, Bouju et Thomas écrivent : « Il est hors de doute que ce classement d'ensemble témoigne d'une volonté systématique de la part des pouvoirs publics d'abaisser l'indice des traitements militaires par rapport à celui des traitements civils¹¹⁵ ». La différence entre les salaires des deux groupes atteint un sommet au milieu de la carrière; lequel se situe généralement pour les officiers au grade de colonel. La comparaison n'est guère plus encourageante avec les officiers des autres armées.

¹¹⁰ *Ibid.*, pp. 27-39.

¹¹¹ Fortmann, mémoire cité, pp. 103-104.

¹¹² Girardet et Thomas, *loc. cit.*, pp. 23-28.

¹¹³ Masson, *op. cit.*, p. 375.

¹¹⁴ Ambler, *op. cit.*, pp. 96-97.

¹¹⁵ Paul M. Bouju et Jean-Pierre Thomas, « Problèmes de structures et de genre de vie », dans Raoul Girardet dir. *La crise militaire française, 1945-1962. aspects sociologiques et idéologiques*, Paris, Armand Colin, 1964, p.126.

Un officier britannique de grade équivalent bénéficie, à la même époque, d'une rémunération supérieure de 20 % en moyenne¹¹⁶.

Ce déclassement salarial est accompagné de plusieurs autres phénomènes perturbateurs. D'abord, les ressources limitées de la France et ses engagements étendus dans le monde au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ont accru sensiblement le nomadisme chez les officiers de carrière français. Pour un officier moyen attaché à une division d'infanterie, Bouju et Thomas calculent que c'est près de 73 % du service qui se déroule à l'extérieur de la France métropolitaine. De plus, sur une période de treize ans, les officiers de ce même groupe déménagent en moyenne cinq fois¹¹⁷. Ces affectations à l'extérieur se déroulent souvent en situation de guerre, ce qui signifie que les officiers sont séparés de leurs proches¹¹⁸. Pour certains, la guerre n'a jamais cessé depuis 1939. Ces séjours prolongés, chaotiques et généralisés à l'extérieur de l'Hexagone isolent un peu plus les militaires de la société française métropolitaine.

Ces conditions difficiles sont aggravées par une crise de logement. Un recensement officiel estime en 1956 que 62 000 cadres (officiers et sous-officiers) des forces armées n'ont pas de logement attribué¹¹⁹. En 1957, environ 20 % des officiers qui stationnent en France vivent à l'hôtel, souvent avec une famille¹²⁰.

Ambler recense un certain nombre d'articles publiés dans la revue *Message des forces armées* où des officiers expriment avec véhémence, sous couvert de l'anonymat, leurs frustrations face aux traitements exécrables qui sont offerts dans l'armée¹²¹. L'appauvrissement matériel relatif et les vexations quant à leur qualité de vie rappellent aux

¹¹⁶ Girardet, « Civil and military power... », p. 127.

¹¹⁷ Trois échantillons sont présentés à titre de cas de figure pour illustrer le phénomène dans Bouju et Thomas, *loc. cit.*, pp. 136-143.

¹¹⁸ Notons cependant que le temps passé en situation de guerre compte en double pour les militaires.

¹¹⁹ Bouju et Thomas, *loc. cit.*, p. 144.

¹²⁰ Girardet, « Civil and military power... », p. 128.

officiers la chute du prestige social des militaires en France ce qui accroît d'autant leur maertume.

c) La structure

Dans la section qui traite de l'*architecture militaire fluctuante*, nous avons soulevé les problèmes posés par les changements constants en Algérie dans l'organisation territoriale et dans la répartition des responsabilités. La situation précaire des institutions militaires françaises pendant la guerre d'Algérie se vérifie aussi sur le plan hiérarchique.

Une étude des corps d'officiers des services et armes de l'armée française révèle plusieurs disparités. La moyenne d'âge des officiers révèle d'importantes variations d'un groupe à l'autre¹²². Ces variations ne sont pas nécessairement néfastes puisque ces groupes se partagent des fonctions très différentes¹²³. Cependant, les fluctuations se répercutent sur les âges moyens des promotions qui sont supposés, eux, être relativement uniformes. En fait la comparaison du tableau des avancements et de la moyenne d'âge porte à croire que chaque service et chaque arme a son propre mode de gestion du personnel. De plus, une comparaison des origines des officiers confirme le postulat selon lequel certains services et surtout certaines armes semblent plus nobles que les autres. Ainsi, les officiers issus des grandes écoles, normalement favorisés dans leur carrière militaire, constituent 84 % des colonels de l'arme blindée-cavalerie et seulement 38 % des titulaires du même grade au service de l'intendance¹²⁴.

Ces variantes peuvent encore s'inscrire dans un fonctionnement acceptable, cependant elles sont accompagnées par un phénomène « d'embouteillage » à certains grades qui est porteur de tensions plus graves. Ce phénomène est attribuable à deux sources

¹²¹ Ambler, *op. cit.*, pp. 96-100.

¹²² Bouju et Thomas, *loc. cit.*, p. 88.

¹²³ Des groupes aussi variés que ceux affectés au service du train et à l'infanterie coloniale sont ainsi comparés.

principales : les promotions accélérées de jeunes officiers pendant la Deuxième Guerre mondiale et la présence de deux générations particulièrement nombreuses (celles de 1912-1914 et de 1920-1921)¹²⁵. Le résultat est qu'on arrive à un « goulot d'étranglement » au grade de commandant à partir de 1956 et que l'accès aux plus hauts postes de la hiérarchie militaire s'en trouve sensiblement restreint.

De cette esquisse de la situation sociale des officiers français pendant la guerre d'Algérie se dégagent un certain nombre d'observations. L'autorecrutement et l'itinérance des officiers français témoignent de la tendance de la société militaire à se refermer sur elle-même. La dégradation relative de la rémunération, des conditions de vie et la désaffection des classes dirigeantes pour le métier des armes attestent du déclin du prestige des militaires dans la société française. Cette dégradation est aussi la conséquence de l'inadéquation entre les capacités économiques de la France d'une part, et la nécessité d'investissements importants dans l'économie métropolitaine et les engagements internationaux d'autre part. Cette situation réclame des choix que les dirigeants politiques, plus particulièrement sous la IV^e République, se révèlent incapables de faire. La structure de l'armée témoigne, quant à elle, d'une institution hétéroclite et aux prises avec des frustrations internes liées aux décalages dans l'avancement. Marginalisés et déconsidérés, ces officiers continuent de combattre sans buts précis sur des théâtres d'opérations lointains.

¹²⁴ *Ibid.*, pp. 95 et 101.

Conclusion

Pour les militaires français, l'unité de l'armée est garante de l'unité de la nation¹²⁶. Plusieurs ont en mémoire les luttes fratricides qui ont marqué la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, avec le putsch d'avril 1961, les pressions centrifuges exercées par les combats en Algérie aboutissent à une nouvelle scission ouverte de l'armée.

Ces divisions sont en partie attribuables à la « guerre révolutionnaire » qui devient la doctrine militaire officielle en Algérie à partir de 1957. Son manque de cohérence, l'absence d'une idéologie centrale font en sorte qu'au sein même de son groupe fondateur plusieurs orientations persistent¹²⁷. Dans ce contexte, les thèses de la « guerre révolutionnaire » se propagent difficilement. Par ailleurs, l'action psychologique est un concept relativement nouveau qui peine à s'imposer dans l'esprit des militaires. Finalement, cette stratégie suppose une implication politique de l'armée qui dépasse largement l'action sociale et administrative qu'encourageait le courant de pensée colonial traditionnel.

La « guerre révolutionnaire » offre donc un contenu confus qui comprend une action psychologique inassimilable et une politisation inacceptable pour beaucoup de militaires. Il n'en demeure pas moins qu'elle domine la réflexion stratégique entourant la guerre d'Algérie, qu'elle bénéficie d'une large diffusion et qu'elle a un impact direct sur les opérations. Cette ambivalence en fait une des lignes de fracture qui parcourent l'armée française.

Les 5^{es} Bureaux sont issus de la « guerre révolutionnaire » et deviennent son principal outil de promotion pendant la guerre d'Algérie. Au fil de leur rapide expansion ils se sont attirés, entre autres, l'hostilité des 2^{es} et 3^{es} Bureaux en empiétant sur le

¹²⁵ *Ibid.*, p. 83.

¹²⁶ Ambler, *op. cit.*, pp. 340-341.

¹²⁷ Paret, *op. cit.*, pp. 112-114.

renseignement et les opérations qui sont leurs champs de compétence respectifs. En quelques années, une organisation basée sur un concept nouveau, l'action psychologique, se greffe à la structure militaire fondamentale avant d'en être extirpée. Le parcours spectaculaire des 5^{es} Bureaux témoigne de l'instabilité de l'appareil militaire. Cette instabilité se répercute sur d'autres problématiques récurrentes qui refont surface avec virulence. Si la « guerre révolutionnaire » joue un rôle important dans les débordements politiques de l'armée française en Algérie, l'architecture chancelante de l'appareil militaire en tant que telle entraîne une véritable fragmentation, tant dans les courants d'opinion que dans les pratiques effectives.

Les gouvernements qui se sont succédé sous la IV^e République ont été incapables de définir une ligne politique générale en matière militaire, notamment dans le cas des affaires indochinoise et algérienne¹²⁸. Usé par une décennie de conflits coloniaux et la situation s'aggravant en Algérie, le pouvoir recourt à un expédient : la délégation de pouvoir. Au travers des moyens qui lui sont accordés, d'une tradition aux penchants paternalistes dans les colonies et de la justification idéologique fournie par la « guerre révolutionnaire », l'armée française en vient à établir une véritable province militaire en Algérie. Ce transfert d'autorité n'est pas exempt d'ambiguïtés, comme en témoignent les remous qui ont affecté tant les militaires que les hommes politiques suite à la proclamation de la V^e République qui établit un pouvoir exécutif renforcé.

Les évolutions du recrutement, de la qualité de vie et de la structure du corps des officiers ouvrent une perspective plus large pour interpréter la situation. Les principales tendances que l'on observe sont un accroissement marqué de l'autorecrutement, une désaffection des élites, la chute des conditions de vie qu'offre la carrière militaire et une

¹²⁸ Chantebout, *op. cit.*, p. 114.

grande hétérogénéité administrative. Les données sur lesquelles ces conclusions sont basées sont tirées pour l'essentiel des travaux de la *Commission de sociologie militaire* effectués de 1958 à 1960 sous le double patronage de l'École supérieure de guerre et de la Fondation nationale des sciences politiques¹²⁹. L'image que l'on obtient à partir de ces seuls travaux ne peut être que partielle. Ils suffisent néanmoins à attester de la dévalorisation du métier des armes et de l'isolement progressif de la société militaire française à partir de 1945. Les déséquilibres observés dans les institutions militaires sont sources de tensions à un moment où l'enchaînement dramatique des événements soumet l'armée à de fortes pressions.

Cet ensemble complexe de facteurs engendre les fissures qui parcourent le monde des militaires français pendant la guerre d'Algérie. L'éclatement qu'elles entraînent affecte une institution pour laquelle l'unité tient lieu de valeur cardinale et provoque une profonde crise de conscience. Les lignes de fractures offrent une image beaucoup plus nuancée de la tourmente algérienne. Si elles augmentent l'impact des aspects séditieux de la « guerre révolutionnaire », elles mettent aussi en lumière les limites d'une adhésion plus large des militaires français à cette doctrine.

Le premier chapitre a tenté de définir la « guerre révolutionnaire » en dépit de ses contours flous, tandis que le deuxième visait à expliquer comment cette stratégie s'est progressivement imposée à l'armée française en Algérie et pourquoi son adoption a été limitée. Au prochain chapitre nous verrons, au travers de trois épisodes marquants, l'impact concret de cette doctrine sur le déroulement de la guerre.

¹²⁹ Raoul Girardet, « Introduction », dans Raoul Girardet, dir. *La crise militaire française, 1945-1962. Aspects sociologiques et idéologiques*, Paris, Armand Colin, 1964, pp. 8-9.

Chapitre trois

Les moments-clés de la mise en pratique

Les premières opérations qui sont menées en Algérie se soldent par des résultats décevants. Les moyens écrasants dont dispose l'armée française ne suffisent pas à venir à bout de cette rébellion balbutiante. Le matériel et les méthodes employés, prévus pour un conflit conventionnel, se révèlent impuissants face au problème que pose le FLN/ALN. L'insurrection, loin d'être stoppée, s'étend progressivement à l'ensemble du territoire algérien. Les militaires en place réclament plus de troupes. Mais la difficulté qu'ils ont à s'imposer sur le terrain en vient à les discréditer aux yeux des autorités politiques. Ces dernières se tournent alors vers ceux qu'on associe à « l'école d'Indochine ».

«L'école d'Indochine» est d'abord un groupe d'officiers qui, profondément influencés par leur expérience de combat contre le Viêt-minh, remettent en cause la domination des concepts tirés des leçons de la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit surtout d'une stratégie, celle de la « guerre révolutionnaire ».

Nous verrons dans ce chapitre les temps forts de l'application de cette doctrine. Trois épisodes fixent les moments-clés de la progression et de la régression de la « guerre révolutionnaire » pendant la guerre d'Algérie. En premier lieu, la « bataille d'Alger » en 1957 accélère le mouvement de prise en charge par les militaires des affaires algériennes. En second lieu, le plan Challe, de la fin 1958 à 1960, représente l'effort d'adaptation le plus achevé de l'armée française aux exigences du conflit en Algérie. Finalement, le putsch d'avril 1961 constitue la dernière tentative des militaires les plus politisés pour imposer leurs vues au gouvernement.

-I- La « bataille d'Alger »

Probablement l'épisode le plus connu de la guerre d'Algérie, la « bataille d'Alger » est encore aujourd'hui associée à l'usage systématique de la torture et aux dérives les plus graves de la IV^e République¹. Elle marque une étape importante pour les tenants de la « guerre révolutionnaire » et pour l'ensemble des opérations de l'armée française en Algérie. Nous verrons d'abord son déroulement pour ensuite nous attarder à ses principaux acteurs, aux développements qu'elle a suscités ainsi qu'à ses conséquences.

a) Le récit

Le premier novembre 1954, Alger a connu quelques attentats mineurs. Après une action policière efficace, les groupes impliqués sont démantelés. À partir de l'année suivante, à mesure que s'étend la structure parallèle de l'ALN/FLN, une nouvelle organisation s'implante. La population musulmane est alors encadrée et Alger devient, en 1956, le siège de l'instance dirigeante du FLN, le Comité de coordination et d'exécution (CCE).

Le contrôle exercé sur l'Alger musulman permet au FLN d'y établir sa base centrale d'où les communications et la coordination avec les autres régions de l'Algérie sont plus aisées. Cet avantage explique en partie le caractère restreint des opérations qui y sont d'abord menées. Pourtant, la généralisation de la violence n'a pas tardé à affecter aussi la ville d'Alger. Abane Ramdane², suite aux émeutes de Philippeville, décide de recourir au terrorisme³. Sa décision est facilitée par les répercussions médiatiques considérables

¹ Le souvenir douloureux de cette période a récemment ressurgi en France avec la publication du témoignage d'une militante FLN torturée fin 1957 à Alger. Cet article, paru dans *Le Monde* du 20 juin 2000, a soulevé une vive réaction qui s'est répercutée jusque dans l'enceinte de l'Assemblée nationale française.

² Personnalité politique dominante du FLN et principal instigateur du congrès de la Soummam qui a donné une ossature solide au mouvement indépendantiste.

³ Horne, *op.cit.*, pp. 139-140.

qu'entraîne la moindre action dans le centre administratif de l'Algérie; ce que l'on appellera l'effet de la « caisse de résonance ».

L'élément déclencheur est généralement attribué à l'exécution de deux militants, Zabane et Ferradj, le 19 juin 1956 à la prison de Barberousse adjacente à la Casbah. En représailles, quarante-neuf civils européens sont tués au hasard (à l'exception des femmes, enfants et vieillards) du 21 au 24 juin par les commandos de Yacef Saadi.

Des organisations pieds-noirs semi-clandestines qui réunissaient les plus irréductibles défenseurs du statu quo sont formées en réaction au développement de l'insurrection. Ces organisations avaient démontré leur capacité de mobilisation lors de la visite de Mollet en février 1956⁴. Pour se venger des attentats contre les civils européens, une de ces organisations décide de placer une bombe en pleine Casbah. L'attentat a lieu le 10 août 1956 rue de Thèbes. L'explosion entraîne officiellement neuf morts, bien que le bilan réel s'élèverait à soixante-dix morts⁵. La population musulmane est outrée et demande aux dirigeants du FLN/ALN que « justice soit faite ».

Yacef Saadi, responsable des opérations à Alger, a réuni dans des réseaux méticuleusement constitués et cloisonnés près de 1400 activistes à la fin 1956⁶. Le 30 septembre ils passent à l'action et trois bombes éclatent dans des lieux publics où se réunit la bonne société européenne algéroise⁷. Jusque-là, les responsables du FLN se restreignaient, autant que possible, à des objectifs matériels et militaires. Le carnage est épouvantable; c'est le début d'un engrenage qui installe progressivement à Alger une atmosphère de violence permanente.

⁴ Cet événement est relaté dans le deuxième chapitre à la section III a).

⁵ Courrière, *op. cit.*, t.1^{er}, p. 729.

⁶ *Ibid.*, p. 741. Plusieurs ouvrages reprennent une description plus détaillée de ces réseaux, une des meilleures synthèses est celle de Tripier, *op. cit.*, pp. 130-132.

⁷ Il s'agit du *Milk Bar*, de la *Cafétéria* et des bureaux d'*Air France*.

Le 28 décembre, Ali la Pointe⁸ assassine Amédée Froger, président de la très conservatrice Fédération des maires. Les obsèques donnent lieu à une gigantesque « ratonnade » que les forces de l'ordre observent avec complaisance⁹. Les pouvoirs publics constatent qu'ils sont dépassés par les événements.

Au début du mois de janvier, Ben M'Hidi, chef de la Zone autonome d'Alger, annonce le déclenchement d'une grève générale prévue pour la fin du mois. M'hamed Yazid, représentant du FLN à New York, a réussi à faire inscrire la question algérienne à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Organisation des nations unies (ONU). Un mouvement de grève aiderait à convaincre l'opinion mondiale de l'existence d'un problème à caractère international et de la représentativité du FLN. Sur place, la population est organisée et une telle action consoliderait l'unité derrière le Front.

Le gouverneur général Lacoste décide, devant l'aggravation de la situation, de confier le maintien de l'ordre à la 10^e Division parachutiste (DP) du général Massu le 7 janvier 1957. Les parachutistes, à qui l'on donne carte blanche, resserrent rapidement la structure de contrôle mise en place à Alger. L'état-major de Massu et ses subordonnés imposent un quadrillage à la ville. Ils obtiennent les dossiers sur le FLN rassemblés par la police et commencent à procéder à de vastes rafles. Des centres d'interrogatoires sont aménagés où les « suspects » sont acheminés en masse et torturés. La rapidité des résultats prime sur toute forme d'éthique. Les parachutistes multiplient les opérations éclair et remontent les filières de la structure pyramidale implantée par le FLN.

Le premier jour de la grève, le 28 janvier, les commerçants doivent ouvrir, faute de quoi leur boutique sera saccagée et ils seront arrêtés par les parachutistes. La manière forte

⁸ Adjoint le plus célèbre de Yacef Saadi.

⁹ Le terme « ratonnade » est employé pour qualifier les attaques gratuites, les débordements de foules qui prennent pour cible toute personne rencontrée qui est typée maghrébine.

est employée car les autorités politiques ont demandé à ce qu'Alger soit « nettoyée » coûte que coûte; en échange, l'armée bénéficie de leur « protection »¹⁰. Parallèlement, on insère les populations dans un Dispositif de protection urbaine (DPU) qui permet à l'armée d'imposer sa loi à des populations enrégimentées.

Les pressions exercées par les militaires français à Alger poussent le CCE à se réfugier à l'extérieur de l'Algérie à la fin février. La première partie de la « bataille d'Alger » s'achève avec la capture, le 23, de Ben M'Hidi, suivie de son « suicide » dans sa cellule deux jours plus tard.

Yacef Saadi qui a échappé aux troupes de Massu prend la relève. Il rétablit une organisation plus secrète encore, composée de quelques commandos éprouvés. Le 3 juin, les attentats recommencent; les parachutistes sont rappelés dans la capitale. L'explosion de la cache d'Ali la Pointe, dernier responsable encore en liberté, le 8 octobre 1957 met un terme définitif aux opérations.

b) Les acteurs

La nomination en décembre 1956 du général Salan à la tête des armées françaises en Algérie consacre l'entrée en scène des « Indochinois ». Les méthodes traditionnelles prônées par ses prédécesseurs, les généraux Cherrière et Lorillot, sont discréditées. Salan est un personnage complexe qui ne peut pas être classé arbitrairement aux côtés des défenseurs de la « guerre révolutionnaire », du moins à ce stade-ci de la guerre d'Algérie. L'attribution du poste de commandant en chef s'est faite selon les règles de l'art : états de service à la hauteur, amitiés politiques opportunes et un dossier sans tâche¹¹. Les traits principaux de sa personnalité sont à la base d'une ambition prudente et d'un goût prononcé pour les

¹⁰ Trois noms sont plus particulièrement associés à cette « bienveillance » de la part des pouvoirs publics : Robert Lacoste, Max Lejeune et Maurice Bourghès-Manoury. Il sont cités, entre autres, par Ambler, *op. cit.*, pp. 223-224.

intrigues¹². Il a tendance à se réfugier dans une position attentiste où il maintient des contacts avec tous les courants d'opinion qui se manifestent.

Le choix de Massu pour diriger une opération aussi délicate répond à sa réserve en matière politique¹³. Sa réputation est celle d'un homme énergique et sans nuance qui, s'il est prêt à innover lors des opérations, n'en reste pas moins fermement attaché au devoir de discipline à l'égard du pouvoir civil¹⁴. La 10^e DP dont il est le chef est une unité d'élite réservée à la chasse aux maquis de l'ALN¹⁵. Les autorités civiles d'Alger comptent beaucoup sur sa réputation de rapidité et d'efficacité, une attente qui sera comblée au-delà de leurs espoirs.

Si Massu évite ostensiblement de se mêler de politique, son entourage n'en constitue pas moins une véritable « pépinière » d'officiers activement liés à la « guerre révolutionnaire » et aux débordements de l'armée. Son chef d'état-major, en remplacement du colonel Yves Godard, est le colonel Joseph Broizat. C'est un fervent défenseur de la notion de « guerre subversive » et de la thèse d'un complot communiste visant à encercler l'Europe en passant par l'Algérie « dernier bastion de l'occident chrétien »¹⁶.

Godard, quant à lui, est nommé chef du secteur Alger-Sahel qui couvre l'essentiel de la capitale. À ce titre, il coordonne l'action des six régiments impliqués dans la « bataille d'Alger ». En Indochine, il a été à partir de 1948 le commandant du 11^e Régiment de choc formé d'une combinaison d'éléments du service de renseignement¹⁷ et de parachutistes. Cette unité est réservée aux « opérations spéciales » et réunit bon nombre des représentants

¹¹ Courrière, *op. cit.*, t.1^{er}, pp. 764-765.

¹² Traits de personnalité qui lui valent le surnom de « mandarin ».

¹³ Horne, *op. cit.*, p. 196.

¹⁴ Fortmann, mémoire cité, pp. 146-148.

¹⁵ Voir le deuxième chapitre à la section II b) qui souligne les soins particuliers accordés aux unités d'élite de parachutistes et de la Légion.

¹⁶ Courrière, *op. cit.*, t.2^e, pp. 392-393.

¹⁷ Son appellation officielle est le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE).

de ce qui deviendra en Algérie « l'école d'Indochine ». Parmi les plus célèbres disciples de Lacheroy, Godard s'intéresse tout particulièrement à « l'organisation des populations »¹⁸. Sa position lui permet d'exercer une influence prépondérante sur l'action des militaires à Alger.

Dans l'équipe de Godard on retrouve le colonel Roger Trinquier chargé des activités du 5^e Bureau et qui partage l'intérêt de son supérieur pour le contrôle des masses. Trinquier a lui aussi été envoyé en Indochine où il a, entre autres, travaillé à la création de maquis sur les arrières du Viêt-minh¹⁹. On met son expérience à contribution lors de la « bataille d'Alger » pour créer les DPU. Théoricien dans la mouvance de la « guerre révolutionnaire », il propose un vaste programme de strict encadrement de la population. De même, Trinquier n'hésite pas à réclamer l'emploi de « procédés que des consciences démocratiques devraient refuser » mais qui, seuls, permettraient à la France de lutter à armes égales en Algérie²⁰. Son rôle le place en contact étroit avec les habitants d'Alger.

Le 3^e Régiment de parachutistes coloniaux (RPC) qui réussit plusieurs coups de filet spectaculaires est commandé par le colonel Marcel Bigeard. Homme d'action, Bigeard est un spécialiste réputé des techniques de la contre-guérilla. Ses bilans d'opération mirobolants, ses critiques cinglantes du haut-commandement et son sens de la mise en scène en font le colonel le plus célèbre et le plus jaloué de l'armée française en Algérie. Il cultive une mystique du combat ainsi que de l'esprit de corps qui répugne aux excroissances politiques. Figure emblématique des « aventuriers » de la guerre d'Algérie, il manifeste peu d'intérêt pour le jargon politico-psychologique développé par les 5^{es} Bureaux²¹. Pour Massu, il est le bras armé des opérations.

¹⁸ Ambler, *op. cit.*, pp. 171-172.

¹⁹ Horne, *op. cit.*, pp. 173-174.

²⁰ Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT), Sous-série 1H (archives de l'Algérie), (carton) 1942, Dossier 3 (D-3), *Pour vaincre la guérilla et le terrorisme*, Colonel Trinquier, 20/11/1958.

²¹ Fortmann, mémoire cité, pp. 130-131. Le clan des « aventuriers » est défini plus précisément à la section III c).

La « bataille d'Alger » donne lieu à une généralisation de méthodes brutales condamnées par les conventions internationales sur les pratiques en temps de guerre. Les interrogatoires sont menés par un ensemble d'organismes parallèles nommés Détachements opérationnels de protection (DOP). Formés de volontaires, ils sont affectés aux différentes unités²². Les Officiers de renseignement (OR) du 2^e Bureau ont tendance à suivre l'exemple pour obtenir des résultats. Si certains en viennent à se spécialiser dans l'emploi de la torture, les responsabilités n'en demeurent pas moins étendues puisque ces pratiques étaient généralement admises²³.

L'atmosphère qui règne à Alger pendant cette période donne une nouvelle ampleur aux opérations souterraines. Godard s'assure ainsi les services du capitaine Joseph Léger. Depuis son passage en Indochine, ce dernier est réputé être l'expert des « coups tordus »²⁴. Il forme un Groupement de renseignements et d'exploitation (GRE) qui est directement attaché à l'état-major Alger-Sahel. Le GRE est essentiellement composé d'anciens membres du FLN/ALN qui ont rallié la cause française, ce sont les « bleus de chauffe »²⁵. Avec ses équipes, Léger réussit à infiltrer profondément les structures du mouvement indépendantiste. Ses réseaux en sont à leurs premières armes pendant la « bataille d'Alger »; ils entraîneront par la suite une psychose de la trahison et une vague de purges sans précédent dans les rangs de l'ALN.

²² Pour des raisons évidentes, les noms sont difficiles à établir.

²³ La controverse entourant l'usage de la torture a déjà fait couler beaucoup d'encre et il ne saurait être question ici de la reprendre en entier. Concernant l'assentiment des autorités, notons simplement que le général de la Bollardière est condamné à soixante jours d'arrêt de forteresse pour avoir manifesté publiquement ses inquiétudes quant aux dérapages de l'armée française en Algérie. Les méthodes employées durant la « bataille d'Alger » n'en sont pas pour autant universellement défendues ; en témoigne la lettre de démission de Paul Teitgen, secrétaire général de la police, pour protester contre les « bavures ». Lacoste la refuse et obtient son maintien en poste.

²⁴ Courrière, *op. cit.*, t.2^e, pp. 117-118.

²⁵ Surnom qui provient d'un accoutrement, les bleus de travail, dont Léger habillait ses recrues.

Ces hommes voient leur influence multipliée par leurs attributions exceptionnelles. Leur action et la nature particulière des violences en pleine ville, caractérisées par l'usage du terrorisme de part et d'autre, occasionnent des évolutions majeures dans le conflit en Algérie.

c) Les développements

La prise en charge d'Alger par l'armée généralise l'application de mesures qui avaient été le fait d'initiatives locales jusque-là. En cédant les pouvoirs de police à l'armée, Lacoste marque une étape importante dans le transfert d'autorité des civils aux militaires²⁶. La décision est d'autant plus grave qu'il ne s'agit plus de suppléer à la quasi-inexistence de l'administration dans une région reculée; le ministre résidant livre le centre névralgique de la présence française en Algérie. Teitgen, secrétaire général de la police, tente de circonscrire l'action de l'armée en gardant le contrôle des assignations à résidence. Mais il s'aperçoit assez rapidement que des noms disparaissent de ses listes et que sa démarche n'est pas appuyée par le cabinet de Lacoste²⁷. Après le vote de pouvoirs spéciaux et la prise en charge effective par l'armée de régions entières, l'octroi aux militaires des pouvoirs policiers à Alger entérine la démission des civils de leurs responsabilités²⁸.

Le 21 mai, le gouvernement de Guy Mollet tombe. Il est remplacé par celui de Bourghès-Manoury le 12 juin. Entre-temps, les attentats ont recommencé à Alger et les autorités ont dû rappeler les parachutistes. En pleine crise, le gouvernement de la IV^e République connaît une vacance qui dure trois semaines.

²⁶ Girardet, « problèmes moraux... », p. 187.

²⁷ Courrière, *op. cit.*, t.1^{er}, p. 824.

²⁸ À ce titre, une étude sur les « enseignements » tirés de l'assainissement d'Alger comprend le passage suivant : « Il convient tout d'abord de s'organiser en vue d'établir une liaison totale, solide et souple avec l'autorité civile. Celle-ci, en fait dépossédée de l'initiative et du commandement des actions de tous ordres à mener, doit être obligatoirement mêlée à l'action entreprise... ». L'armée entend bien s'assurer la direction des opérations mais elle refuse d'être la seule à engager sa responsabilité. SHAT, 1H, 2577, D-1, *Étude sur les procédés propres à détruire les dispositifs politico-militaire rebelles*, État-major du 5^e Bureau, Alger, 3/3/57.

Le cloisonnement des structures installées par le FLN à Alger rend très difficiles les enquêtes policières. Les civils sont prêts à laisser une initiative totale aux militaires à condition que les résultats suivent. L'état-major de Massu convient que seuls des renseignements rapidement obtenus et exploités arriveront à ébranler l'organisation parallèle adverse; pour cela un moyen s'impose : l'usage à grande échelle de la torture²⁹.

Deux types d'établissements complémentaires sont alors mis en place pour gérer les interrogatoires. D'abord, les Centres de triage et de transit (CTT) ont 30 jours pour fixer la « couleur » des suspects appréhendés. Les rouges (ou les coupables) sont interrogés « énergiquement » en vue d'être transférés à la justice, les blancs (ou les innocents) sont relâchés et les roses (ou les cas incertains) sont acheminés vers les centres d'hébergement³⁰.

Les centres d'hébergement se veulent être des centres de ré-endoctrinement³¹. On y classe à nouveau les individus en catégories distinctes. Il y a les « durs », les « mous » et les « récupérables »³². Des militaires spécialement formés doivent ensuite soumettre les détenus à un reconditionnement où on vide d'abord les esprits pour mieux les remplir d'idées conformes aux vues françaises. Le fonctionnement de ces centres est établi suivant les principes de la « guerre révolutionnaire ». Les anciens d'Indochine n'ont pas perdu la leçon des camps Viêt-minh.

Bien qu'ils visent à convaincre sans sévices, ces centres deviennent rapidement des lieux privilégiés pour l'emploi de la torture³³. Le triage des suspects pendant la « bataille d'Alger » est réservé aux OR et aux DOP. Ces derniers rassemblent les « spécialistes » des

²⁹ Trinquier, *op. cit.*, pp. 76-77.

³⁰ Paret, *op. cit.*, p. 63.

³¹ SHAT, 1H, 1113, *Action psychologique en 10^e Région militaire*, général Salan, commandement supérieur interarmées, Alger, [1957].

³² Paret, *op. cit.*, p. 64.

³³ Les centres ont commencé à fonctionner en juillet 1955 et leur existence est légalisée par le vote de pouvoirs spéciaux en mars 1956. Paret, *op. cit.*, pp. 64-65.

interrogatoires prolongés³⁴. Dans une note ultérieure, basée en grande partie sur l'expérience acquise à Alger, Massu concède discrètement la nécessité d'employer une technique adaptée pour obtenir des renseignements³⁵. Lorsque qu'un suspect doit être tenu à la disposition des « spécialistes » de l'interrogatoire en vue d'une autre séance éventuelle, il est transféré dans un centre d'hébergement. Plusieurs des suspects interrogés de cette manière sont exécutés par la suite pour limiter les preuves embarrassantes de l'emploi de ces méthodes. Il va sans dire que ces circonstances laissent peu de chances à un authentique « ré-endoctrinement ».

Pour s'assurer du contrôle de la population, la ville est quadrillée suivant le DPU de Trinquier. Ce système est installé en collaboration avec les autorités civiles. Il sépare la ville en trois échelons principaux : les arrondissements, les îlots et les « buildings ». On procède ensuite à un recensement. Tous les habitants sont fichés, munis d'une carte d'identité et un numéro minéralogique est peint sur chaque bâtiment³⁶.

Le chef d'arrondissement est en contact direct avec un commissaire de police et peut proposer des mesures d'ordre. Les titulaires des divers emplois liés à ce réseau sont nommés par le responsable principal suite aux suggestions de chefs d'arrondissements et après enquête des autorités civiles et militaires. Les deux autres paliers suivent la chaîne de commandement. Chaque chef est tenu responsable des activités dans son secteur.

Les éléments choisis pour participer à cette structure viennent principalement de deux groupes : les anciens combattants et les éléments européens à la « bonne volonté parfois trublione »³⁷. Le DPU exempte l'armée de certaines tâches associées au maintien de l'ordre et lui permet, surtout, d'imposer une discipline stricte aux populations.

³⁴ Horne, *op. cit.*, pp. 206-207.

³⁵ SHAT, 1H, 2577, D-1, *Directive générale sur la guerre subversive. annexe : la technique policière*, général Massu, commandement du corps d'armée d'Alger, Alger, 24/2/59.

³⁶ SHAT, 1H, 1942, D-3, *Pour vaincre la guérilla et le terrorisme*, Colonel Trinquier, 20/11/1958.

³⁷ SHAT, 1H, 2577, D-1, *Étude sur les procédés propres à détruire les dispositifs politico-militaire rebelles*, État-major du 5^e Bureau, Alger, 3/3/57.

Ces mesures sont appuyées par la plus vaste campagne d'action psychologique entreprise depuis le début de la guerre d'Algérie. Pendant la première phase de la « bataille d'Alger » près de 150 000 affiches sont imprimées et 600 000 tracts distribués³⁸. Les techniques développées par les 5^{es} Bureaux sont intégrées à la planification des opérations. Ce faisant, la « guerre révolutionnaire » obtient une reconnaissance concrète³⁹.

d) Les conséquences

Les résultats des opérations sont probants : la grève est écrasée, l'insaisissable réseau clandestin du FLN est démantelé, le CCE doit se résigner à l'exil et la France réussit à limiter l'impact de la question algérienne à l'ONU. Alger, enfin, renoue avec un climat de relative sécurité. Pourtant, les méthodes employées pour obtenir ces résultats sèment de profondes divisions dans l'opinion publique et au sein même de l'armée⁴⁰.

L'usage généralisé de la torture, derrière une certaine hypocrisie des autorités, est un symptôme d'une grave dégradation morale. De plus, le commandement militaire d'Alger néglige l'impact à long terme de ces pratiques. En effet, elles tendent à souligner et à amplifier le fossé séparant les populations d'ascendance algérienne et européenne. Ces mesures propres aux régimes autoritaires attestent surtout d'un glissement de l'armée dans le domaine politique, plus particulièrement de la part des 5^{es} Bureaux⁴¹.

L'installation d'une structure qui enrégimente les populations a aussi des conséquences durables. Elle est maintenue pour l'essentiel après le départ des parachutistes et sera le lieu privilégié de l'action psychologique. Les DPU réunissent plusieurs partisans des groupements ultras dont les activités à Alger visent à exercer des pressions sur la

³⁸ SHAT, 1H, 1113, *Action psychologique en 10^e Région militaire*, Salan.

³⁹ En se basant, entre autres, sur les résultats obtenus à Alger, Salan conclut dans une note interne : « Il ne faut pas craindre d'affirmer que dans le type de conflit qui bouleverse aujourd'hui l'Algérie et que certains appellent « la guerre révolutionnaire », l'arme psychologique tend à prendre la première place ». *Id.*

⁴⁰ Ambler, *op. cit.*, pp. 225-227.

⁴¹ Paret, *op. cit.*, p. 76. Voir aussi Périès, thèse citée, pp. 690-693.

politique gouvernementale par des moyens violents si nécessaire. Les officiers responsables de ce dispositif, appelé à se généraliser en Algérie, ont une courroie de transmission dans les mouvements qui agitent l'opinion publique. Par ailleurs, les milieux libéraux ne manquent pas de souligner le caractère fasciste d'une telle organisation des populations⁴².

La conséquence la plus importante de la « bataille d'Alger » est le transfert durable du pouvoir aux mains des militaires⁴³. Déjà, l'action de l'armée s'était étendue au-delà de ses cadres usuels par sa participation active aux mesures sociales et à l'administration⁴⁴. En appelant Massu, Lacoste donne la priorité au rétablissement de l'ordre. Il reconnaît du même souffle la défaillance des autorités civiles remplacées par les militaires. Par ailleurs, les incertitudes et les tergiversations du gouvernement quant au rôle de l'armée et au futur de l'Algérie nourrissent une profonde méfiance des militaires. Ils ont maintenant forgé des outils efficaces de lutte contre la rébellion, il ne reste plus qu'à s'assurer de la volonté politique nécessaire à leur application.

La mise d'Alger sous la tutelle de l'armée marque une étape importante pour la « guerre révolutionnaire ». Un nombre impressionnant d'officiers qui sont associés à cette doctrine y participent. Certains, comme Broizat, Godard et Trinquier, s'impliquent dans la définition de la doctrine; d'autres, comme Bigeard et Léger, s'adjoignent à eux par leur action. Ces officiers sont placés dans une position d'autorité et ils forgent à cette occasion des leviers de puissance qui joueront un rôle essentiel dans l'ascension de « l'école d'Indochine ».

⁴² Courrière, *op. cit.*, t.1^{er}, pp. 843-844.

⁴³ Horne écrit à ce sujet : «... en outre le recours aux parachutistes allait signifier beaucoup plus que l'abandon transitoire du pouvoir civil aux militaires, qui ne lui serait jamais complètement remis durant cinq ans. » Horne, *op. cit.*, p. 195.

⁴⁴ SHAT, 1H, 1119, D-1, *Guide pratique de pacification*. Ce document est une synthèse des décrets adoptés et des méthodes préconisées à l'usage des responsables de populations.

Parmi ces leviers on retrouve en premier lieu le DPU qui donne à des officiers aussi engagés que Trinquier une mainmise directe sur les populations et ouvre la voie aux contacts étroits que noueront certains officiers avec les milieux européens les plus activistes. Les CTT et les centres d'hébergement ajoutent au caractère concentrationnaire de cet encadrement rapproché. À l'intérieur de celui-ci, les populations sont soumises à une action psychologique intense qui est consacrée par la « bataille d'Alger ».

Cet épisode, par la publicité qui l'entoure, révèle à l'opinion l'importance prise par la rébellion et les coûts qu'entraîne la « pacification » en Algérie. Sur le plan moral, l'usage de la torture pose un cas de conscience. Plus grave, les opérations à Alger l'institutionnalisent. Le mépris de la personne et les déviations autoritaires que la torture sous-tend se combinent à la politisation de l'armée qui est attisée par la surenchère idéologique afférente à la « guerre révolutionnaire ».

L'impact le plus important de la « bataille d'Alger » demeure la reddition des autorités civiles qui cèdent l'Algérie aux militaires. Parmi ceux-ci, les plus politisés obtiennent une occasion inespérée de faire valoir leur perspective sur cette guerre et la solution qu'ils entendent y apporter.

-II- Le plan Challe

La « bataille d'Alger » a ouvert la voie à une implication politique active de l'armée française en Algérie. Appuyée par les idées de la « guerre révolutionnaire », cette implication se conjugue à un nombre impressionnant de facteurs qui aboutissent en mai 1958 au sabotage de la IV^e République et à l'arrivée au pouvoir de de Gaulle⁴⁵. Notons par ailleurs que les officiers liés à la « guerre révolutionnaire », bien qu'ils se soient assurés le

contrôle de leviers de puissance importants, ont une influence restreinte sur le cours des événements de mai 1958 qui met en jeu de nombreux acteurs tant en Algérie qu'en France.

Au cours de cette année, l'action psychologique et les hommes des 5^{es} Bureaux connaissent leur heure de gloire en Algérie⁴⁶. Leur montée en puissance est facilitée par l'engagement de Salan en faveur de la « guerre révolutionnaire » à la suite des événements de mai⁴⁷. Cet appui est d'autant plus significatif que le commandant en chef a obtenu le cumul des responsabilités civiles et militaires pendant la période d'instabilité qu'a entraînée la chute de la IV^e République.

En septembre, un référendum approuve avec une forte majorité la constitution de la V^e République. Les autorités militaires, dont Salan, triomphent en Algérie car les musulmans ont voté en masse malgré la consigne d'abstention donnée par le FLN⁴⁸. L'appui des urnes légitimise la présence de de Gaulle à la tête de l'État et la conduite qu'il entend adopter.

Parallèlement, les activités opérationnelles affichent, pour l'année 1958, un bilan mitigé⁴⁹. Les barrages aux frontières réussissent finalement à couper l'approvisionnement de l'ALN qui provenait jusque-là en grande partie du Maroc et, surtout, de la Tunisie. En

⁴⁵ Les événements de mai 1958 ont suscité une pléthore de publications. À titre de résumé concis et circonscrit à l'impact en Algérie, notons la contribution de Horne, *op. cit.*, pp. 285-311.

⁴⁶ Ambler, *op. cit.*, p. 254.

⁴⁷ À partir de cette date, Salan emploie le terme de « guerre révolutionnaire » pour décrire les combats en Algérie et généralise l'usage de méthodes prescrites par cette doctrine. SHAT, 1H, 2409, D-1, *Guerre révolutionnaire en pratique*, capitaine Marescaux, Officier de renseignement, quartier de Warnier, 30/05/57. Note reprise par Salan le 15/8/57 et acheminée aux commandants des trois corps d'armée et des régions sud d'Algérie.

⁴⁸ SHAT, 1H, 2577, D-1, *Directive n°3 (extension des activités militaires pour accroître l'impact psychologique du succès du référendum)*, général Salan, commandant en chef et délégué général du gouvernement, Alger, 28/9/58.

⁴⁹ *id.*

contrepartie, les actions contre les bandes à l'intérieur de l'Algérie piétinent, malgré l'augmentation continue des effectifs⁵⁰.

Hostile à l'intervention de l'armée en politique, de Gaulle, qui voit ses assises confirmées par le verdict positif du référendum, entame le rétablissement du pouvoir civil en Algérie. Ses efforts débutent par une série de réaffectations qui isolent les militaires les plus turbulents en Algérie⁵¹. Dans un deuxième temps, il rappelle Salan en métropole. Les responsabilités qu'il exerçait sont reprises par l'équipe de Paul Delouvrier le 19 décembre 1958; la séparation des autorités civiles et militaires est officiellement rétablie. Delouvrier est nommé délégué général du gouvernement, il a pour adjoint le général Maurice Challe qui commande les forces armées, ce qui réaffirme la primauté du pouvoir civil.

Challe arrive en Algérie dès le 15 octobre 1958. Au cours de ce prologue, il joue officiellement le rôle de second de Salan dont il doit éventuellement reprendre les attributions militaires. Il en profite pour se lancer dans une vaste inspection des opérations en Algérie. Le bilan qu'il dresse à cette occasion servira de base à son plan d'action, le plan Challe. La première section résume ses principales innovations, la deuxième en expose la mise en œuvre et la troisième présente les résultats de cette entreprise.

a) Quelques innovations

Challe constate d'abord que l'armée française souffre toujours, après quatre ans de combats, d'une inadaptation tactique. Il assiste notamment aux grands déploiements auxquels donnent lieu les opérations de bouclage et de ratissage. Celles-ci consistent à rassembler de nombreuses troupes dans une région jugée suspecte pour l'encercler et procéder ensuite à une fouille systématique supposée prendre en tenaille les éléments

⁵⁰ Olivier Hamon, « Chronique du conflit Algérien. 1954-1962 », dans Paul Gaujac, dir. *Introduction à l'étude des archives de l'Algérie*, Château de Vincennes, Service historique de l'armée de terre, 1992, pp. 43-44.

rebelles présents⁵². Les maquisards de l'ALN ont tout le loisir d'observer les fastidieux préparatifs et de profiter de leur connaissance du terrain pour s'évaporer dans la nature lors du ratissage. Les moyens mobilisés sont importants, les résultats rarement à la hauteur.

L'armée française recourt systématiquement aux opérations de ce type depuis 1954 malgré leur efficacité douteuse et les réserves qu'elles suscitent notamment au haut commandement⁵³. Elles sont à la base de l'éviction de la direction militaire des officiers les plus traditionnels. Pourtant, Challe constate que les combinaisons bouclage/ratissage persistent en cette fin 1958. Il note, de plus, que cette guerre est menée d'autant de manières qu'il y a de commandants de secteurs⁵⁴. Pour le futur commandant en chef, ces pratiques sont symptomatiques d'une inertie plus générale qui affecte l'appareil militaire français en Algérie. Pour y remédier, il propose une série de réformes.

Premièrement, les actions doivent être menées à partir de renseignements précis et rapidement exploités. Pour les obtenir, Challe compte sur la « politique du contact ». Il s'agit de mettre à profit les informations obtenues par les officiers des Sections administratives spécialisées (SAS), qui vivent au milieu des populations musulmanes, ainsi que celles réunies par les troupes de secteurs. Cette source est complétée par la mise en place de centres où opèrent par les DOP et les OR⁵⁵. Ces renseignements, ajoutés à ceux tirés des opérations elles-mêmes, sont filtrés et redistribués par des Comités de renseignements et d'action (CRA). Ils doivent servir d'abord à éliminer l'infrastructure

⁵¹ Ces déplacements affectent, entre autres, le général Vanuxem, les colonels Lacheroy, Goussault et Broizat. Courrière, *op. cit.*, t.2°, pp. 392-393.

⁵² Ces caractéristiques sont résumés dans : SHAT, 1H, 1942, D-3,, *Opérations de contre-guérilla dans le cadre du maintien de l'ordre en AFN*, guide général qui sert de référence aux commandants d'unités, 24/8/56, pp. 101-107.

⁵³ SHAT, 1H, 2578, D-4, *Instruction sur la conduite des opérations en Algérie*, général Salan, commandant supérieur interarmées, Alger, 12/3/58.

⁵⁴ Horne, *op. cit.*, p. 345.

⁵⁵ Cette structure est la même, avec quelques ajustements, que celle mise en place pendant la « bataille d'Alger ». SHAT, 1H, 2577, D-1, *Directive générale sur la guerre subversive. annexe 1 : la technique policière*, général Massu, commandement du corps d'armée d'Alger, Alger, 24/2/59.

parallèle du FLN/ALN que les militaires français appellent Organisation politico-administrative (OPA). Une fois l'OPA neutralisée, l'armée doit se concentrer sur la recherche et la destruction des bandes.

Challe souhaite que les troupes de secteur sortent de leur caserne pour harceler l'adversaire. Cette méthode est mieux connue sous le nom de « nomadisation »⁵⁶. Les soldats montent des embuscades, repèrent les pistes employées par les bandes et se mêlent aux populations. En cas de résistance sérieuse, ils sont épaulés par les troupes d'intervalle qui couvrent une région plus large. Mais le véritable fer de lance du dispositif est constitué par les Réserves générales. Elles sont composées des unités d'élite, essentiellement la Légion et les parachutistes, qui sont entraînées pour agir rapidement et vigoureusement. La véritable nouveauté est la concentration de l'action de ces troupes qui accroît l'impact des opérations menées sur renseignements précis. Les sempiternelles opérations de bouclage/ratissage sont mises au rancart⁵⁷.

Challe innove aussi avec la création des « commandos de chasse ». Calqués sur les *katibas*⁵⁸, ils sont formés de soldats de provenance locale et encadrés par des officiers européens. Ils adoptent les habitudes de leur adversaire et errent dans les campagnes à sa poursuite. Leur rôle est de « marquer » les bandes, de leur reprendre l'initiative en les maintenant dans un état de constante insécurité⁵⁹.

⁵⁶ SHAT, 1H, 1942, D-3, *Note d'orientation. Procédés tactiques pour la recherche et la destruction des bandes rebelles*, général Challe, commandant en chef les forces en Algérie, Alger, 25/1/60.

⁵⁷ Challe écrit à ce sujet : « Depuis longtemps, l'expérience a montré que la combinaison « bouclage/ratissage » effectuée a priori est totalement inefficace [...] Néanmoins, par routine et parfois paresse intellectuelle, trop d'unités persistent à appliquer ce mode d'action ». SHAT, 1H, 1942, D-3, *Note d'orientation. Procédés tactiques pour la recherche et la destruction des bandes rebelles. annexe 6 : les commandos de chasse*, général Challe, commandant en chef les forces en Algérie, Alger, 25/1/60.

⁵⁸ Unité la plus courante de l'ALN qui est formée en tout d'approximativement 110 hommes. L'organisation administrative et militaire du FLN/ALN est détaillée dans la *plate-forme de la Soummam* du 20 août 1956.

⁵⁹ SHAT, 1H, 2538, D-1, *Instruction pour la pacification en Algérie. Annexe 6 : les commandos de chasse*, général Challe, commandement supérieur interarmées de la 10^e Région Militaire, Alger, 10/12/59, pp. 63-67.

L'emploi d'indigènes à titre de supplétifs est une pratique ancienne⁶⁰. Ils servent dans l'armée française dès le début des combats en Algérie. Challe leur confère une toute autre importance en les organisant et en les employant de la même manière que l'ALN. Cette réorganisation est jumelée à une augmentation considérable de leur nombre. Suite à l'effort de recrutement demandé par le commandant en chef, l'année 1959 se solde, globalement, par une multiplication par deux des effectifs musulmans combattant aux côtés des forces françaises⁶¹.

Chaque « commando de chasse » a un adversaire désigné dans sa zone. Il n'est soumis à aucun calendrier précis et dispose d'une certaine liberté de mouvement d'un secteur à l'autre. Son action persiste jusqu'à ce que celle de son adversaire cesse. Cet aspect s'inscrit dans le cadre d'une autre innovation de Challe : la durée.

Jusqu'en 1959, les militaires français se restreignent essentiellement à un rôle défensif. La plupart des activités se déroulent suivant une routine bien établie. Les opérations sont montées au rythme de celles de l'ALN. Elles se font sporadiquement en réaction à une embuscade, à une manœuvre d'intimidation ou à des destructions importantes. Challe considère leurs résultats éphémères et superficiels⁶². Il entend leur substituer une action offensive concertée sur une longue période continue.

Il applique le tandem destruction/construction du général Allard en trois étapes⁶³. Il s'agit d'abord de rassembler un maximum de renseignements pour anéantir les OPA

⁶⁰ Pratique qui est mentionnée au premier chapitre dans la section I b). Les Algériens ont par ailleurs participé aux deux grandes guerres et certains reviennent tout juste d'Indochine lorsque l'insurrection éclate en Algérie. Plusieurs des officiers de l'ALN ont reçu leur formation de base dans les rangs de l'armée française.

⁶¹ Cette augmentation sensible n'inclut pas les groupes d'auto-défense implantés dans les villages « pacifiés ». SHAT, 1H, 2524 (bis), D-1, *Directive du général commandant en chef les forces en Algérie concernant la politique à suivre en 1960 vis-à-vis des musulmans combattant dans nos rangs*, général Challe, commandement supérieur interarmées de la 10^e Région Militaire, Alger, 1960.

⁶² SHAT, 1H, 1933, D-3, *Évolution de la situation en 1959*. Ce document propose un bilan général des activités de l'armée française en Algérie.

⁶³ Ce tandem est au centre de la première synthèse des idées de la « guerre révolutionnaire » réalisée par Allard, à l'intention du haut-commandement, à la fin 1956-1957. Elle est reprise dans Paret, *op. cit.*, pp. 30-32.

installées dans les villes et porter les premiers coups aux bandes de l'ALN. Les groupes armés, coupés de leur appui dans les populations, sont ensuite systématiquement poursuivis. Pour l'occasion, des moyens militaires imposants sont réunis, comprenant des unités des Réserves générales. Pendant ce temps, les premières structures d'encadrement des populations dans les agglomérations sont implantées pour préparer la dernière étape.

Les habitants sont appelés à se rallier définitivement à la France. Des officiers les organisent d'abord suivant les principes de Trinquier⁶⁴. Les militaires français s'attendent ensuite à ce que les villageois s'engagent en participant à leur système d'autodéfense et en fournissant des hommes à l'armée qui en est très demandeuse suite aux directives de Challe. Le quadrillage ainsi mis en place substituerait une « organisation en marche » à une occupation passive de postes isolés⁶⁵. Celle-ci est appuyée par une action psycho-politique « moderne » et intense. Mais le plan proposé par Challe se situe, fondamentalement, dans la plus pure tradition de l'école de pensée coloniale.

b) Le déroulement

Suite à sa tournée d'inspection, Challe procède à une planification d'ensemble qui intègre ces innovations aux méthodes employées par l'armée française qui, selon lui, ont fait leurs preuves jusque-là. Il décide de se concentrer sur un gigantesque mouvement d'ouest en est qui agirait à la manière d'un « rouleau compresseur »⁶⁶.

Cette orientation tient compte de l'implantation du FLN/ALN dans les différentes régions de l'Algérie. Le commandant en chef, même s'il souhaite rénover le quadrillage en

⁶⁴ Ces principes sont expliqués en détails dans Trinquier, *op. cit.*, pp. 49-64. Il convient cependant de rappeler qu'une multiplicité de méthodes a toujours existé pendant la guerre d'Algérie et que nombre de responsables de populations s'opposaient à l'approche de Trinquier.

⁶⁵ Les trois étapes sont définies, entre autres, dans SHAT, 1H, 2538, D-1, *Instruction pour la pacification en Algérie*, général Challe, commandement supérieur interarmées de la 10^e Région Militaire, Alger, 10/12/59, pp. 10-11.

place en Algérie, n'entend pas laisser à l'abandon certains secteurs pendant que l'armée se porte sur d'autres⁶⁷. Ce choix limite le nombre d'unités qui peuvent être dégagées en vue des grandes opérations. C'est pourquoi le mouvement doit débiter à l'ouest, dans la région d'Oran, où la Wilaya V⁶⁸ a eu beaucoup de difficultés à s'implanter et représente le maillon le plus faible, hormis les grandes régions désertiques du sud, de la rébellion.

Le 6 février 1959 commencent donc les opérations d'Oranie précédées par une collecte de renseignements. La totalité des réserves générales qui incluent la 10^e DP (forte de 3 régiments de parachutistes), 3 régiments de Légion et les groupements des commandos de l'air sont engagées pendant une période de deux mois dans l'Atlas Tellien. Ces unités se joignent aux troupes qui occupaient déjà la zone et qui participent aux actions.

La concentration des forces armées françaises perturbe considérablement ce qui était jusqu'alors une zone refuge pour les troupes de l'ALN. À partir des estimations fournies par les 2^e Bureaux, le bilan officiel se chiffre à la clôture des manœuvres le 6 avril à une diminution de 50% des effectifs rebelles, de 45% de l'armement individuel et de 28% des armements collectifs⁶⁹. Bien que ces données soient sujettes à caution, le succès global des opérations est néanmoins incontestable⁷⁰. Les incidents répertoriés dans la région chutent brusquement et la Wilaya V est désorganisée, ce qui laisse une plus grande latitude aux efforts d'encadrement des populations entrepris par les militaires français⁷¹.

⁶⁶ Pour avoir une vision d'ensemble de ce mouvement, on peut se référer, tel que présenté à l'annexe II, à un document qui reprend les activités des Réserves générales dans SHAT, 1H, 1933, D-3, *Emploi des réserves générales*. Cette carte donne, pour l'année 1959, les détails des dates et des zones des différentes opérations.

⁶⁷ SHAT, 1H, 1827, D-2, *directive n° 1*, général Challe, commandement supérieur interarmées de la 10^e Région Militaire, Alger, 22/12/58.

⁶⁸ Les Wilayas, qui équivalent à des provinces, sont les plus grandes unités géographiques de l'organisation territoriale implantée par le FLN. Celle-ci s'inspire directement du MTLD de Messali Hadj. Les Wilayas sont divisées en Mintaqas (ou zones), elles mêmes subdivisées en Nahias (ou régions) et ensuite en Kasuras (ou secteurs). Une des meilleures explications des institutions et de l'organisation mises en place par le FLN est celle de Heggoy, *op. cit.*, pp.107-111.

⁶⁹ SHAT, 1H, 1933, D-3, *Évolution de la situation en 1959*.

⁷⁰ Horne, *op. cit.*, pp. 347-348.

⁷¹ SHAT, 1H, 1933, D-3, *Évolution de la situation en 1959*.

La fin des grandes opérations est suivie par une vague de regroupements, la constitution de SAS, la construction d'écoles, de routes et autres ouvrages, l'action d'Équipes médico-sociales itinérantes (EMSI), le recrutement accéléré de supplétifs (souvent eux-mêmes d'anciens combattants de l'ALN) et la mise en autodéfense de plusieurs villages qui étaient acquis au FLN⁷².

Les opérations en Oranie servent de test aux concepts développés par Challe; les résultats sont concluants. Prenant acte de la baisse d'activité dans le Corps d'armée d'Oran, le commandant en chef prélève des unités qui viennent gonfler les effectifs des Réserves générales. Ainsi, à mesure qu'elles progressent vers l'est qui est le véritable cœur de l'insurrection, les troupes de choc gagnent en puissance.

Les bilans détaillés préparés par les états-majors servent d'ébauches pour les grandes opérations qui marquent l'année 1959 et, dans une moindre mesure, 1960. Elles sont mieux connues sous une série d'appellations. Du 18 avril au 19 juin 1959, « Courroie » s'attaque à la Wilaya IV qui est solidement implantée dans l'Algérois. Du 8 au 20 juillet, « Etincelle » se porte sur la chaîne du Hodna qui est à l'intersection des Wilayas I et III. Du 22 juillet 1959 jusqu'au 3 avril 1960, la gigantesque opération « Jumelles » se concentre sur la petite et la grande Kabylie, deux régions qui sont réputées pour leur résistance ancestrale à toute influence étrangère. Les opérations « Pierres précieuses » visent la Wilaya II (Constantinois) à partir du 4 septembre 1959 et continuent pendant la majeure partie de l'année 1960. La région de Constantine abrite les bandes de l'ALN parmi les mieux équipées grâce à la proximité de la frontière tunisienne. La série se poursuit jusqu'à la fin 1960; la méthode lancée en Oranie s'étend progressivement à l'ensemble du territoire algérien.

⁷² SHAT, 1H, 3197, D-4, *Rapport sur les opérations en Oranie du 6 février 1959 au 6 avril 1959*, général

c) Les résultats

Au terme des opérations du plan Challe, l'ALN de l'intérieur cesse d'être une menace sérieuse pour l'armée française⁷³. L'Algérie est solidement quadrillée, la grande majorité des populations musulmanes est placée sous la surveillance vigilante des militaires. Les bandes armées, réduites à une activité minimale, sont pourchassées par des troupes d'intervention aguerries et efficaces.

L'amélioration des performances de l'armée française en Algérie se vérifie par l'augmentation de la proportion d'armes saisies par rapport au nombre d'hommes capturés ou abattus ainsi que par l'évolution en faveur des forces de l'ordre du ratio de pertes lors des accrochages. Les bilans du plan Challe se distinguent, à ce titre, singulièrement de ceux qui les précèdent⁷⁴. L'armée française, qui subissait plus qu'elle ne combattait l'ALN depuis 1954, entrevoit enfin une solution militaire tangible en Algérie.

Les succès du commandant en chef ne l'exemptent pas pour autant de la critique. Les officiers plus traditionnels supportent mal d'être bousculés et les adeptes de la « guerre révolutionnaire » lui reprochent de trop se concentrer sur le volet opérationnel du problème algérien⁷⁵. Cette dernière critique est étonnante puisque le plan Challe laisse une large place à l'action psychologique et aux responsabilités extra-militaires de l'armée⁷⁶. En fait, les tenants de la « guerre révolutionnaire » bénéficient d'une extension sensible de leur domaine d'action durant cette période.

Challe, commandement supérieur interarmées de la 10^e Région Militaire, Alger, 13/4/59.

⁷³ Succès qui est reconnu par les maquisards eux-mêmes et qui a un profond impact sur les rapports de forces au sein du FLN/ALN. Courrière, *op. cit.*, t.2^e, pp. 573-574.

⁷⁴ À l'exception des opérations sur les frontières qui interceptent les convois d'armes. Cette observation est basée sur les données statistiques rassemblées dans SHAT, 1H, 1933, D-1, *Bilans sur les opérations militaires*, 3^e Bureau, Alger.

⁷⁵ Courrière, *op. cit.*, t.2^e, p. 465.

⁷⁶ SHAT, 1H, 2538, D-1, *Instruction pour la pacification en Algérie*, général Challe, commandement supérieur interarmées de la 10^e Région Militaire, Alger, 10/12/59.

La dernière phase des grandes opérations de 1959-1960 prévoit la prise en charge des populations par les militaires. Au travers des regroupements massifs de populations, de la multiplication des SAS et de l'engagement des autochtones aux côtés des forces françaises, le plan Challe donne une impulsion majeure à l'appareil administratif contrôlé par les militaires⁷⁷. Les crédits nécessaires à cet effort sont en grande partie rendus disponibles par le plan de Constantine. Annoncé dans la ville du même nom au début d'octobre 1958, il propose un ambitieux programme d'industrialisation accélérée de l'Algérie sur une période de cinq ans⁷⁸. Les fonds importants débloqués à cette occasion permettent d'adjoindre au versant plus militaire de la pacification celui de la promotion sociale et économique des masses musulmanes⁷⁹.

Parallèlement, les données politiques du problème algérien connaissent une évolution différente. Un véritable tournant est amorcé lors de l'allocution du général de Gaulle du 16 septembre 1959. Le chef de l'État annonce son intention de procéder, à terme, à une consultation libre sur le statut futur de l'Algérie. Les Algériens auront droit à l'autodétermination. Trois options sont proposées : l'intégration, la sécession ou la reconnaissance de la souveraineté algérienne assortie de liens étroits avec la France. De Gaulle se prononce, indirectement, en faveur de la dernière⁸⁰.

Ce discours rejette la perspective de l'Algérie française qui était au centre de l'action de l'armée et dominait dans les discussions politiques sur l'avenir des trois départements algériens. L'idée de l'autodétermination provoque une onde de choc. Chez les Pieds-noirs et leurs alliés en métropole, c'est la consternation. L'armée, quant à elle, est profondément

⁷⁷ SHAT, 1H, 1933, D-3, *Évolution de la situation en 1959*.

⁷⁸ Droz et Lever, *op. cit.*, pp. 197-198.

⁷⁹ SHAT, 1H, 2538, D-1, *Instruction pour la pacification en Algérie. Annexe 11 : crédits pour la pacification*, général Challe, commandement supérieur interarmées de la 10^e Région Militaire, Alger, 10/12/59.

⁸⁰ Horne, *op. cit.*, pp. 358-361.

troublée et s'interroge sur le sens à donner à sa mission⁸¹. Après avoir obtenu des résultats aussi prometteurs dans l'année, inquiet de les voir compromis, Challe n'hésite pas à appuyer auprès de ses officiers « la plus française » des trois options proposées⁸². À partir du discours sur l'autodétermination, les divergences entre les militaires et le pouvoir civil s'aggravent.

Le général Challe quitte son poste de commandant en chef en Algérie le 22 avril 1960. Son plan a institué un certain nombre d'innovations, dont l'abandon des combinaisons bouclage/ratissage effectuées a priori au profit d'opérations menées sur renseignements précis, l'organisation de « commandos de chasse » et la planification sur une plus longue durée de l'action de l'armée pour une même région. Mais la véritable nouveauté qu'aura apportée la venue de Challe aux commandes est la coordination effective des efforts des militaires sur l'ensemble du territoire.

Les promoteurs de la « guerre révolutionnaire » se sont assurés d'une position influente à la suite de la « bataille d'Alger », ascendant qui est confirmé dans la foulée des événements de mai 1958. Le plan Challe, bien qu'il se concentre sur les dimensions opérationnelles, offre une chance unique de généraliser la doctrine et, par ricochet, l'emprise de ses défenseurs sur l'Algérie entière. Les limites de leur action se retrouvent essentiellement dans l'armée elle-même qui exerce le contrôle effectif de régions entières⁸³.

Les grandes opérations lancées suite à l'expérience menée en Oranie se soldent par une victoire sans équivoque sur les troupes de l'ALN. Pourtant, alors que la situation militaire s'améliore sensiblement, que les investissements consentis promettent un

⁸¹ SHAT, 1H, 1933, D-3, *Évolution de la situation en 1959*.

⁸² SHAT, 1H, 2538, D-1, *Instruction pour la pacification en Algérie*, général Challe, commandement supérieur interarmées de la 10^e Région Militaire, Alger, 10/12/59.

développement économique sans précédent, le gouvernement français se dit prêt à reconnaître une entité algérienne indépendante. Ce paradoxe entraîne une cassure entre les militaires et les autorités politiques.

-III- Le putsch d'avril 1961

À mesure que se précisent les intentions de de Gaulle quant au futur de l'Algérie, les militaires manifestent de plus en plus leur impatience. Pour nombre d'entre eux, la politique algérienne du gouvernement est inacceptable. Certains officiers en viennent à envisager la révolte espérant, comme en mai 1958, changer le cours des événements.

Nous verrons tour à tour les prémisses du soulèvement, les motifs qui poussent les militaires à s'insurger, les principaux courants d'opinion qui ont cours au sein de l'armée et les événements entourant le putsch lui-même.

a) Les prémisses

Malgré les efforts déployés par de Gaulle pour contrôler les éléments les plus politisés de l'armée française en Algérie au lendemain de son retour au pouvoir, nombre d'entre eux se maintiennent en poste et étendent même leur influence.

Le général Massu conserve le commandement du Corps d'armée d'Alger. Son entourage réunit nombre d'officiers parmi les plus activistes⁸⁴. Il inclut, entre autres, les colonels Jean Gardes, chef du 5^e Bureau à Alger, Antoine Argoud, chef d'état-major de Massu, et Yves Godard, lui-même ancien chef d'état-major de Massu pendant la « bataille d'Alger », nommé responsable des services de sécurité⁸⁵.

⁸³ La « guerre révolutionnaire » ne fait pas l'unanimité, comme l'a mis en évidence le deuxième chapitre.

⁸⁴ Nous avons vu plus haut le rôle que joua cet entourage dans la « bataille d'Alger » et ses excroissances.

⁸⁵ Horne, *op. cit.*, pp. 357-359.

Avec l'aval du général Challe et, surtout, celui de Massu, ces hommes entretiennent des rapports avec les groupements ultras d'Alger⁸⁶. La déclaration du général de Gaulle reconnaissant aux Algériens le droit à l'autodétermination marque pour Argoud, Gardes et Godard un point de non-retour. Leur frustration rejoint celle des meneurs des mouvements pieds-noirs ultras qui entendent manifester avec virulence leur opposition à cette politique.

Massu joue un rôle de détonateur dans cette situation explosive. Le 22 janvier 1960, il est relevé de ses fonctions à Alger après avoir critiqué sévèrement en public l'optique sur l'Algérie adoptée par de Gaulle. Le lendemain, des manifestations sont prévues à Alger avec la collaboration des colonels activistes qui voient dans le départ de Massu l'annonce du leur. Elles inaugurent la « semaine des barricades ».

Les manifestants sont encadrés par des groupes armés appartenant, entre autres, au Front national français (FNF) d'Ortiz renforcé par les Unités territoriales (UT) de choc commandées par le colonel Thomazo⁸⁷. Une myriade de groupements rassemblant des mouvements nationaux, patriotiques et d'anciens combattants se mobilisent aussi pour l'occasion. Ils sont chapeautés par le Comité d'entente des mouvements nationaux dirigé par le colonel Gardes⁸⁸.

Les autorités tentent d'empêcher le rassemblement. On envoie des renforts aux forces de l'ordre à Alger pour former des barrages⁸⁹. Cependant, plusieurs des officiers ainsi que des soldats dépêchés sympathisent avec les manifestants. Parmi ceux-ci, le colonel Broizat qui commande au 1^{er} RCP, le colonel Dufour à la tête du 1^{er} REP et le 3^e RPIMa. même si son chef, le colonel Bonnival, prend parti pour le respect de la position gouvernementale. Les parachutistes s'opposent mollement aux passages de groupes qui se

⁸⁶ Courrière, *op. cit.*, t. 2^e, pp. 480-481.

⁸⁷ Les Unités territoriales sont formées par des volontaires pied-noirs et servent à l'armée de « supplétifs européens ».

dirigent vers les lieux de rassemblement alors qu'ils ont pour mission de former un cordon de protection. Au soir du 24 janvier, une fusillade éclate lorsque les CRS et les gendarmes, fidèles au gouvernement, tentent de disperser la foule. L'incident est d'autant plus grave que le 1^{er} RCP et le 1^{er} REP, prévus dans la manœuvre, ne réagissent pas aux ordres.

Le général Challe veut éviter les effusions de sang. Le commandement militaire d'Alger est noyauté par les officiers activistes ou sympathisants et les unités chargées de maintenir l'ordre refusent d'intervenir lorsqu'elles ne fraternisent pas avec les manifestants. Le délégué général Paul Delouvrier, premier représentant du gouvernement, se retrouve isolé et impuissant. Les parachutistes tiennent le rôle d'arbitre, ce qui correspond aux intentions du trio Argoud, Gardes et Godard.

Le gouvernement refuse pourtant de céder à la pression et l'impasse s'installe pendant près d'une semaine. Devant la volonté réaffirmée du pouvoir de poursuivre sa politique algérienne et la stagnation du mouvement, les manifestations s'étiolent au soir du 31 janvier. La fin de la « semaine des barricades » sonne le glas pour l'antenne la plus active des 5^{es} Bureaux. Ceux-ci sont démantelés et leurs fonctions redistribuées entre les services de l'état-major interarmées et le gouvernement général. La plupart des officiers qui restent rejoignent la section « problèmes humains » attachée aux 3^{es} Bureaux⁹⁰. Les Unités territoriales sont dissoutes et les officiers les plus impliqués sont sanctionnés.

Cette épuration ne peut, cependant, entamer la sympathie latente de l'armée envers les idées défendues par les manifestants. Le corps des officiers est démoralisé par la tournure des événements⁹¹. Le fossé qui sépare la politique du gouvernement des opinions dominantes chez les militaires s'accroît au cours de l'année 1960. Le gouvernement accélère

⁸⁸ Courrière, *op. cit.*, t.2^e, pp. 480-482.

⁸⁹ Courrière détaille les forces en présence. *Ibid.*, pp. 512-513.

⁹⁰ Le parcours des 5^{es} Bureaux est l'objet de la section II a) du deuxième chapitre.

le rétablissement de l'autorité civile pendant la période de répression qui suit la « semaine des barricades ». C'est le premier acte d'une série de vexations qui poussent certains officiers à la révolte.

Au printemps éclate « l'affaire Si Salah » du nom du dirigeant de la Wilaya IV (Algérois). Celui-ci, accablé par les opérations du plan Challe, accepte une trêve partielle dans le cadre de la « paix des braves ». Avec son état-major, il ira jusqu'à rencontrer le général de Gaulle le soir du 10 juin 1960 dans des circonstances rocambolesques⁹². Le 14 juin, dans une allocution, celui-ci ouvre pourtant la voie à des discussions avec le Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA)⁹³. Les militaires français qui sont au courant des tractations avec le chef de la Wilaya IV sont scandalisés. Cette trêve partielle représentait pour eux la première étape de la réalisation de leur objectif, une paix séparée avec l'ALN de l'intérieur, qui permettrait enfin à l'Algérie de procéder à l'intégration des musulmans « égarés »⁹⁴.

Les tensions s'aggravent lorsque, dans sa déclaration du 4 novembre 1960, de Gaulle reconnaît l'éventualité d'une « Algérie algérienne » et d'une « République algérienne ». Un pas décisif est franchi, les militaires n'ont plus d'illusions quant au résultat final pour l'Algérie de leur obéissance au gouvernement. Les éléments contestataires commencent à se réunir autour des officiers qui refusent ce résultat⁹⁵. Lors de la visite de de Gaulle en Algérie en fin d'année, les manifestations se succèdent et, pour la première fois, les musulmans sortent en masse pour signifier leur appui à l'indépendance.

⁹¹ Ambler, *op. cit.*, p. 261.

⁹² L'épisode est raconté en détail par Courrière, *op. cit.*, t.2°, pp. 617-645.

⁹³ Organe qui a remplacé le CCE et qui dirige officiellement le FLN depuis septembre 1958.

⁹⁴ Un bon exemple de la thèse de la « trahison » de de Gaulle telle que perçue par les militaires et du rôle crucial qu'à tenu l'affaire Si Salah dans la défaite de la France en Algérie est dans Tripiet, *op. cit.*, pp. 434-447.

⁹⁵ Courrière, *op. cit.*, t.2°, pp. 777-784.

Le 30 décembre 1960, le général Challe démissionne de son poste de commandant en chef du centre Europe à l'OTAN en guise de protestation. Chef militaire très populaire dans l'armée, il est courtoisé avec diligence par les milieux contestataires. Il s'engage finalement à leurs côtés le 12 avril 1961 au lendemain d'un discours où de Gaulle conclut que la décolonisation est dans le meilleur intérêt de la France.

b) Motifs de révolte

Le choix fait par certains militaires de s'opposer au gouvernement constitue un geste lourd de conséquences. Il a sans aucun doute été facilité par le précédent qu'ont établi les événements de mai 1958 et par le fait que l'armée exerce l'autorité effective en Algérie. La rébellion militaire se heurte néanmoins à une puissante tradition républicaine, au devoir de discipline. Seuls les plus graves motifs pourraient la justifier.

En premier lieu, notons qu'au moins depuis 1957, le gouvernement laisse les coudées franches à l'armée quant à l'interprétation de sa politique à l'égard de l'Algérie. Les militaires prennent l'initiative d'étendre et d'interpréter, selon leur propre perspective, les énoncés fragmentaires des dirigeants politiques sur l'Algérie. Ils en arrivent à fixer un programme axé sur trois affirmations immuables. D'abord, l'Algérie est et demeurera terre française. Ensuite, une promotion sociale, économique et politique des populations musulmanes est nécessaire. En dernier lieu, pour s'assurer de cette promotion à la fin des combats, les institutions algériennes doivent être profondément réformées, préférablement dans le sens d'un despotisme éclairé, afin de mettre en branle un véritable processus d'intégration⁹⁶.

Ces assertions forment la politique algérienne des militaires. Elles sont, pour une majeure partie, développées et propagées par les 5^{es} Bureaux et s'accordent avec la « guerre

⁹⁶ Girardet, « Civil and military... », pp. 137-139.

révolutionnaire »⁹⁷. Soulignons cependant leur acceptation plus large dans le corps des officiers qui peuvent y voir ce qu'ils veulent. Ces affirmations deviennent autant de devoirs à respecter pour le gouvernement français, faute de quoi les militaires se sentent dégagés de leur serment d'obéissance⁹⁸.

Deuxièmement, les militaires français en Algérie croient avoir trouvé un mode de combat efficace avec le plan Challe. Les grandes opérations auxquelles il donne lieu se doublent des mesures économiques généreuses du plan de Constantine qui donnent tout son sens à la promotion des masses musulmanes. L'amélioration de la situation leur laisse croire qu'une solution militaire au problème est à portée de main. « L'affaire Si Salah » les conforte dans cette opinion et l'orientation prise par de Gaulle s'apparente d'autant plus à un abandon inadmissible. Il faut ajouter à cela que « l'honneur » des militaires réclame la victoire, surtout dans le cas de la guerre d'Algérie qui fait suite à une série de défaites⁹⁹.

Finalement, les officiers français envoyés dans les colonies sont liés moralement et sentimentalement à un Empire qui est largement issu de leur impulsion¹⁰⁰. Certains sont eux-mêmes Pieds-noirs et admettent difficilement de voir disparaître ce qu'ils considèrent être leur patrie. D'autres sont marqués par le souvenir affligeant de la retraite d'Indochine à l'issue de laquelle les Vietnamiens qui s'étaient ralliés à la France ont été abandonnés à leur sort malgré les assurances de l'armée. Cet « engagement sur l'honneur » de ne pas abandonner leurs partisans est répété par les militaires français en Algérie. Au cours du plan Challe, il devient une pratique systématique, plus particulièrement chez les officiers SAS qui sont en contact direct avec les populations¹⁰¹.

⁹⁷ Ambler, *op. cit.*, p. 219.

⁹⁸ Girardet, « Problèmes moraux ... », p. 199.

⁹⁹ Ambler, *op. cit.*, pp. 283-284.

¹⁰⁰ Girardet, « Problèmes moraux ... », p. 196.

¹⁰¹ SHAT, 1H, 2538, D-1, *Instruction pour la pacification en Algérie, général Challe, commandement supérieur interarmées de la 10^e Région Militaire, Alger, 10/12/59.*

Lors des procès qui ont suivi la révolte d'avril 1961, bon nombre d'officiers se sont justifiés de leur désobéissance par le gage qu'ils avaient donné aux populations dont ils avaient la charge¹⁰². Si une telle défense répond aux conventions et masque parfois des motifs moins avouables, il n'en demeure pas moins que la perspective de l'indépendance algérienne provoque une profonde crise de conscience chez les militaires français.

Ces motifs rassemblent un groupe diversifié d'officiers déterminés à s'opposer à l'orientation prise par de Gaulle, lequel a déjà entamé dans le courant de l'année 1960 des pourparlers préliminaires avec les dirigeants de la rébellion.

c) Les groupes en présence

Une grande variété d'opinions n'a jamais cessé d'exister dans les rangs de l'armée française pendant la guerre d'Algérie¹⁰³. À la veille du putsch, quatre courants principaux se manifestent.

Un premier rassemble les officiers dont les opinions se conforment aux traditions de l'armée française. Ce courant est lui-même subdivisé en deux groupes. Il y a d'abord celui des officiers métropolitains dont les idées conventionnelles sur la « grande armée » de la France sont heurtées par le processus de modernisation autour de l'arme atomique entrepris par de Gaulle. Les mesures sévères de restriction en matière politique limitent cependant leur opposition à une résistance essentiellement passive¹⁰⁴.

D'autre part, certains des officiers envoyés dans les possessions françaises s'inspirent directement de l'école militaire coloniale traditionnelle¹⁰⁵. C'est le cas d'une majorité des officiers SAS qui sont, à bien des égards, les héritiers des Bureaux arabes et de leurs

¹⁰² Ambler, , *op. cit.*, pp. 289-291.

¹⁰³ Comme le deuxième chapitre l'a mis en évidence.

¹⁰⁴ Chantebout, *op. cit.*, pp. 205-206.

¹⁰⁵ Les bases de celle-ci sont définis dans la section I b) au premier chapitre.

pratiques « paternalistes »¹⁰⁶. Avec certaines nuances, on peut aussi inclure les généraux Jouhaud, Zeller et Challe dans cette mouvance. Notons cependant que la plupart des militaires qui partagent cette optique coloniale traditionnelle s'abstiennent de participer à l'insurrection qui se prépare, malgré le profond désarroi que ne manquerait pas de provoquer en eux la fin de la présence française en Algérie.

Ces officiers, dans la lignée des Galliéni et Lyautey, consentent à la nécessité d'une action de l'armée en Algérie qui dépasse les cadres militaires usuels en Europe. Mais ils se résignent difficilement à franchir le pas de la désobéissance aux autorités civiles. Même s'ils admettent ses dimensions opérationnelles, ils rejettent la politisation des troupes et la surenchère idéologique inhérentes à la « guerre révolutionnaire »¹⁰⁷.

Cette doctrine fédère un deuxième courant avec lequel nous sommes déjà familiers. Son centre de gravité en Algérie est constitué par les 5^{es} Bureaux et ensuite, après la dissolution de ces derniers au début 1960, les officiers qui en sont issus. On retrouve aussi la liste d'officiers penseurs qui ont tenu un rôle actif dans les rébellions militaires précédentes et qui, pour la plupart, sont « éloignés » en France au début 1961. Dans les semaines qui précèdent le putsch, les Argoud, Broizat, Godard, Garde et Vaudrey se réunissent dans les locaux de l'école militaire où Lacheroy donne des conférences à des officiers de réserve¹⁰⁸.

Soulignons la distance qui sépare ces hommes de ceux des états-majors. Ils se situent en majorité au rang de colonel qui est à la limite supérieure du deuxième cercle hiérarchique dans l'armée française. Leurs ambitions ne se sont pas encore pleinement réalisées et, advenant l'échec d'une conjuration, ils ont moins à perdre. Cette distanciation est accrue par

¹⁰⁶ Ambler, *op. cit.*, p. 181.

¹⁰⁷ Paret, *op. cit.*, p. 103. Voir aussi les sections I b) et c) du deuxième chapitre.

¹⁰⁸ Courrière, *op. cit.*, t.2°, p.787.

une expérience indochinoise qui les unit, même s'ils ne l'ont pas tous connue¹⁰⁹. De plus, il ne faut pas perdre de vue que les anciens responsables des 5^{es} Bureaux ont exercé un contrôle sur l'essentiel de l'information circulant en Algérie durant les années où la « guerre révolutionnaire » passait pour la politique officielle.

Plusieurs tendances ont cours au sein même du groupe des « révolutionnaires ». Les plus modérés préfèrent parler d'un renouvellement des valeurs patriotiques grâce à un élan salvateur initié par l'armée. D'autres vont jusqu'à s'acoquiner avec des mouvements d'extrême-droite et appuient des tendances ultra-catholique ou fasciste¹¹⁰. La constante derrière ces inclinations diverses est que le programme politique de la « guerre révolutionnaire », aussi sommaire soit-il, dresse irrédûctiblement ses adhérents contre le gouvernement de la V^e République à la suite de l'orientation qu'il a prise quant au statut futur de l'Algérie.

Autour des Réserves générales s'est créée une autre mouvance de militaires que Fortmann nomme les « aventuriers »¹¹¹. Outre le colonel Bigeard qui est son représentant le plus connu¹¹², ce courant domine parmi les effectifs de la Légion et des parachutistes. Ces unités réunissent l'élite des troupes de choc qui participent à toutes les grandes opérations. Leur situation privilégiée développe chez elles un véritable esprit de clan¹¹³.

Conscientes de leur valeur – elle leur est constamment rappelée par la couverture médiatique dont ils bénéficient et les honneurs qu'on leur accorde – ces troupes vouent un

¹⁰⁹ Girardet écrit à ce sujet : « Ce sont chez eux, capitaines ou jeunes commandants [qui ont connu l'Indochine], que les sentiments d'humiliation et de colère se trouvent le plus fortement exprimés. Mais ce n'est pas seulement le pouvoir, le régime et ses institutions qu'ils mettent en cause; c'est aussi la lourdeur et la sclérose de l'appareil militaire, son inadaptation aux nécessités de la lutte qu'il eut pour tâche de mener, la mauvaise conduite de beaucoup d'opérations, le conformisme et la routine où le commandement leur a souvent semblé figé. Ils tendent à associer dans un même refus l'ordre politique établi et les structures présentes du corps militaire, à condamner solidairement les dépositaires du pouvoir et certains de leur chefs ». Girardet, « Problèmes moraux ... », pp. 165-166.

¹¹⁰ Ambler, *op. cit.*, pp. 320-325.

¹¹¹ Fortmann, *op. cit.*, pp. 153-154.

¹¹² Son cas est abordé à la section I b) du présent chapitre.

culte aux valeurs guerrières les plus rudimentaires. Leur implication dans les soulèvements militaires répond pour une large part au respect d'un « code d'honneur » qui comprend la poursuite de la gloire par le combat, donc le refus de la reddition et de la défaite, un esprit de chevalerie chrétienne, la loyauté personnelle envers son commandant et la cohésion d'une confrérie avec ses règles strictes¹¹⁴.

Dans cet esprit, la mansuétude dont fait preuve le pouvoir à l'égard de la rébellion est une manifestation irrecevable de faiblesse. La défiance des parachutistes et de la Légion est d'autant plus vive que le plan Challe, auquel ils ont participé au premier chef, n'a pas manqué de les convaincre qu'ils tenaient enfin cette insaisissable victoire militaire.

Finalement, un dernier groupe est composé des officiers qui manifestent une attitude « loyaliste » à l'égard du gouvernement. Pour différentes raisons, ils s'opposent à toute intervention de l'armée dans les débats politiques¹¹⁵. Plusieurs sont des gaullistes qui ont noué des liens particuliers avec le général au cours de la Seconde Guerre mondiale ou qui partagent ses idées et qui sont prêts à suivre ses ordres même s'ils les désapprouvent. Cet entourage en vient à occuper l'essentiel des postes du commandement militaire tant à Paris qu'à Alger. D'autres répugnent tout simplement à voir transgresser un interdit. Enfin, la dialectique psycho-politique de la « guerre révolutionnaire » n'emporte pas toutes les convictions et des officiers en viennent à s'opposer avec véhémence aux outrances auxquelles elle peut conduire¹¹⁶.

¹¹³ Girardet, « problèmes moraux ... », pp.167-168.

¹¹⁴ Ambler, *op. cit.*, p. 282.

¹¹⁵ Le général Crépin écrit dans une directive générale à cet effet : « Les événements de janvier ont montré quels immenses dangers comportent pour l'armée et pour le pays tout entier une tentative d'orientation et de contrôle de l'activité politique des FSE [Français de souche européenne] par quelques éléments militaires. Il faut que les conclusions en soient clairement tirées et que l'armée se tienne à l'écart de toute discussion politique des milieux FSE ». SHAT, 1H, 1113, D-1, *Directive générale concernant l'action psychologique*, général Crépin, commandant en chef, 11/7/60, Alger.

¹¹⁶ Ambler, *op. cit.*, pp. 325-326.

En définitive, une telle répartition est relativement arbitraire et sert surtout à mettre en évidence les teintes qui composent un tableau complexe. L'exemple du général Massu illustre bien les difficultés que rencontre toute classification. Il partage à bien des égards les idées de la « guerre révolutionnaire », s'identifie au clan des « aventuriers » et s'abstient, dans la mesure du possible, de remettre en cause l'autorité civile. Au-delà de ces filiations, nous verrons comment les militaires ont réagi lorsqu'un groupe a décidé de s'opposer ouvertement au gouvernement et leur a imposé de faire un choix.

d) Les événements

À mesure que s'accroît le mécontentement chez les militaires, les oppositions se concentrent autour de quelques pôles d'attraction. Il y a d'abord Madrid où Salan s'est exilé avec des proches. Il tente de maintenir des liens avec les milieux activistes d'Algérie et compte bien tirer profit de troubles éventuels pour s'imposer. Il s'associe à Jean-Jacques Susini avec lequel il pose les premières bases de l'Organisation armée secrète (OAS). Il y a ensuite le groupe des « officiers révolutionnaires » qui, comme nous l'avons mentionné plus haut, se retrouvent pratiquement tous en France après avoir manifesté leur insoumission ou l'avoir encouragé en Algérie. Le « soviet des colonels » forme tout naturellement un groupe de réflexion autour de Lacheroy. Troisièmement, malgré les sanctions qui ont frappé leurs commandants, les unités de parachutistes et de la Légion impliqués dans la « semaine des barricades » demeurent en état d'effervescence. Enfin, le colonel Blignières, officier supérieur à Paris, joue un rôle de fédérateur au travers de son réseau de relations dans les hautes sphères militaires et politiques¹¹⁷.

Lorsque Challe se rallie aux insurgés le 12 avril, le mouvement remplit une condition essentielle à sa concrétisation : à sa tête il a un chef prestigieux susceptible d'entraîner

¹¹⁷ Courrière, *op. cit.*, t.2°, pp. 779-781.

l'armée à sa suite. La décision est prise d'agir rapidement devant l'imminence de l'ouverture de négociations entre les dirigeants du FLN et le gouvernement. Les prises de contact s'intensifient et, à la veille du putsch, les leaders de la révolte comptent sur le concours du 1^{er} REP, du 27^e Dragons, du 1^{er} REC, du 18^e RCP, du 14^e RCP et du 2^e REC. Ces unités, où prédominent nettement les parachutistes et la Légion, doivent servir d'avant-garde à un mouvement de rébellion qui s'étendrait progressivement à l'ensemble de l'Algérie¹¹⁸.

En annonçant au début avril, à l'état-major interarmées d'Alger, une trêve unilatérale prochaine, Gambiez contribue à envenimer la situation. La date de l'insurrection est fixée au 20 avril. Le jour venu, la plupart des chefs putschistes font leur entrée sur le territoire algérien pour constater que les préparatifs sont insuffisants et que le coup d'État doit être remis de 24 heures. Cet incident reflète le manque d'organisation et l'improvisation qui affecteront l'ensemble des initiatives des insurgés pendant le putsch.

Dans la nuit du 21 au 22 avril, des éléments du 1^{er} REP s'assurent du contrôle des points stratégiques d'Alger. Le commandant en chef Gambiez et ses plus proches collaborateurs sont emprisonnés, Morin, le délégué du gouvernement, et son équipe sont confinés au palais d'été. Challe enregistre une proclamation le samedi 22 avril au matin dans laquelle il annonce la prise de contrôle d'Alger et demande la révocation du gouvernement qui a adopté une attitude inacceptable au sujet de l'avenir de l'Algérie.

S'engage alors un processus de négociation avec tous les commandants en exercice en Algérie pour les convaincre de suivre le mouvement de révolte. Les régiments de choc tiennent parole et marchent en majorité avec les généraux d'Alger.

¹¹⁸ Ambler, *op. cit.*, p. 347.

Pourtant, les conversations aboutissent à des résultats décevants dans l'ensemble. L'armée de l'air¹¹⁹ et la marine ne participent pratiquement pas au soulèvement. Le commandant du corps d'armée de Constantine, le général Gouraud, qui avait promis son appui aux putschistes se fait hésitant. Or, son adhésion est capitale puisque l'essentiel des troupes françaises stationnent dans l'Est algérien. Déjà, son emprise sur les unités qu'il commande est mise en doute. Certaines, comme la plupart de celles des Réserves générales, nouent des liens directs avec les insurgés. D'autres, comme celles des généraux Fourquet et Ailleret, s'associent aux autorités civiles pour s'opposer activement au soulèvement militaire. La situation est encore plus désespérée dans le corps d'armée d'Oran. Son commandant, le général Pouilly, se déclare fidèle au gouvernement et le colonel Brothier, chef de la Légion à Sidi-Bel-Abbès, refuse d'engager ses régiments dans toute action compromettante.

Globalement, les putschistes ne contrôlent qu'Alger et ses environs et ne peuvent compter que sur quelques unités de choc. Le mouvement s'enlise dans une passivité générale. Les partisans et les opposants affirmés du putsch forment une minorité. Les uns et les autres tentent de s'assurer le concours des officiers en place qui se réfugient, dans leur grande majorité, dans une position attentiste¹²⁰.

Le 23 avril, Salan arrive à Alger. Cette présence complique la tâche de Challe qui s'oppose à la participation des organisations pieds-noirs que Salan, lui, ne manque pas de soulever. De plus, les deux hommes nourrissent certaines inimitiés qui fragilisent la

¹¹⁹ Malgré la présence à la tête du putsch de Jouhaud et de Challe, tout deux issus de ses rangs.

¹²⁰ Girardet, « Problèmes moraux ... », pp. 212-213.

direction de l'insurrection¹²¹. Le soir, le général de Gaulle livre un discours intransigeant envers les conjurés et s'adresse directement à la troupe pour qu'elle s'oppose à leurs visées.

À partir de l'allocution du président de la République, la situation dégénère rapidement pour les putschistes. Militaires de carrière pour la plupart, ils ont négligé la réaction du contingent qui se révèle vive à leur rencontre. La même fracture s'observe en ce qui concerne la « guerre révolutionnaire » qui demeure l'apanage d'un groupe de militaires de carrière qui néglige la réaction des appelés souvent considérés comme une masse inerte. Les officiers qui étaient demeurés passifs jusque-là s'alignent sur la position du gouvernement et le mardi 25 avril Challe se rend aux autorités. Les plus résolus optent pour la clandestinité et rejoignent les rangs de l'OAS dont les activités terroristes connaîtront une grande recrudescence.

L'autodétermination accordée par de Gaulle aux Algériens en septembre 1959 brise les espoirs placés par les militaires dans l'action combinée du plan Challe et du plan de Constantine. La rupture entre la politique algérienne du gouvernement et celle souhaitée par les militaires s'accroît au fil de l'année 1960. La mention d'une « Algérie algérienne » lors d'un discours du président de la République en novembre 1960 consomme le divorce.

Le maintien de la présence française en Algérie et la promotion des masses musulmanes étaient devenus, entre autres grâce au discours de la « guerre révolutionnaire », un véritable dogme que le gouvernement ne pouvait pas contester. De plus, les militaires, conscients des succès du plan Challe, ont l'impression qu'on tente de les priver de la victoire. Outre le rachat des humiliations successives que l'armée française avait subies,

¹²¹ Challe a remplacé Salan à la tête de la 10^e RM à la fin 1958. Outre que Salan a été affecté à un poste largement honorifique par la suite en tant que gouverneur militaire de Paris, les deux hommes avaient de

cette victoire était nécessaire au maintien d'un Empire auquel étaient liés plus personnellement plusieurs des officiers envoyés outre-mer. Ces motifs sont d'autant plus profonds que la désobéissance a des conséquences graves. Lors du putsch, nombre des officiers qui partagent ces griefs hésitent à s'engager par craintes des sanctions.

Les courants qui animent la société militaire à la veille de l'insurrection peuvent être classés en quatre catégories. Il y a d'abord un groupe plus traditionnel qui se résigne difficilement aux bouleversements auxquels l'armée fait face. Deuxièmement, on retrouve la tendance qui réunit les théoriciens et les adhérents de la « guerre révolutionnaire ». Associé à eux, un troisième groupe est composé essentiellement des troupes de choc qui communient autour de valeurs spartiates. Finalement, une dernière tendance s'oppose aux débordements politiques de l'armée. Ces courants ne sont pas exclusifs et plusieurs militaires appartiennent à plus d'un.

Le putsch lui-même met en évidence la variété des opinions qui ont cours dans l'armée. Dirigée par des officiers aux idées plus conventionnelles, alimentée par des colonels qui s'improvisent penseurs politiques et réalisée par des unités d'élite, la révolte paralyse la grande majorité de l'armée française en Algérie. Incapables de se risquer à désobéir, mais ne pouvant se rallier au sort promis à l'Algérie française, les officiers en sont réduits pour la plupart à une vague neutralité sympathisante.

Après avoir contribué à miner le principe de soumission aux autorités civiles, la « guerre révolutionnaire » a participé à l'effondrement d'un autre pilier de la mentalité militaire : celui de l'unité de l'armée. Au lendemain du putsch, l'armée française en Algérie cesse d'être un élément actif dans l'évolution de la situation. Désarticulée, on ne peut plus lui confier qu'une mission d'occupation passive.

profondes divergences d'opinions tant en termes strictement militaires que sur les destinées de l'Algérie.

Conclusion

La « bataille d'Alger », le plan Challe et le putsch d'avril 1961 marquent des étapes importantes de l'histoire de la « guerre révolutionnaire » en Algérie. La première consacre l'adoption officielle de la doctrine par les autorités. Les officiers « indochinois » obtiennent le contrôle d'Alger, centre administratif et politique de la présence française en Algérie, en échange de la promesse d'une éradication des activités du FLN.

Les résultats concluants ainsi obtenus ouvrent la voie à une généralisation de l'emploi de méthodes brutales. Ces méthodes accentuent une dérive morale que les adhérents à la « guerre révolutionnaire » sont prêts à endosser, ce qui témoigne de la pénétration chez eux de concepts totalitaires¹²². La « bataille d'Alger » est aussi un épisode important dans le transfert d'autorité des civils aux militaires. Considérant l'ascension des 5^{es} Bureaux au sein du haut-commandement, ce transfert porte en lui leur triomphe en Algérie. Le rôle qu'ils jouent dans les événements qui ont mené à la chute de la IV^e République en atteste.

Pourtant, l'arrivée de de Gaulle au pouvoir amorce un retour de la primauté des autorités civiles. Cette évolution n'est pas claire dans les débuts de la V^e République. Le plan de Constantine et les offensives du général Challe portent plutôt les militaires à croire que le gouvernement reprend le programme d'Algérie française tel que le réclamaient les manifestants d'Alger en mai 1958. Ce qui échappe aux officiers français, c'est que les résultats obtenus par les réformes et les opérations du général Challe n'éteignent pas le soulèvement et mettent en évidence la nécessité d'une véritable solution au problème algérien qui ne peut-être que politique. Outre le fait que les regroupements généralisés et la

Horne, *op. cit.*, pp. 469-470.

¹²² Paret, *op. cit.*, pp. 75-76.

présence écrasante de l'armée sur tout le territoire imposent des coûts inacceptables, la victoire militaire à court terme n'est pas forcément durable.

Pour les tenants de la « guerre révolutionnaire », les grandes opérations d'est en ouest propres au plan Challe ouvrent la perspective d'une implantation profonde et entière. Même s'ils reprochent à Challe de se soucier plus de tactique que de stratégie, au sens très large qu'ils lui donnent, l'organisation des populations par l'armée, incluse dans la dernière étape de son programme de pacification, laisse une large place à l'action psychologique des 5^{es} Bureaux. Le plan Challe achève à bien des égards la militarisation de l'Algérie. Si le général Challe préfère s'abstenir, autant que possible, de débordements politiques pendant qu'il est commandant en chef en Algérie, les « officiers révolutionnaires », qui ne s'embarrassent pas de telles réserves, bénéficient pendant son séjour d'une large extension de leur action.

À mesure que se précise l'intention du gouvernement d'arriver à une paix négociée avec les dirigeants du FLN, les réticences des militaires vont croissant. Les cadres de l'armée défendent dans leur grande majorité l'Algérie française qui est remise en cause par la politique suivie par de Gaulle. Au moment du putsch, quatre tendances principales se dégagent chez les militaires : les traditionalistes, les « Indochinois », les aventuriers et les loyalistes. Ces courants d'opinion influencent directement le degré d'engagement des officiers et des troupes envers les insurgés. Si la plupart s'opposent à la politique algérienne du gouvernement, peu prennent parti ouvertement soit pour la révolte soit pour la défense de la légalité.

Les partisans de la « guerre révolutionnaire », impliqués en grande majorité dans le putsch, composent seulement une faction pendant l'insurrection. Si leur discours a sans aucun doute contribué à la politisation de l'armée, la rébellion militaire permet de constater

le peu de profondeur des adhésions qu'ils ont emportées. Plusieurs des anciens éléments des 5^{es} Bureaux iront rejoindre l'OAS au lendemain de l'échec du *pronunciamiento*. Les idées de la « guerre révolutionnaire » seront alors poussées dans leurs derniers retranchements, mettant le point final à un long processus de radicalisation.

Conclusion

Les chapitres qui précèdent ont cherché à situer la « guerre révolutionnaire » dans l'enchaînement complexe des événements qui marquent la guerre d'Algérie. Le premier rappelle les sources variées de la doctrine. Ces sources sont en partie masquées par le « jeu de miroirs » qui est à la base de la « guerre révolutionnaire ». Il entraîne une forme d'autohypnose où les théoriciens cherchent à confirmer l'image qu'ils se font de la technique de leur adversaire en adoptant eux-mêmes sa présumée méthode. Cette mécanique demeure cependant superficielle puisqu'une étude plus détaillée des mesures proposées révèle l'influence déterminante de l'école militaire coloniale traditionnelle. Malgré ses prétentions novatrices, la « guerre révolutionnaire » repose donc pour beaucoup sur un recyclage d'anciens concepts.

Le deuxième chapitre met en évidence le fractionnement qui affecte l'armée française en Algérie. D'un côté, celui-ci a facilité l'ascension des 5^{es} Bureaux qui sont les principaux promoteurs des thèses de la « guerre révolutionnaire ». De l'autre, il a limité les conséquences de l'adoption officielle de cette stratégie en rendant pratiquement impossible sa généralisation effective. Cela est d'autant plus vrai que de nombreux militaires ne sont pas convaincus par les démonstrations des « officiers révolutionnaires ».

Finalement, le troisième chapitre expose les temps forts de la « guerre révolutionnaire » en Algérie. La « bataille d'Alger » s'apparente à une consécration des réflexions entourant la doctrine qui a sensiblement accru son auditoire au fil des résultats décevants des opérations montées jusque-là. Le plan Challe tente d'uniformiser les méthodes de lutte contre le FLN/ALN, tout en laissant une grande place à l'action psychologique et à la prise en charge par l'armée des populations. Cet effort, même s'il se

distingue des thèses de la « guerre révolutionnaire », permet d'étendre l'action des 5^{es} Bureaux à l'Algérie entière. S'il représente un succès sur le plan tactique, il met en évidence l'impasse qui s'installe sur le plan stratégique et politique.

La reconnaissance par de Gaulle de l'éventualité d'une indépendance algérienne choque la grande majorité des militaires de carrière qui sont attachés au maintien de la présence française en Afrique du Nord. Néanmoins, le putsch fait éclater au grand jour les dissensions présentes au sein de l'armée française. Il révèle aussi que parmi les conjurés, les tenants de la « guerre révolutionnaire » ne constituent qu'un groupe parmi d'autres. Il marque surtout l'éviction de cette doctrine - et celle de ses partisans - de l'appareil militaire.

L'exposé de la formulation de la « guerre révolutionnaire », de la place qu'elle tient dans les institutions militaires et des étapes majeures de sa mise en pratique, permet de dresser un bilan général de cette stratégie pendant la guerre d'Algérie. D'abord, la formation de groupes d'intérêts et de courants d'opinion dans l'armée française en Algérie témoigne d'un phénomène de fragmentation. Son ampleur est attestée par l'ascension de l'« école d'Indochine » au sein du commandement militaire en Algérie et l'aval officiel qu'obtient la « guerre révolutionnaire », son principal outil de promotion. Paradoxalement, ce succès porte en lui ses limites puisque la doctrine est associée à un clan dont l'influence s'oppose à celle que d'autres groupes entendent exercer. Ainsi, cette stratégie tend à rester prisonnière des dogmes des « Indochinois ». Cela a pour résultat de circonscrire non seulement son application mais aussi sa capacité à proposer un programme pertinent pour s'opposer au mouvement indépendantiste du FLN.

La « guerre révolutionnaire » se veut une réponse totale à une menace totale. Pourtant, son énonciation reste vague et insuffisante. En termes militaires, elle propose

essentiellement d'accorder la priorité à l'action psychologique, ce qui coïncide avec les intérêts de ses principaux défenseurs, les 5^{es} Bureaux. Pour le reste, elle défend les méthodes coloniales traditionnelles. En termes stratégiques, elle réclame une extension des pouvoirs des militaires aux dépens des autorités civiles. Cet accroissement du rôle de l'armée va jusqu'à la définition des objectifs de guerre.

Les tenants de la « guerre révolutionnaire » adhèrent au programme de l'Algérie française dont le respect devient une condition de leur obéissance au gouvernement. Ainsi, si ses propagateurs la présentent comme une arme « ultramoderne », cette doctrine reprend néanmoins largement un discours colonial traditionnel. Ce volet politique est occulté par la place importante qu'occupent des simplismes géostratégiques, des attaques véhémentes contre le pouvoir civil et le haut commandement ainsi que des conclusions outrancières. Ce déséquilibre porte à croire que la « guerre révolutionnaire » exprime bien plus un lot de frustrations, dans un contexte difficile pour les militaires français, qu'un programme politique véritable.

L'acceptation par le gouvernement français d'une telle stratégie, qui devient en 1957 la nouvelle politique militaire officielle, est la conséquence d'un dysfonctionnement dans les relations civils-militaires. Les dirigeants de la IV^e République ne peuvent admettre un retrait de l'Algérie. Mais les coûts politiques, économiques et militaires, à plus forte raison dans un régime instable, du maintien de la présence française se révèlent eux aussi trop élevés. Incapable de trancher ce nœud gordien, le pouvoir civil en vient à démissionner de ses responsabilités au profit des militaires. L'adoption de la « guerre révolutionnaire » et l'appui qu'elle obtient de certains politiciens, malgré le mépris prétorien des institutions politiques qu'affiche la grande majorité des officiers qui défendent cette doctrine, ne peut s'expliquer que dans ce contexte.

Nous avons souligné les liens profonds qui unissent la « guerre révolutionnaire » aux 5^{es} Bureaux. Ces derniers sont chargés de l'action psychologique, ce qui leur assure le contrôle de l'essentiel des outils d'information de l'armée et leur permet de nouer des rapports privilégiés avec les médias. Ce support médiatique entraîne une grande diffusion qui a tendance à amplifier l'importance de la « guerre révolutionnaire » au cours de la guerre d'Algérie. Un survol des articles publiés de 1957 à 1959, à l'apogée de la puissance des 5^{es} Bureaux, dans la presse française est à ce titre révélateur. La guerre d'Algérie y est fréquemment qualifiée d'exemple de « guerre révolutionnaire » et on y retrouve disséminés plusieurs des thèmes chers aux officiers de l'« école d'Indochine » tels les « hiérarchies parallèles » et les « cinq phases »¹.

Cette amplification du rôle de la « guerre révolutionnaire » est donc liée à la nature des responsabilités des 5^{es} Bureaux. Mais quelles sont leurs activités concrètes? Les missions fixées sont : la formation, l'information et le soutien des unités du maintien de l'ordre, et, d'autre part, l'action sur les populations et les partisans du FLN/ALN. À ce titre, leur influence est déterminante sur le programme du CIPCG d'Arzew qui donne aux militaires nouvellement arrivés une formation de base adaptée aux conditions de l'Algérie.

Les 5^{es} Bureaux ont par ailleurs à leur disposition tout un appareil de fabrication et de distribution d'affiches et de tracts ainsi que des unités de haut-parleurs. Ils contrôlent les principales publications militaires telles le *Bled* (destinée aux corps de troupes), la *Revue de défense nationale* (prévue pour une diffusion plus large) et la *Revue militaire d'information* (réservée à une clientèle plus spécialisée en action psychologique). Les services d'action psychologique disposent aussi d'officiers itinérants chargés de répandre les thèmes de la

¹ Plusieurs des articles de journaux et de périodiques qui reprennent les thèmes de la « guerre révolutionnaire » sont rassemblés dans le dossier d'instruction (SHAT, 1H, 2524) et dans les conférences (SHAT, 1H, 2524 (bis)) du CIPCG d'Arzew.

« guerre révolutionnaire » et de s'assurer du suivi des directives. À mesure que s'étend la structure des 5^{es} Bureaux, les antennes d'action psychologique s'implantent suivant le découpage territorial en place. Ils fournissent des conseils, relaient les directives et participent activement aux efforts de propagande à l'endroit de l'armée française et des populations.

Au total, l'énumération de ces attributs rappelle que l'influence des 5^{es} Bureaux repose pour l'essentiel sur leur capacité à emporter les convictions. Or, la « guerre révolutionnaire » ne réussit pas à s'imposer à l'extérieur du cercle restreint des « Indochinois ». Si la doctrine ne convainc pas une bonne partie des militaires, qui sont à bien des égards l'auditoire le plus enclin à l'assimiler, on peut comprendre le peu d'écho qu'elle a dans les populations en général et plus particulièrement chez les Algériens dont l'opinion importe au premier chef. L'échec de l'action psychologique, telle que pratiquée par les 5^{es} Bureaux, est synonyme de celui de la « guerre révolutionnaire » dont elle constitue la pierre angulaire.

Les idées entourant cette stratégie participent aux dérives extrêmes que représentent les actions de l'OAS à la fin de la guerre d'Algérie. Dès les débuts de l'insurrection, une dynamique de radicalisation s'engage. La situation en Algérie, où plusieurs communautés cohabitent, rend nécessaire un compromis. Pourtant, l'intransigeance des partisans tant de l'Algérie française que de l'indépendance intégrale s'impose graduellement. Dans ce contexte, seule une solution unilatérale peut mettre fin aux combats. À ce titre, la solution retenue par les adhérents à la « guerre révolutionnaire » postule les conditions d'une victoire totale de l'armée française en Algérie. Cette victoire à remporter exclut toute forme de négociation. Les pourparlers entrepris par le gouvernement sous l'impulsion de de Gaulle

devaient mener, aux yeux des tenants de la « guerre révolutionnaire », à l'éviction de toute présence française en Algérie.

Le putsch d'avril 1961 met en évidence le fossé qui s'est creusé entre l'opinion métropolitaine et celle des militaires. Les tendances observées quant au recrutement et à la qualité de vie au sein de l'armée française se conjuguent à l'éloignement géographique occasionné par les conflits coloniaux depuis 1945 et les engagements internationaux étendus de la France. Ces facteurs isolent les militaires de carrière alors que la société métropolitaine d'après-guerre connaît des changements rapides. Ainsi, les militaires en viennent, plus particulièrement pendant la guerre d'Algérie, à former un des derniers bastions d'un conservatisme social mis à mal en France. L'isolement de l'armée est aggravé par le caractère impératif que certains de ses membres donnent à la victoire. Cette fixation brouille le jugement de plusieurs sur la direction politique que doivent prendre les opérations et tient un rôle déterminant dans les insurrections militaires qui ont marqué la guerre d'Algérie.

Cette doctrine représente finalement la forme la plus achevée du mode français de guerre coloniale. Son élimination s'opère simultanément avec une mise au rancart de l'action psychologique. Les efforts de réflexion engagés dans la « guerre révolutionnaire » sont, en définitive, balayés par les circonstances dramatiques dans lesquelles la France doit quitter l'Algérie.

La fin de la présence française en Afrique du Nord signifie aussi la fin de l'Empire. Elle clôt une étape importante pour les forces armées de la France qui y ont été profondément impliquées. Les réformes majeures entamées avec la proclamation de la V^e République en 1958 sont accélérées. Elles repositionnent la Défense de la France autour de l'arme atomique et du nouveau rôle qu'elle entend jouer sur la scène européenne et

mondiale. Ces changements profonds sont facilités par des départs volontaires massifs et les épurations auxquelles ont donné lieu les révoltes militaires. La « guerre révolutionnaire », source aux yeux du pouvoir de plusieurs excès, est délaissée et associée au souvenir douloureux laissé par la guerre d'Algérie.

Bibliographie

-I- Les archives

France. Service historique de l'armée de terre.

Archives des opérations en Algérie, sous-série 1H.

- Carton 1091, *Cabinet militaire.*
 - Dossier 1 (D-1), organisation et attributions du cabinet militaire.
- Carton 1095, *Informations sur la rébellion.*
 - D-1, Connaissances au milieu 1955.
 - D-3, Bulletins de renseignements quotidiens (BRQ).
- Carton 1104, *Dossiers du Secrétariat permanent de la Défense nationale à Alger.*
 - D-1, Rapports avec autres instances et pouvoirs.
 - D-2, Plans quadriennaux d'investissements.
 - D-3, Questions entourant Dispositif restreint de sécurité (DRS).
 - D-6, Mesures de luttes économiques et financières contre la rébellion.
 - D-8, Regroupements de population.
- Carton 1113, *Notes et directives d'action psychologique.*
 - D-1, Directives générales.
 - D-2, Notes de services, schémas de causerie, questionnaires.
- Carton 1114, *Laboratoire de sciences humaines à Alger.*
 - D-1, Procès-verbaux et documents relatifs au laboratoire (création octobre 1960).
 - D-2, Procès-verbaux et comptes rendus du comité d'action psychologique.
 - D-3, Procès-verbaux et documents du Comité d'action psychologique et de subversion (fondation mai 1959).
- Carton 1115, *Centre d'instruction de pacification et de contre-guérilla d'Arzew (CIPCG).*
 - D-1, Coupures de presse et programme d'instruction.
- Carton 1116, *5^e Bureau.*
 - D-1, Rapports d'activités du bureau psychologique de 10^e RM (1955-1957).
 - D-2, Rapports d'activité (1956-1957).

- D-3, Comptes rendus hebdomadaires (26/6/58 - 26/12/58).
- Carton 1119, *Participation de l'armée à la pacification*.
 - D-1, Synthèses, guides et fascicules sur la pacification.
 - D-2, Rapports sur les regroupements.
 - D-3, Groupes d'auto-défense.
 - D-4, Organisation des goums et des harkas.
 - D-6, Dispositions d'urgence en milieu rural.
- Carton 1124, *Publications militaires*.
 - D-1, Revue militaire d'information.
 - D-2, Documents d'actualité, pamphlets de promotion de l'action de l'armée en Algérie.
 - D-3, Documents sur sujets économiques.
 - D-4, Revue l'*Algérie médicale*.
- Carton 1261, *Rapports sur la situation militaire (3^e Bureau)*.
 - D-1, Rapports annuels généraux.
 - D-3, Comptes rendus bi-hebdomadaires (1952-1954).
 - D-4, Directives générales et instructions.
 - D-5, Précautions à observer lors des interrogatoires.
 - D-6, Tableaux des pertes adverses et alliées.
- Carton 1808, *Mesures de contre-guérilla*.
 - D-1, Directives tactiques générales.
- Carton 1824, *Dispositions du plan Challe et commandos de chasse*.
 - D-1, Correspondance portant sur mesures de sécurité, réorganisations territoriales et directives particulières pour commandos de chasse.
 - D-2, Règles d'engagement aux frontières, système de protection des fermes isolées.
- Carton 1827, *Documents généraux du 3^e bureau*.
 - D-1, Correspondance interne.
 - D-2, Directives et annexes.
- Carton 1933, *Bilans des opérations militaires*.
 - D-1, Statistiques pertes et ralliements, effectifs, bilans annuels.
 - D-2, Synthèse sur les adaptations de l'armée aux opérations en Algérie.
 - D-3, Rapports annuels sur l'évolution de la situation militaire.

- D-4, Rapport du général Chérière sur la situation en octobre 1954.
- Carton 1942, *Exposés et documents sur la guerre subversive et psychologique*.
 - D-1, Accords internationaux entre la France et le Maroc et fascicules.
 - D-2, Procès-verbaux des séminaires tenus à l'École supérieure de guerre au sujet des opérations en Algérie, documents généraux.
 - D-3, Procédés tactiques pour la recherche et la destruction des groupes de l'ALN.
- Carton 1943, *Exposés et documentation sur la guerre subversive et psychologique*.
 - D-1, Textes législatifs concernant la guerre subversive, coupures de presse et allocutions.
 - D-2, Comptes rendus d'opérations.
- Carton 2097, *Instructions spécialisées de contre-guérilla*.
 - D-3, Manuel de base pour les opérations de contre-guérilla.
- Carton 2409, *Objectifs, doctrine et méthodes du 5^e Bureaux*.
 - D-1, Rapports internes, directives et notes.
 - D-2, Conférences, documents à diffusion restreinte.
- Carton 2522, *Documentation du 5^e Bureau*.
 - D-1, Colloques, conférences et schémas de causerie.
- Carton 2523, *Organisation, missions et comptes rendus d'activités du CIPCG d'Arzew*.
 - D-1, Mission du centre, évolution de la formation et action psychologique.
 - D-2, Programme d'instruction.
- Carton 2524, *Dossier d'instruction du CIPCG*.
 - D-1, Programme général.
- Carton 2524 (bis), *Conférences sur la guerre psychologique données au CIPCG*.
 - D-1, Conférences données par intervenants extérieurs.
 - D-2, Conférence sur la guerre nucléaire.
- Carton 2538, *Participation de l'armée à l'oeuvre de pacification*.
 - D-1, Participation de l'armée à la pacification 1955-1957 (avec un document ultérieur de Challe greffé au dossier).
- Carton 2577, *Actions subversives et contre Organisation politico-administrative (OPA) du FLN*.
 - D-1, Méthodes de lutte contre la rébellion et documentation relative au Centre d'entraînement à la guerre subversive (CEGS) à Philippeville.

- Carton 2578, *Rapports d'activités du 5^e Bureau et 6^e Bureau*.
 - D-1, Bulletins de renseignements quotidiens (janvier 1958-mai 1958).
 - D-2, Bulletins de renseignements quotidiens (avril - décembre 1957).
 - D-3, Bulletins quotidiens spéciaux (mai - août 1961).
 - D-4, Activités des forces de l'ordre.
- Carton 3197, *Plan Challe*.
 - D-1, Mesures adaptées aux opérations de maintien de l'ordre.
 - D-2, Mesures de désengagement.
 - D-3, Réorganisation du Corps d'armée d'Oran.
 - D-4, Rapport sur les résultats des opérations en Oranie.

-II- Ouvrages et articles sur la « guerre révolutionnaire »

Ouvrages

- Beaufre, André. *La guerre révolutionnaire, les formes nouvelles de la guerre*. Paris, Fayard, 1972. 305 pages.
- Bonnet, Georges. *Guerres insurrectionnelles et révolutionnaires de l'Antiquité à nos jours*. Paris, Payot, 1958. 287 pages.
- Delmas, Claude. *La guerre révolutionnaire*. 2^e éd. Paris, Presses universitaires de France, 1965 [1959]. 125 pages.
- Trinquier, Roger. *La guerre moderne*. Paris, Éditions de la Table ronde, 1961. 191 pages.

Articles

- Allard, Jacques. « L'OTAN et l'Afrique du Nord ». *Revue de défense nationale*, XIV (juin 1958), pp. 907-911.
- Argoud, capitaine Antoine. « La guerre psychologique ». *Revue de défense nationale*, IV (mars 1948) et IV (avril 1948), pp. 291-300 et pp. 460-471.
- *Ibid.* « L'armée est-elle fasciste ? ». *Le courrier de la nation*, 7 août 1958, pp. 9-12.
- Baillif, gén. « Forces armées et psychologie ». *Revue de défense nationale*, XVI (mai 1960), pp. 819-829.

- Bonnet, Georges. « Mao Tsé-Toung et la stratégie révolutionnaire ». *Revue de défense nationale*, XI (janvier 1955), pp. 22-33.
- *Ibid.* « L'importance du facteur « moral » dans le complexe « armée-nation » ». *Revue de défense nationale*, XI (novembre 1955), pp. 435-441.
- Carrere d'Encausse, Hélène. « La « persuasion » des consciences. Méthodes de propagande soviétique ». *Revue militaire d'information*, 282 (avril 1957), pp. 43-52.
- Chapelle, général de la. « Les aspects particulier de la guerre du possible ». *Revue de défense nationale*, XII (février 1956), pp. 133-157.
- Chassin, général Lionel-Martin. « La conquête de la Chine par Mao Tse-Toung ». *Revue militaire d'information*, 170 (mars 1951), pp. 19-25.
- *Ibid.* « Du rôle idéologique de l'armée » *Revue militaire d'information*, 239 (octobre 1954), pp.13-19.
- *Ibid.* « Réflexions stratégiques sur la guerre d'Indochine ». *Revue de défense nationale*, X (décembre 1954), pp. 507-522.
- *Ibid.* « Du rôle historique de l'armée ». *Revue de défense nationale*, XII (octobre 1956), pp. 1182-1199.
- *Ibid.* « Insuffisance de la stratégie nucléaire ». *Revue de défense nationale*, XVI (juillet 1960), pp. 1200-1212.
- *Ibid.* « Technique de l'insurrection ». *Revue de défense nationale*, XIII (mai 1957), pp. 696-713.
- *Ibid.* « Vers un encerclement de l'Occident ». *Revue de défense nationale*, XII (mai 1956), pp. 531-533.
- Delmas, Claude. « Notes sur les fondements d'une doctrine de défense nationale ». *Revue de défense nationale*, XIV (juin 1958), pp. 912-924.
- *Ibid.* « La rébellion algérienne après l'arrestation des chefs du F.L.N. ». *Revue de défense nationale*, XII (décembre 1956), pp. 1463-1474.
- Ély, Paul. « Notre politique militaire ». *Revue de défense nationale*, XIII (juillet 1957), pp. 1033-1051.
- *Ibid.* « L'armée dans la nation ». *Revue militaire d'information*, 297 (août 1958), pp. 7-14.
- *Ibid.* « Perspectives stratégiques d'avenir ». *Revue de défense nationale*, XIV (août 1958), pp. 1631-1640.

- *Ibid.* « Les problèmes français et l'équilibre mondial ». *Revue de défense nationale*, XV (novembre 1959), pp. 1709-1725.
- Hogard, Jacques. « Cette guerre de notre temps ». *Revue de défense nationale*, XIV (août 1958), pp. 1304-1319.
- *Ibid.* « L'armée française devant la guerre révolutionnaire ». *Revue de défense nationale*, XIII (janvier 1957), pp. 77-89.
- *Ibid.* « Guerre révolutionnaire et pacification ». *Revue militaire d'information*, 280 (janvier 1957), pp. 7-24.
- *Ibid.* « Guerre révolutionnaire ou révolution dans l'art de la guerre ». *Revue de défense nationale*, XII (décembre 1956), pp. 1497-1513.
- Lejeune, Max. « La mission de l'armée en Algérie ». *Revue militaire d'information*, 278 (novembre 1956), pp. 85-87.
- Manue, Georges. « La guerre psychologique ». *Revue militaire d'information*, 275 (août 1956), pp. 86-97.
- Martin, Jean-Maurice. « Guérilla, guerre en surface, guerre révolutionnaire ». *Revue militaire d'information*, 286 (août 1957), pp. 7-22.
- Metz, colonel René de. « Du rôle national de l'officier ». *Revue de défense nationale*, XIV (août 1958), pp. 1320-1338.
- Nemo, colonel. « La guerre dans le milieu social ». *Revue de défense nationale*, XII (mai 1956), pp. 605-623.
- *Ibid.* « La guerre dans la foule ». *Revue de défense nationale*, XIII (juin 1956), pp. 721-734.
- *Ibid.* « Réflexions sur la guerre limitée ». *Revue de défense nationale*, XV (mars 1959), pp. 447-457.
- *Ibid.* « La France et l'Afrique ». *Revue de défense nationale*, XV (décembre 1959), pp. 1939-1949.
- Planchais, Jean. « L'action psychologique hier et aujourd'hui ». *Le Monde*, 3-4 avril 1959, pp. 1 et 3 et pp. 1 et 5.
- Poirier, commandant Lucien « Un instrument de guerre révolutionnaire : le FLN ». *Revue militaire d'information*, 289 (décembre 1957) et 290 (janvier 1958), pp. 7-34 et pp. 69-92.

- Rocolle, colonel « Les constantes de la guerre subversive ». *Revue de défense nationale*, XIV (février 1958), pp. 245-264.
- Souyris, capitaine André. « Les conditions de la parade et de la riposte à la guerre révolutionnaire ». *Revue militaire d'information*, 281 (février-mars 1957), pp. 91-109.
- *Ibid.* « Réalités et aspects de la guerre psychologique ». *Revue militaire d'information*, 302 (février 1959), pp. 7-28.
- *Ibid.* « Un procédé efficace de contre-guérilla : l'auto-défense des populations ». *Revue de défense nationale*, XII (juin 1956), pp. 686-699.
- Thillaud. « Vaincre sans trahir ». *Revue de défense nationale*, XIV (avril 1958), pp. 643-653.
- *Ximenès* (pseudonyme), « Essai sur la guerre révolutionnaire ». *Revue militaire d'information*, 281 (février-mars 1957), pp. 7-20.
- *Ibid.* « Guerre révolutionnaire en Algérie ». *Revue militaire d'information*, 297 (août-septembre 1958), pp. 27-40.
- Zeller, général André. « Armée et politique ». *Revue de défense nationale*, XIII (avril 1957), pp. 957-966.

-III- Ouvrages et articles sur les aspects militaires du conflit algérien

Ouvrages

- Ambler, John Steward. *The french army in politics (1945-1962)*. Columbus, Ohio State University press, 1966. 427 pages.
- Behr, Edward. *The algerian problem*. Westport, Greenwood Press, 1976 [1961]. 256 pages.
- Carrias, Eugène. *La pensée militaire française*. Paris, Presses universitaires de France. 379 pages.
- Challe, Maurice. *Notre révolte*. Paris, Presses de la Cité, 1968. 448 pages.
- Courrière, Yves. *La guerre d'Algérie*. Paris, Robert Laffont, 1990 [1970]. 2 volumes. (Coll. « Bouquins »).
- Déon, Michel. *L'armée d'Algérie et la pacification*. Paris, Plon, 1959. 257 pages.
- Droz, Bernard et Evelyne Lever. *Histoire de la guerre d'Algérie. 1954-1962*. 2^e éd. Paris, Éditions du Seuil, 1991 [1982]. 354 pages.

- Fauvet, Jacques et Jean Planchais. *La fronde des généraux*. Paris, Arthaud, 1961. 277 pages.
- Frémont, Armand. *Algérie – El Djazaïr, les carnets de guerre et de terrain d'un géographe*. Paris, Librairie François Maspero, 1982. 277 pages.
- Girardet, Raoul, dir. *La crise militaire française. 1945-1962*. Paris, Armand Colin, 1964. 235 pages.
- *Ibid.* « Civil and military politics in the Fourth Republic » dans Samuel P. Huntington, dir. *Changing patterns of military politics*. New York, The Free Press of Glencoe, 1962. pp. 121-149.
- Godard, Yves. *Les trois batailles d'Alger*. Paris, Fayard, 1972. 445 pages.
- Heggoy, Alf Andrew. *Insurgency and counterinsurgency in Algeria*. Bloomington, Indiana university press, 1972. 266 pages.
- Horne, Alistair. *A Savage war of peace. Algeria 1954-1962*. London, Macmillan, 1977. 581 pages.
- *Ibid.* « The french army and the algerian war. 1954-1962 ». dans Ray Haycock, dir. *Regular armies and insurgency*. London, Crook Helm, 1979, pp. 69-83.
- Kelly, Georges Armstrong. *Lost soldiers : the french army and the Empire crisis, 1947-1962*. Cambridge, M.I.T. press, 1965. 404 pages.
- Lartéguy, Jean. *Les centurions*. Paris, Presses de la Cité, 1960. 416 pages.
- Mabire, Jean. *Commando de chasse*. Paris, Presses de la Cité, 1968. 323 pages.
- Mégret, Michel. *L'action psychologique*. Paris, Fayard, 1958. 202 pages.
- O'Ballance, Edgard. *The Algerian insurrection*. Faber, Londres, 1972. 231 pages
- Paret, Peter. *French revolutionary warfare from Indochina to Algeria*. New York, Frederick A. Praeger publishers, 1964. 125 pages.
- Périès, Georges Gabriel. « Stratégie de la fausse citation dans le discours de la doctrine de la « guerre révolutionnaire » ». dans Laurent Henninger, dir. *Histoire militaire et sciences humaines*, Bruxelles, éditions Complexe, 1999. pp. 61-84.
- Roy, Jules. *La guerre d'Algérie*. Paris, Bourgois, 1994 [1961]. 189 pages.
- Tripiet, Philippe. *Autopsie de la guerre en Algérie*. Paris, France Empire, 1972. 562 pages.

Articles

- Albord. « La pensée militaire française », *Revue de défense nationale*, XVI (octobre 1960), pp. 1578-1587.
- Bourgès-Manoury, Maurice. « Nous voulons continuer à écrire notre histoire ». *Revue militaire d'information*, 275 (novembre 1955), pp. 10-11.
- Brown, Bernard. « The army and politics in France ». *Journal of politics*, XXIII, 2 (mai 1961), pp. 262-278.
- Carré, Claude. « Aspects opérationnels du conflit algérien. 1954-1960 ». *Revue historique des armées*, 166 (mars 1987), pp. 82-91.
- Domenach, Jean-Marie. « The french army in politics ». *Foreign Affairs*, XXXIX n° 2 (janvier 1961), pp. 185-195.
- Hamon, Olivier. « Chronique du conflit algérien. 1954-1962 ». *Revue historique des armées*, 187 (juin 1992), pp. 33-42.
- Jauffret, Jean-Claude. « L'armée et l'Algérie en 1954 ». *Revue historique des armées*, 187 (juin 1992), pp. 15-25.
- Kelly, Georges Armstrong. « Revolutionary war and psychological action ». *Military Review*, XL, 7 (octobre 1960), pp. 4-13.
- *Ibid.* « The french army re-enters politics, 1940-1955 ». *Political Science Quarterly*, LXXXVI, 3 (septembre 1961), pp. 367-392.
- *Ibid.* « Algeria, the army, and the Fifth Republic (1959-1961) : a scenario of civil-military conflict ». *Political Science Quarterly*, LXXIX, 3 (septembre 1964), pp. 157-165.
- Marill, Jean-Marc. « L'héritage indochinois : adaptation de l'armée française en Algérie. 1954-1962 ». *Revue historique des armées*, 187 (juin 1992), pp. 26-32.
- Paret, Peter. « The french army and la guerre révolutionnaire ». *Journal of the Royal United Services Institution*, CIV (février 1959), pp. 58-68.
- Schillinger, Philippe. « Les archives des opérations en Algérie ». *Revue historique des armées*, 187 (juin 1992), pp. 8-14.

-IV- Ouvrages sur la guerre insurrectionnelle et anti-insurrectionnelle

- Baylis, John. « Revolutionary warfare » dans Ken Booth, dir. *Contemporary strategy*. London, Crook Helm, 1975, pp. 132-151.
- Beckett, Ian F.W. et John Pimlott, *Armed forces and modern counter-insurgency*, New York, St. Martin's Press, 1985, 232 pages.
- Chaliand, Gérard, dir. *Stratégies de la guérilla. De la longue marche à nos jours*. Paris, Payot, 1994 [1979]. 938 pages.
- Charters, David et Maurice Tugwell. *Armies in low intensity conflict*. Toronto, Brassey's defence publications, 1989. 272 pages.
- Ellis, John. *From the barrel of a gun : a history of guerrilla, revolutionary, and counter-insurgency warfare, from the Romans to the present*. London, Greenhill Books, 1995. 285 pages.
- Huntington, Samuel P. « Patterns of violence in military politics » dans Samuel P. Huntington, dir. *Changing patterns of military politics*. New York, The Free Press of Glencoe, 1962. pp. 17-50.
- McCuen, John J. *The art of counter-revolutionary warfare; the strategy of counter-insurgency*. London, Faber, 1966. 349 pages.
- Porch, Douglas. « Bugeaud, Galliéni, Lyautey : the development of French colonial warfare » dans Peter Paret, dir. *Makers of modern strategy*. Princeton, Princeton University Press, 1986, pp. 376-407.
- Shy, John et Thomas W. Collier. « Revolutionary war » dans Peter Paret, dir. *Makers of modern strategy*. Princeton, Princeton University Press, 1986, pp. 815-862
- Taber, Robert. *The war of the flea : a study of guerrilla warfare theory and practice*. New York, Stuart, 1965. 192 pages.
- Thompson, Robert. *Defeating communist insurgency*. London, Chatto and Windus, 1966. 171 pages.

-V- Thèses et mémoires

- Assemat, Christophe. *La guerre révolutionnaire*. Thèse de Ph. D. (Science politique), Paris II, 1988. 817 pages.

- Fortmann, Michel. *La doctrine politique des militaires français pendant la guerre d'Algérie (1954-1962)*. Mémoire de M.A. (Science politique), Université de Montréal, 1976. 205 pages.
- Géré, François. *La pensée et la politique militaire française sous la quatrième République. De la guerre totale à la guerre révolutionnaire : conception et emploi de l'arme psychologique*. Thèse de Ph. D. (Histoire), Paris III. 793 pages.
- Périès, Georges Gabriel. *De l'action militaire à l'action politique. Impulsion, codification et application de la doctrine de la « guerre révolutionnaire » au sein de l'armée française (1944-1960)*. Thèse de Ph D. (Science politique), Paris I, 1999. 931 pages.

Annexe I

**Liste des officiers qui se sont succédés à la tête de la 10^e Région militaire
pendant la guerre d'Algérie**

Grade-nom	Fonction	Début	Fin
Général de Corps d'armée Paul Chèrière	Commandant la 10 ^e Région militaire (RM)	18/9/54	2/7/1955
Général de Corps d'armée Henri Lorillot	Commandant la 10 ^e RM Commandant supérieur interarmées	3/7/1955	30/11/1956
Général d'armée Raoul Salan	i- Commandant de la 10 ^e RM, Commandant supérieur interarmées	1/12/1956	8/6/1958
	ii- Délégué général du gouvernement et Commandant en chef les forces en Algérie	9/6/1958	18/12/1958
Général d'Armée aérienne Maurice Challe	Commandant en chef les forces en Algérie	19/12/1958	22/4/1960
Général de Corps d'armée Jean Crépin	Commandant en chef les forces en Algérie	23/4/1960	31/1/1961
Général de Corps d'armée Fernand Gambiez	Commandant en chef les forces en Algérie	1/2/1961	6/6/1961
Général de Corps d'armée Charles Ailleret	Commandant supérieur des troupes en Algérie	7/6/1961	17/4/1962
Général Charles Fourquet	Supervise retrait des troupes en Algérie	18/4/1962	3/7/1962

Annexe II

Plan Challe

